

*f* r a n c e  
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 40 10 €



VERS LA  
CIVILISATION  
MONDIALE...

# S o m m a i r e

France Forum • n°40 • nouvelle série • décembre 2010

Éditorial.....	3
----------------	---

## VERS LA CIVILISATION MONDIALE...

Le nouveau cosmopolitisme est dans l'air par Ulrich Beck.....	4
La mondialisation, la crise et l'Europe par Jean-Pierre Gouzy.....	9
La troisième révolution industrielle par Charles Delamare.....	14
Le cosmopolitisme par la publicité par Françoise Brissard.....	18
De la domination par l'Occident aux partenariats multipolaires par Anne-Marie Idrac.....	22
La civilisation : idée neuve et ancienne par Charles Dasville.....	25
La Chine, les religions et la mondialisation par Benoît Vermander.....	27

## DOSSIERS ET ÉTUDES

Les élections américaines par Albert Kalaydjian.....	43
Brésil, après l'élection de Dilma Rousseff, une nouvelle donne ? par Philippe Boncenne.....	50

## MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall.....	55
L'inflation qui gonfle par Omar Lefranc.....	56
QE2... Quelle croisière ? par Christian Cambier.....	60
Courrier des lecteurs par Pierre Aubenque.....	62

## IL Y A CINQUANTE ANS

L'incantation de Saint-John Perse par Georges Le Brun-Keris.....	63
--	----

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

France 1500, entre Moyen Âge et Renaissance, exposition au Grand Palais par Jean-Marie Bordry.....	66
The Social Network de David Fincher par Jean-Marie Bordry.....	67

## NOTES DE LECTURE

Why the West Rules-for now : the Patterns of History and what they Reveal about the Future de Ian Morris par Charles Delamare.....	68
Pierre Cauchon : comment on devient le juge de Jeanne d'Arc de Jean Favier par Albert Kalaydjian.....	69
Georges Boris. Trente ans d'influence par Anne Laborde.....	70
Cartes sur table de Alain et Patrice Duhamel par Jacques Mallet.....	71
Pouvoir et contre-pouvoir, à l'heure de la mondialisation de Ulrich Beck par Charles Delamare.....	72

Toute l'équipe de *France Forum* vous présente  
ses vœux les meilleurs pour la nouvelle année.

Nous sommes heureux de vous informer que,  
depuis le 1<sup>er</sup> décembre,  
les bureaux de *France Forum* se trouvent au  
7 rue Saint-Dominique (Paris, 7<sup>e</sup>).  
Nous sommes à présent joignables au 09 51 80 01 14  
(provisoirement) et toujours par mël à  
[france.forum@free.fr](mailto:france.forum@free.fr)

# Vers la civilisation mondiale...

**A**u siècle dernier, « le monde civilisé », dans le langage des diplomates, des grands éditorialistes jusque dans celui de M. Homais ou de M. de Norpois, était l'expression de la prépondérance – et de l'assurance satisfaite – de l'Occident. Le reste du monde jouissait, certes, d'autres civilisations, encore dénombrées il y a peu par Toynbee. Elles se définissaient et se jugeaient par rapport à celle de l'Europe et de l'Amérique.

L'irrésistible poussée de la globalisation oblige à reconsidérer cette conception. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, il apparaît de plus en plus nettement que le resserrement des liens commerciaux, financiers, industriels du monde entraînera une révision radicale des anciennes relations culturelles. Cette transformation des rapports de force intellectuelle est en cours. Aboutira-t-elle à une civilisation unique, sinon uniforme ?

Telle est la question, capitale, que *France Forum* soulève dans ce numéro. Du sociologue Ulrich Beck au jésuite Benoît Vermander, la recherche d'un nouvel équi-

libre entre le matériel et le spirituel, entre l'Europe et l'Asie imprime son élan à des domaines qui *a priori* semblaient bien éloignés des grands débats culturels, religieux et intellectuels.

La crise financière n'est pas terminée : le débat qu'elle engendre est à peine entamé. Signe et cause d'une profonde mutation, elle ne trouvera pas une solution dans le seul remaniement des dettes et dans la seule mise sous surveillance des acteurs les plus coruscants des transactions boursières. Il faut dépasser la simple médication des plaies d'argent. Le libéralisme ne s'est défini et établi qu'après une profonde méditation morale. Il pourra concourir à la mise en place d'un système mondial de vie en commun pour l'humanité tout entière. Mais à une condition : qu'il retrouve l'inspiration spirituelle dont il est issu.

Le cosmopolitisme n'est pas un jeu de dilettante, mais une quête longue et difficile, comme celle du Graal !

*Le comité de rédaction*

# Le nouveau cosmopolitisme est dans l'air !

par Ulrich Beck

*« Cosmopolitisation » est le mot qui résume les différentes branches de l'évolution dans laquelle notre monde est entraîné. Que signifie cette expression ? Le professeur de sociologie à l'université de Munich l'explique. À lire avec attention !*

L'entrecroisement et l'interdépendance des hommes et des populations de par le monde ; l'accroissement des inégalités dans l'espace global ; le surgissement de nouvelles organisations supranationales dans le domaine économique (entreprises transnationales), dans celui de la politique (acteurs non gouvernementaux, tels que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, la Cour internationale de justice) dans celui de la société civile (mouvements agissant de manière transnationale, comme Amnesty International, Greenpeace, les réseaux féministes, Attac) ; nouveaux concepts normatifs, comme les droits de l'homme ; nouveaux types de risques globaux (changement climatique, crise financière mondiale) ; nouvelles formes de guerres, de criminalité organisée, du terrorisme, tout cela a un dénominateur commun : la « cosmopolitisation. » Ce terme signifie l'érosion de frontières bien définies qui séparaient les uns des autres les marchés, les États, les civilisations, les cultures et ce qui n'est pas le moindre : la vie quotidienne des hommes ordinaires. Il est vrai que le monde n'a pas perdu ses frontières, mais celles-ci s'effacent, se mélangent et deviennent perméables aux flux d'information, de capitaux et, dans une moindre mesure, à ceux des individus. Une « globalisation interne » a lieu à l'échelle locale et nationale, ainsi que dans les institutions. Cette nouvelle donne transforme les conditions de la construction de l'identité sociale. Celle-ci ne peut plus s'effectuer dans la dichotomie, à charge négative, entre « nous » et les « autres ».

Je voudrais expliquer cette évolution en la résumant en quatre thèses.

## **Première thèse**

Dans le rapport entre l'économie mondiale et l'État se produit un « méta-jeu de forces ». Ce qui veut dire que, dans la balance des forces, les règles des systèmes étatiques entre nations et organisations internationales sont modifiées et réécrites. C'est particulièrement l'économie qui déploie une telle « méta-force ». Elle est sor-

tie par effraction de la cage, dans laquelle se déroulait le jeu des forces, bien organisé à l'échelle du territoire et de la nation. Elle s'est appropriée de nouvelles stratégies dans l'espace informatique en s'affranchissant des États, enracinés dans leur territoire. Que signifie cette « méta-force » ? Que l'on combat pour le pouvoir et qu'en même temps on modifie les règles de la politique mondiale, édictées par les États nationaux.

Si l'on se pose la question de savoir d'où les stratégies capitalistes tirent leur « méta-force », on découvre une particularité remarquable. Son principe a été résumé dans le titre d'un journal de l'Europe de l'Est, lors de la visite du chancelier allemand en 1999 : « Nous pardonnons l'action des croisés et nous attendons celle des investisseurs. » C'est l'exacte inversion du traditionnel calcul que faisait la théorie classique de la force et de la domination. Elle rend possible de développer au maximum les entreprises transnationales. Le moyen de pression n'est plus la menace d'invasion, mais au contraire celui de ne pas procéder à des investissements ou même de menacer de les faire partir. Pire que d'être submergé par les multinationales est la menace de ne pas en être submergé.

Cette forme de domination ne consiste plus depuis longtemps à transmettre des ordres, mais tient à la possibilité d'investir de manière plus rentable, autrement, dans d'autres pays. Elle relève de la menace de ne pas faire quelque chose, c'est-à-dire de ne pas investir dans un pays donné. La nouvelle puissance des trusts ne se fonde pas, dans cet esprit, sur la force, comme *ultima ratio*, pour imposer leur volonté. C'est pourquoi elle est beaucoup plus souple ; elle ne dépend plus de sa localisation et, par suite, elle est utilisable « globalement ». Alors que la puissance des États (conformément à sa logique nationale) s'accroît par conquête territoriale, celle des « *global players* » s'accroît dans l'économie mondiale par un procédé exactement inverse, dans la mesure où elle s'inscrit dans un contexte extraterritorial. La puissance des États, de ce fait, n'est pas minée ou brisée par celle d'un autre État, par des menaces de conquête militaire, mais par des pressions hors territoire, exterritoriales, dans le déploiement du commerce transnational et des activités dans l'espace informatisé de l'information sociale. Cette logique des forces déterritorialisées renverse celle, traditionnelle, de puissance, domination et violence. Le noyau de la puissance globale économique, ce n'est plus l'impérialisme, mais le non-impérialisme, ce n'est plus l'invasion, mais le retrait des investisseurs.

## Deuxième thèse

Le rôle de la contre-puissance, face au capital qui détruit les anciennes règles, n'échoit plus à l'État dans la conscience des Occidentaux et dans beaucoup de réflexions de la science sociale. Il revient à la société civile globale et à la pluralité de ses acteurs. En poussant cette remarque plus loin, on peut donc dire : la contre-puissance de la société civile globale repose sur le consommateur politique. Son contre-pouvoir résulte – tout comme celui du capital – de sa capacité de dire non

toujours et partout, de refuser d'acheter. Cette « arme du refus d'acheter » ne peut pas être désarmée dans le temps et dans l'espace. Certes, elle dépend du fait que l'on possède suffisamment d'argent ou qu'en plus il y existe une offre excessive de produits et de services, entre lesquels le consommateur peut choisir. L'intérêt du capital est bridé par le fait qu'il n'y a pas de stratégie s'opposant au contre-pouvoir croissant des consommateurs. Même les trusts mondiaux les plus puissants ne sont pas en mesure de licencier leurs consommateurs. Car ceux-ci, à la différence de leurs employés, ne font pas partie de leur personnel. Le moyen de pression consistant à produire dans d'autres pays où les consommateurs sont encore bien gentils se révèle entièrement inadapté. Alors que le contre-pouvoir des travailleurs – suivant la dialectique maître/esclave – est lié à des interactions dans l'espace et le temps, le consommateur n'entretient pas de relations avec celles-ci. S'il est bien informé et mobilisé à bon escient, le consommateur, libre et organisé au plan transnational, peut devenir une arme redoutable. Il est vrai que les boycotts d'achat s'adressent à des gens qui ne sont pas membres d'une organisation et ne le sont que difficilement. Il faut donc pour réussir que soit organisée une dramaturgie bien ciblée dans les médias publics et que soit mise en scène une politique symbolique. Et, sans pouvoir d'achat, il n'existe pas de pouvoir de consommateurs. Tout cela fixe des frontières précises au contre-pouvoir des consommateurs. À l'évidence, les mouvements issus de la société civile n'édicte pas de lois et ne disposent pas du monopole de la violence qui leur permettrait de les créer.

### **Troisième thèse**

Il n'existe pas de voie pour redéfinir la politique étatique. Les avocats et les acteurs de la société civile globale sont, sans aucun doute, indispensables dans le jeu de la « méta-puissance », en particulier pour réaliser des valeurs globales et cosmopolites. Mais croire qu'il est possible de transposer dans une constellation cosmopolite l'État et sa politique conduit à une illusion. D'après elle, les crises et les conséquences de la grande transformation en cours pourraient trouver une solution « civilisée » par la transposition des sociétés civiles actuelles à l'échelle globale. Ce schéma doit être remis dans la galerie des illusions perdues.

Pour sortir du piège que les thèmes nationaux tendent à l'action et à la théorie politiques, il est essentiel de distinguer entre souveraineté et autonomie. Le nationalisme (méthodologique) repose sur la mise en équivalence de souveraineté et autonomie. De ce point de vue, la dépendance économique, la diversification culturelle, la coopération militaire, juridique et technologique entre États conduisent automatiquement à une perte d'autonomie, par conséquent à une perte de souveraineté. Mais si on mesure la souveraineté à la façon dont un État arrive à résoudre ses propres problèmes nationaux, la coopération croissante, donc la perte d'autonomie, a pour résultat un gain de souveraineté. Cette intuition joue un rôle central dans le cosmopolitisme : perte formelle d'autonomie et accroissement du contenu de la sou-

veraineté peuvent se renforcer mutuellement. La globalisation implique les deux : une augmentation de la souveraineté des acteurs par le fait que, au-delà des distances, grâce à la coopération, la mise en réseau, la mise en commun de compétences, ces mêmes acteurs deviennent efficaces, s'ouvrent de nouvelles options. La contrepartie de cette évolution est que des pays tout entiers perdent leur autonomie. La souveraineté interne des acteurs (collective et individuelle) s'accroît dans la mesure où leur autonomie formelle se rétrécit. En d'autres termes, au cours de la globalisation politique se produit une transformation de l'autonomie reposant sur une exclusion nationale au profit d'une souveraineté reposant sur une inclusion transnationale.

### **Quatrième thèse**

La réponse politique à la globalisation, c'est « l'État cosmopolite » ouvert au monde. Celui-ci ne va pas se créer dans la destruction et la dissolution de l'État national, mais par sa transformation interne, par sa « globalisation intérieure », grâce à laquelle les potentialités juridiques, politiques et économiques qui existent actuellement à l'échelle locale et nationale seront réinterprétées et ouvertes. Cette construction hybride, cet État autant cosmopolite que national ne s'oppose pas aux autres nations dans une ivresse nationaliste, mais se développe dans la reconnaissance mutuelle de l'altérité et de l'égalité avec les autres en établissant des réseaux coopératifs, en vue de trouver des solutions aux problèmes transnationaux. De cette façon, elle s'attachera à élargir, à maximiser la souveraineté nationale afin de résoudre des problèmes nationaux. Ce principe de l'État cosmopolite est fondé sur l'indifférence nationale de l'État. Il rend possible la coexistence de l'identité nationale et du droit cosmopolite, en vertu du principe de tolérance constitutionnelle à l'intérieur et du droit cosmopolite à l'extérieur. De même qu'après la paix de Westphalie les guerres de religion du XVI<sup>e</sup> siècle cessèrent, grâce à la séparation de l'État et de la religion, de même – c'est notre thèse – les guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle seront supprimées par la séparation de l'État et de la nation. De même que c'est l'État areligieux qui rendit possible l'exercice de diverses religions, de même le maillage d'États cosmopolites devrait assurer la coexistence pacifique des identités nationales et ethniques à l'intérieur comme à l'extérieur, par l'application du principe de la tolérance, instaurée de manière constitutionnelle. De façon analogue à ce qui s'est passé au début des temps modernes en Europe quand la théologie chrétienne s'est trouvée repoussée, devrait aujourd'hui s'ouvrir une nouvelle période de la politique. Elle sera rendue possible par la mise au pas de la théologie nationale et de la téléologie de l'espace vital, cadre de l'action étatique. De même qu'au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, pour ceux qui regardaient le monde d'un œil théologique, il était totalement exclu de comprendre cette évolution (qui équivalait pour eux à la fin du monde), de même est-elle absolument impensable pour les « théologiens du national ». Elle rompt avec ce qui, pour eux, constitue le principe de base du politique



: l'opposition schématique, ami-ennemi. L'exemple historique de ce changement est donné par l'Union européenne. Elle a réussi, grâce à l'art de la politique, à dénouer le nœud des hostilités entre voisins. Ils étaient attachés l'un à l'autre par les « menottes dorées » de l'intérêt national. Ils devaient lutter toujours de nouveau pour s'assurer d'une reconnaissance réciproque, ainsi que de leur égalité. Appréhender l'Union européenne dans le sens d'une confédération cosmopolite pourrait la décrire en partie comme une réalité, en partie comme une utopie. Elle fait face, en effet, de manière coopérative à la globalisation économique, autant qu'à l'altérité des autres – les conations européennes qu'elle respecte –, mais aussi les voisins plus lointains de l'Europe.

Théorie et concept de l'État cosmopolite se différencient en trois positions :

- contre l'illusion de l'État national autonome ;
- contre l'idée néolibérale de l'État minimal, servant une économie dérégulée ;
- contre les tentations irréalistes d'un État mondial, dont le pouvoir absolu ne souffrirait aucune contestation.

Le concept d'État cosmopolite tire les conséquences de l'histoire des régimes de terreur, de gauche comme de droite, qui ont endeuillé le xx<sup>e</sup> siècle, ainsi que de l'interminable histoire de la violence du colonialisme et de l'impérialisme.

Jean Bodin a jeté les bases de la souveraineté étatique. Elle représentait, pour lui, l'instance réprimant les excès de violence s'exprimant dans un monde dominé par la religion. Elle était pour lui le facteur décisif pour instaurer un ordre civilisé. Il ne pouvait pas savoir, comme nous-mêmes le savons, que son contrepoison – la souveraineté étatique –, son remède à une anarchie qu'il craignait par dessus tout, allait accroître à l'infini les cruautés, la haine, la force niant l'humanité ! Il ne pouvait pas apercevoir qu'elle allait se perfectionner, comme la terreur nazie – mais pas elle uniquement – l'a bien montré.

L'architecture d'une confédération cosmopolite peut, peut-être, offrir dans d'autres parties du monde une solution pour sortir de la fausse alternative : ou bien l'assimilation dans la nation, ou bien l'exclusion de la nation.

Cette formule serait particulièrement valable dans les régions soumises à des conflits ethniques et nationaux.

*Ulrich BECK*

# La mondialisation, la crise et l'Europe

par Jean-Pierre Gouzy

*L'Union européenne subit, plus qu'elle ne maîtrise, les effets de la crise mondiale.  
L'auteur lance un appel à la reprise en main de son destin par le « petit cap de l'Asie ».*

**P**rotéiforme, la mondialisation galope et son rythme s'accélère. Les grands « pays en voie de développement » des années 1960/1990 sont maintenant qualifiés d'« émergents », malgré tous les handicaps qu'ils doivent encore affronter. Tel est le cas notamment de la Chine, de l'Inde, du Brésil, en tête d'un peloton qui se propose, ni plus ni moins, de rattraper dans les vingt années qui viennent les pays industriels. L'heure est aux États-continentaux, même si l'Onu rassemble à Cancun les cent quatre-vingt-quatorze pays qui se partagent la planète.

Depuis le clash économique et financier survenu aux États-Unis en 2008, dont les effets déstabilisants se font encore lourdement sentir, les grandes messes du G20 (Pittsburgh, Toronto, Séoul) sont considérées comme les plus représentatives du monde actuel puisque, indépendamment des problèmes géostratégiques et nucléaires qui conditionnent également, par ailleurs, la vie de la planète, elles représentent près de 88 % du PIB mondial. Même si leurs dernières assises réunies les 11 et 12 novembre, au « pays du matin tranquille », nous ont laissés sur notre faim, puisque, finalement, il y fut décidé de ne rien décider, si ce n'est de s'abstenir de procéder à des dévaluations compétitives qui puissent amplifier les désordres monétaires.

## **L'impact de la crise**

Force est, d'ailleurs, de constater que, si la bulle des subprimes, la chute de la banque Lehman Brothers et l'ébranlement de Wall Street ont plombé le système économique des pays de la mouvance occidentale, à deux ou trois exceptions près, elle a à peine ralenti la croissance des émergents. Ainsi, alors qu'en 2009 le G8 ne représentait plus, au titre des puissances industrielles, que 37,54 % de la production mondiale, il faut se souvenir qu'il en revendiquait au moins 50 % quand il fut créé en 1975, à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing.

Aujourd'hui, le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE créditent la Chine d'une croissance de l'ordre de 9 à 10 %, l'Inde de 8 %, le Brésil de 7 %. De plus, la locomotive

chinoise tire vers le haut, à des sommets jamais, ou rarement, atteints, l'expansion de la Corée du Sud, de Hong-Kong, des pays de l'ASEAN (Sud-Est asiatique), le challenge revenant à la ville-État de Singapour avec une prévision de hausse de son PIB de 13 % l'an.

Dans ce contexte, la montée en puissance d'une Chine aux limites de surchauffe est un fait majeur. Manipulation du yuan aidant, quoi qu'elle dise, elle détient désormais une réserve stratégique de 2 500 milliards de dollars. Cette masse monétaire lui permet d'assouvir sa boulimie de matières premières ou de s'assurer des bases nécessaires au développement de ses investissements et de sa dynamique commerciale. C'est ainsi que saisissant l'occasion d'intervenir à sa façon en faveur d'une Grèce au bord de la faillite, le géant chinois a mis la main sur 50 % du port du Pirée, effectivement essentiel pour lui permettre, comme on l'a dit et écrit, de « placer ses pions dans les Balkans ».

Bref, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de changements décisifs, la crise de 2008/2010 jouant le rôle d'« accélérateur » du basculement de la puissance économique au détriment du monde occidental, dont l'Union européenne est partie intégrante. Nous devons, en effet, avoir présent à l'esprit le fait que les pays émergents qui bénéficient, en moyenne, d'une croissance deux fois supérieure à celle des États industriels sont passés de douze à soixante-cinq depuis le début des années 2000, tandis que le commerce entre pays du sud a été multiplié par dix dans le même temps.

De leur côté, les États-Unis sont sortis du rouge, avec une croissance, en 2010, supérieure à celle de la moyenne de la zone euro et de l'Union européenne. Mais si Wall Street a, apparemment, repris du poil de la bête, l'emploi reste en berne et les autorités fédérales demeurent au chevet de l'immobilier. Même si la capacité de rebond de l'économie américaine est bien connue, le président Obama a tenu à faire savoir que les États-Unis ne pourraient plus désormais « porter tous les fardeaux du siècle », faisant allusion vraisemblablement à la part prise par son pays dans les dépenses militaires mondiales (661 milliards de dollars sur un total estimé à 1 530 milliards).

Même si les États-Unis sont encore crédités du tiers du revenu brut mondial, même si la magistrature du dollar leur assure toujours une place prééminente au sein du système international (que Nicolas Sarkozy déclare vouloir « réformer » en sa qualité de président du G20 en 2011), même si, de surcroît, ils disposent des technologies militaires et nucléaires les plus sophistiquées, les qualifiant comme « superpuissance stratégique » capable d'intervenir simultanément en Méditerranée, dans le golfe Persique, en Asie centrale et en Extrême-Orient, ils sont globalement affaiblis et tout paraît indiquer que la Chine finira par leur ravir un jour le ruban bleu de l'économie mondiale.

### **Quid de notre Union européenne ?**

À mi-chemin d'une organisation de type fédéral et d'un statut de condominium intergouvernemental, en charge d'un ensemble de vingt-sept États rassemblant 501 millions d'habitants, avec en prime une zone euro qui, en attendant l'Estonie, ne

concerne aujourd'hui que seize d'entre eux, l'Union européenne se présente, dans les relations internationales, comme une entité politique à quatre têtes : le président « stable » du Conseil européen, le président semestriel du Conseil des ministres, la Haute représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, le président de la Commission européenne. Elle paraît donc dotée d'une architecture impressionnante, mais singulièrement diffuse vue de Washington ou de Pékin et mal armée pour faire face à une crise systémique. Au surplus, cette Union, ainsi recomposée par le traité de Lisbonne, a été mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Il lui a donc fallu affronter, d'entrée de jeu, les pires difficultés suscitées par une rupture économique et financière d'une ampleur inédite depuis la Deuxième Guerre mondiale, qui a fait apparaître plusieurs évidences à partir d'un constat : celui d'une Europe paradoxale cheminant lentement.

Tout d'abord, la crise financière globale à laquelle nous avons été confrontés a permis de constater que l'union économique et monétaire voulue par le traité de Maastricht est déséquilibrée, voire tronquée, avec un pilier monétaire (monnaie unique, Banque centrale européenne) bien réel, mais aussi un pilier économique défaillant. Nous sommes dans une Europe dont les acteurs ont pour règle d'or le principe de précaution, où l'on ne peut espérer progresser qu'à pas comptés comme si nous avions l'éternité devant nous. La seule personnalité européenne de haut rang qui échappe aujourd'hui, à mon sens, à cette règle de conformité est Jean-Claude Trichet. On lui doit, par exemple, d'avoir évoqué l'idée selon laquelle le fédéralisme monétaire qu'incarne l'euro devrait être complété par un fédéralisme budgétaire. D'autre part, l'Union européenne ne peut avancer avec l'insuffisance budgétaire qui la caractérise (1,1 % du PIB en prévision, pour 2011) et sans ressources propres. Comme l'ont bien vu un certain nombre de personnalités, dont Jacques Delors, dans une récente tribune de presse : les pays désireux d'obtenir une baisse du budget ont une approche qui va « à rebours de l'intérêt européen ». En fait, « le budget européen peut et doit être l'instrument de la relance ». Une nouvelle ressource propre permettrait, notamment, d'augmenter l'impact budgétaire de l'Union tout en réduisant les contributions nationales grâce à une mutualisation effective des dépenses dans des secteurs clés d'intérêt commun : recherche, innovation, infrastructures, énergie, transports, technologie, politique de cohésion, etc. En réalité, c'est un vrai débat politique de fond sur l'avenir de l'Union qu'engage le Parlement européen en vue de la révision du cadre budgétaire pluriannuel, à partir de 2012.

En liaison avec la politique budgétaire, on observera, par ailleurs, la lenteur affligeante avec laquelle les textes qui permettront de donner une vie réelle au nouveau Service européen d'action extérieure confié à Catherine Ashton ont été adoptés depuis peu (alors que le traité est en application depuis le début de l'année écoulée). Le financement du SEAE, en outre, affecte le budget communautaire puisqu'à terme ce service devra comprendre 3 700 fonctionnaires et diplomates. Comme l'a fait remarquer l'eurodéputé social-démocrate Martin Schulz, les dépenses nouvelle-

ment budgétées ne sont « qu'une conséquence des décisions des États eux-mêmes ». Somme toute, ils veulent « plus d'Europe », mais avec « moins d'argent ». Encore un paradoxe !

Certes, l'Union, piégée tout particulièrement par la crise des pays de la périphérie, a fini, après les mesures d'urgence prises pour tenter d'éviter les effets de contagion, à la fin du printemps dernier, par adopter une procédure de révision limitée du traité de Lisbonne, autorisant les pays de la zone euro à créer un mécanisme permanent de gestion des crises économiques. Les décisions définitives devraient être prises par le prochain Conseil européen.

De même, les États de l'Union européenne échaudés par ce qui vient de se passer ont accepté le principe de sanctions pour combattre le laxisme budgétaire, mais, contrairement aux souhaits de la Banque centrale (ainsi que de l'Allemagne), elles n'auront pas de caractère automatique. Par ailleurs, d'autres dispositions confirment que l'Union s'est efforcée de tirer une leçon positive des événements récents. Elles concernent les bonus distribués dans le secteur bancaire et la création, le 1<sup>er</sup> janvier 2011, d'un comité européen d'alerte du risque dit systémique. De plus, trois autorités européennes de supervision vont voir le jour : la première compétente en matière bancaire, la seconde pour le contrôle des marchés financiers, la troisième pour celui des assurances. L'institution d'un « semestre européen » permettant une préparation mieux coordonnée des budgets nationaux ainsi qu'un accord sur l'encadrement des *hedge funds* (fonds spéculatifs) devraient compléter le dispositif communautaire, avec en prime l'adoption d'une cinquantaine de mesures sur le marché intérieur, proposées par la Commission, via Michel Barnier.

La crise a donc eu aussi des effets positifs à Bruxelles, mais ceux-ci surviennent après le passage d'un cyclone qui met en péril l'existence même de l'euro. De plus, les mesures adoptées, telles qu'elles ont été conçues, ne contribuent pas à stimuler la morne croissance de l'Union européenne avec, d'une part, une première zone de pays où elle s'est effondrée (Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal, deux de ces États étant déjà sous perfusion) et, d'autre part, une vaste zone de croissance médiocre, incluant le Royaume-Uni et une notable exception majeure : l'Allemagne, avec une prévision de hausse du PIB 2010 de 3,4 %, en nous gardant, toutefois, d'oublier que la croissance allemande s'est effondrée à hauteur de - 4,9% en 2009. De son côté, la dette publique « *made in Germany* » a quand même dépassé 75 % du PIB au premier trimestre 2010, même si ce pourcentage est, pour l'époque, relativement modéré quand on le compare à celui de la France (84 % du PIB) et, plus encore, à l'endettement de pays comme la Grèce, l'Italie, l'Irlande, alors que, parallèlement, le chômage atteint 20 % de la population active en Espagne et qu'il resterait supérieur à 9 % en moyenne communautaire l'an prochain. Comme on le voit, les critères du Pacte européen de stabilité et de croissance fixés par le traité de Maastricht (3 % maximum du PIB pour les déficits publics et 60 % de celui-ci pour la dette) ont littéralement volé en éclats. On ne peut s'em-

pêcher de penser à ce propos que, quoi qu'elles en disent, les autorités européennes ont trop longtemps fermé les yeux et assument une part de responsabilité dans le déroulement des événements.

Bref, si la crise partie des États-Unis les a affaiblis, ses effets ont été plus destructeurs encore pour une Union européenne qui reste fondamentalement une union d'États où les décisions essentielles se prennent à l'unanimité. Dans cette Union qui progresse laborieusement vers plus d'unité, l'euro est le seul véritable symbole souverain. Ceci dans un temps où les pays émergents, malgré leurs infinis contrastes, éclatent, comme nous l'avons vu, de vitalité. De plus, l'Union européenne, telle qu'elle est perçue, n'a pas de consistance dans les domaines où les États-Unis continuent pratiquement seuls, par la force des choses, à assurer des responsabilités stratégiques globales. On peut le déplorer, mais c'est ainsi !

*Jean-Pierre GOUZY*

**AU FIL DE LA LECTURE...**

D'une certaine façon, vivre ensemble est plus important que simplement vivre.

*Tendre est la nuit, Francis Scott Fitzgerald*

# La troisième révolution

par Charles Delamare

*La mondialisation, pour se transformer en une nouvelle civilisation, a besoin de développer de nouvelles sources d'énergie. Il en résultera une autre révolution industrielle. À prendre et pas à laisser !*

Il s'agit d'une révolution industrielle pour paraphraser le titre d'un livre récent de Anne Lauvergeon, la présidente d'Areva. Elle est inévitable et souhaitable. Elle transformera la civilisation, qui sera obligée de devenir mondiale.

Affirmer qu'elle est inévitable, c'est admettre que les heureux effets de la deuxième révolution industrielle sont en passe de s'atténuer et de se transformer en des contraintes insupportables, facteurs de troubles et de drames.

## **Le déclin des bienfaits entraîne la montée des problèmes**

Quels bienfaits ? demanderont les jeunes générations, habituées à se faire servir, sans gêne, par les esclaves mécaniques ou électriques, que le pétrole leur offre sans rechigner jusqu'à maintenant. D'abord, leur répondra-t-on, cet hydrocarbure a pris le relais du moteur de la première révolution industrielle, celle du charbon. Cette dernière, pourtant, ne fut pas un événement négligeable. Qu'on se rappelle le décollage époustouflant de l'Angleterre au début du XIX<sup>e</sup> siècle, puissance impériale qui dut sa domination du monde à ses mineurs beaucoup plus qu'à Wellington, le vainqueur de Napoléon. Toute la civilisation moderne est sortie de ses puits de mine.

Pour la première fois dans l'histoire humaine, les ingénieurs surent produire de la force à partir de l'énergie fossile. Celle-ci, à l'usage, ne s'affaiblissait pas en rendements décroissants, par opposition à celle du bois ou de l'eau, que l'on avait domestiqués depuis des temps immémoriaux. Elle était abondante. Matt Ridley a calculé que, vers 1830 déjà, la Grande-Bretagne consommait annuellement en charbon une quantité d'énergie telle qu'elle équivalait à la mise en exploitation d'une forêt de 15 millions d'acres, c'est-à-dire trois fois la surface totale du pays de Galles ; là où les réserves s'épuisaient, comme ce fut le cas en France dès le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, d'autres bassins miniers prenaient le relais, si bien qu'aujourd'hui cette ressource, au niveau actuel d'utilisation, est encore assurée pour plusieurs centaines d'années.

Mais on connaît les inconvénients de cette source de puissance ; Dickens a décrit le

Londres encrassé par la fumée, noyé sous l'oxyde de carbone. Aujourd'hui, c'est Pékin et les grandes agglomérations chinoises qui souffrent de ces retombées toxiques. Sans parler des dangers de l'exploitation du charbon : 10 à 15 000 mineurs, tous les ans, paient encore de leur vie le recours à cette énergie. Ils n'ont pourtant pas droit à un requiem de la part des écologistes.

C'est pourquoi, au XX<sup>e</sup> siècle, la deuxième révolution industrielle a promu une autre énergie fossile, le pétrole. Inutile de s'appesantir sur ses avantages, mais il n'est pas anodin de souligner celui du prix, du très bas prix de la ressource ; la montée en puissance des États-Unis doit beaucoup à la découverte chez eux des propriétés de ce pétrole qui de « lampant », c'est-à-dire nécessaire à l'éclairage des chaumières, est devenu, vers 1900, l'aliment essentiel de la circulation. Le ratio du retour sur investissement était en 1930 proche de 1 à 100, alors que l'avantage apporté par le charbon cent ans avant multipliait par dix l'investissement initial ! Seulement !

Même embarrassé par le blocus, Guderian pouvait faire rouler ses chars vers la Moskova, là où Napoléon restait tributaire des chevaux. Mais c'est l'Amérique surtout qui chevaucha cette nouvelle révolution industrielle et en transmit le savoir-faire au reste du monde. Avec de tels « retours sur investissement », qui ne serait pas devenu riche ? Les pays émergents ont compris la leçon. Ils passent souvent de l'ère du feu de bois à celle du moteur à explosion. La Chine va produire d'ici peu 20 millions de voitures par an (10 millions déjà en 2010). L'Inde prend la même direction. Chacun veut entrer dans la civilisation du pétrole...

Il en résultera une tension grandissante sur le coût de cette ressource fossile, avec des violences, engendrées par le contrôle de sa production. De manière globale, la part de l'énergie représente aujourd'hui 4,5 % du PNB mondial. On compte que vers 2020 la ponction qu'elle exercera sur la consommation sera quatre fois plus importante. On devine quelles conséquences économiques et sociales résulteront de cette évolution.

Elles se manifestent déjà dans les fluctuations des cours du « Brent » de la mer du Nord, mesure-étalon du prix de la rareté du produit... et, par suite, élément du jeu universel des gérants de portefeuille.

Il n'est pas nécessaire d'être une voyante extralucide pour imaginer quelles catastrophes découleront du resserrement progressif, mais brutal, des flux bon marché d'énergie, émis pendant un siècle par les champs pétroliers, notamment ceux du Moyen-Orient. Les bons esprits imaginent une transition douce grâce à un « mix » de charbon, de pétrole, d'énergies renouvelables et, on n'en parle qu'à voix basse, d'énergie atomique.

### **En avant pour la troisième révolution !**

Il n'est pas possible néanmoins d'ignorer la gravité des problèmes qui se dessinent à l'horizon, du fait du renchérissement des ressources énergétiques.

Les responsables économiques (tels les dirigeants des sociétés pétrolières ou automobiles) ou politiques (quand ils n'ont pas le nez pointé sur les prochaines élec-



tions) se préoccupent des mesures à prendre pour répondre à ce défi. Mais, comme toujours dans un tel contexte, la pression de l'immédiat freine les initiatives pour préparer l'avenir. Il n'y a qu'à relire le remarquable article de Jacques Blamont, paru dans le n° 39 de *France Forum*, pour comprendre quelle tâche attend la génération qui défilait récemment dans la rue, en France, à propos de la réforme des retraites ou, en Allemagne, se couchait sur les rails des « Castors », rapportant le produit des déchets atomiques de La Hague. Pas exactement ce à quoi elles s'attendent !

L'effort, hésitant, en faveur des « énergies renouvelables » est une première réponse à la modification des données de base de notre civilisation. Il faut aller beaucoup plus loin et plus fort.

Il est sûr, malgré des progrès espérés, que l'utilisation du vent et du rayonnement solaire se traduira par un fort accroissement des coûts. On retrouve la problématique qui, à notre avis, va marquer la vie économique et sociale dans les prochaines années, au point de contribuer puissamment à cette transformation de la vieille civilisation judéo-chrétienne – et d'une paire d'autres – d'ici à 2050. Déplorons la disparition de ce qui a été le Plan, l'organisme qui ne prévoyait pas l'avenir, de manière divinatoire, mais qui l'organisait de façon rationnelle. Nous lui devons, ainsi qu'à Pierre Messmer, notre batterie de centrales nucléaires, et surtout une compétence à l'échelle mondiale pour faire face à l'énorme défi que va représenter la fin de l'énergie abondante et bon marché.

En même temps, l'irrésistible progression de la pollution atmosphérique va accélérer la nécessaire régression de l'utilisation du charbon. La réponse ne peut pas consister à interdire le développement des pays émergents. Au contraire, leur accession à la civilisation mondiale nous oblige à adapter cette dernière aux besoins et aux rêves de ceux-ci. Notre planète reçoit aujourd'hui une charge de 27 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an. La tendance évidente à son accroissement amènerait une surchauffe de la température moyenne supérieure aux deux degrés qui paraissent aujourd'hui inéluctables autour de 2050. Au-delà de ce chiffre, on sait que l'on s'oriente vers des conséquences telles que l'instauration d'un climat saharien dans toute l'Afrique du Nord et dans le sud de l'Europe : Rome, Madrid et Marseille surgissant de déserts, comme Riyad aujourd'hui. D'où la nécessité de doubler le nombre des centrales atomiques, au nombre de 250 actuellement dans le monde. On sait que la Chine a déjà prévu d'en construire 200, pour réduire sa dépendance au charbon, dont les nuisances sont, pour elle, autrement plus dangereuses que les déchets atomiques non recyclables. À la différence de ces derniers – bien suivis et traités –, la pollution par le CO<sub>2</sub> envahit toute la terre sans qu'on puisse encore la contrôler. Jusqu'à maintenant... Ce sera la tâche d'une autre civilisation de faire face à ce défi transnational, d'une civilisation évoluant à partir de la nôtre pour permettre à nos descendants de vivre en commun avec l'humanité tout entière.

Ces questions si importantes, si pressantes, en effet, ne peuvent, ne doivent pas

être débattues dans le cadre étroit, et perméable, des nations. Leur prise en compte, même par des entités plus larges, telles que l'Union européenne, ne sera fructueuse que si elles sont évoquées à l'échelle mondiale. Un directoire babélien s'impose...

### **Vers une nouvelle civilisation**

L'énergie et sa maîtrise par l'homme est le moteur, trop souvent dissimulé sous les brumes de l'idéologie, de la civilisation. On ne peut que le constater dans l'épanouissement de ce qu'on appelle la Révolution industrielle, la première, celle qui est citée dans nos manuels d'histoire.

Ceux-ci oublient la partie décisive qui s'est jouée, il y a quelque cent mille ans, au cœur de l'Afrique : quelques esprits aventureux avaient découvert l'usage contrôlé du feu. Malgré les avertissements courroucés de beaucoup de leurs congénères, pratiquant depuis toujours la cueillette dans le paradis qu'était alors la forêt semi-tropicale, ils instaurèrent la production et l'utilisation de cette sorte d'énergie, différente de celle de leurs muscles, autrement efficace. Ils purent alors déplacer leur habitat, abandonner la cueillette, laissant derrière eux le paradis. Ils traversèrent, des milliers d'années avant Moïse, le détroit du Sinaï. Ils colonisèrent toute la terre. De la Laponie à Hokkaido, ils purent subsister malgré le froid, grâce à leur maîtrise de l'énergie renouvelable offerte par le bois ou la bouse de vache séchée. Mais ceux qui les avaient critiqués n'avaient pas eu tort ! Les sages qui restèrent au bord de la fracture géologique de ce qui est maintenant le Kenya persévérèrent dans leur être et dans leur insouciance pendant de longs siècles, tranquilles et satisfaits. Ceux qui se lancèrent dans la nouvelle civilisation, celle dont on a retrouvé le culte chez les Vestales à Rome, ou en Inde, durent affronter bien des malheurs. Combien de catastrophes le feu n'a-t-il commises ! Troie, Rome, Londres ont brûlé ! Quel danger ne représente-t-il pas encore maintenant ! On n'a guère aimé la mère de toutes les révolutions industrielles, la mère de toutes les civilisations !

La transformation qu'entraînera la troisième révolution industrielle, soutenue par la généralisation de l'énergie atomique civile, aura des conséquences favorables – notamment le relèvement du niveau de vie de tous les humains, l'éradication de la famine –, mais aussi des contraintes et des coûts pour contrôler la force qui vient du soleil lui-même. L'accès à la fusion de l'atome, relayant probablement, dans cinquante ans, celle de la fission, pratiquée actuellement, apportera la solution à toutes les craintes de manquer...

Pas mal de religions se sont essayées à la domestication des chevaux d'Hélios. Ce sera, au XXI<sup>e</sup> siècle, le rôle d'une nouvelle politique – la gouvernance de la mondialisation –, comme l'explique Ulrich Beck, de mettre enfin sur pied cette république universelle. Un rêve depuis Emmanuel Kant !

Pour nous, un devoir de réflexion.

*Charles DELAMARE*

# Le cosmopolitisme par la publicité

par Françoise Brissard

*On sera surpris par les conséquences qu'entraîne la mondialisation de la publicité.  
Elle est le reflet de la domination de la marchandise, mais elle lui donne  
une couverture idéologique et, peut-on dire, intellectuelle.  
Est-ce les prolégomènes à une autre civilisation ?*

Les idéalistes l'avaient rêvé, les réseaux l'ont mis au bout de nos doigts : une sorte de fraternité universelle qui serait le versant heureux de la mondialisation. Nous pouvons joindre en un instant des centaines d'*amis*, sans considération de distance, d'origine ou de langue (puisqu'il est bien évident que tout le monde parle *globish*). L'avenir de la communication en est-il transformé ?

La mondialisation intervient dans la perception de notre vie au milieu des autres : le périmètre de notre vie sociale s'élargit de manière considérable, tandis que son relief semble diminuer. Tout à coup, il devient naturel d'être en relation suivie, sinon amicale, avec des personnes du bout du monde (ce qui était il y a peu l'apanage d'une élite) ; et nous découvrons, tout surpris, que nous nous ressemblons, comme l'illustre l'émission « Rendez-vous en terre inconnue », sur France 2 ; au bout du voyage le plus lointain, dans les contrées les plus reculées, voire inaccessibles, ce sont aussi des hommes et des femmes avec qui partager des préoccupations assez communes : l'avenir des enfants, la vie du couple, le souci de l'avenir. Nous approchons ainsi de l'illusion que les différences de langue et de culture ne sont que des barrières de papier.

Pourtant, si la mélodie paraît universelle, la musique de la communication, dans sa profondeur et sa texture, ne se laisse pas simplifier.

Certes, les grandes entreprises ont aujourd'hui une vocation mondiale (ce que la crise n'a fait qu'accentuer, puisqu'il faut aller chercher la croissance là où elle est) ; leurs stratégies sont globales ; mais rares sont les campagnes de communication qui ne se déclinent pas par pays ou par zones géographiques. Seules quelques marques dans le monde ont le potentiel d'être de véritables marques mondiales et de communiquer en tant que telles. Pour rejoindre ce club très restreint, animé par Coca-Cola, Nike et Apple, les entreprises européennes s'efforcent d'opérer un travail

important de cohérence et de création, chacune à leur manière. Ainsi, Benetton creuse le sillon de son positionnement de départ (« *United colors of Benetton* ») : la marque a démarré l'année 2010 par un casting en ligne pour choisir les visages de sa prochaine campagne mondiale intitulée « *It's my time* », qui se veut ouverte au monde et aux jeunes, dans la lignée de la tradition maison. Michelin a déployé également cette année sa première campagne « mondiale », avec une création fondée sur l'animation (style devenu en effet assez universel), prolongée depuis peu par la création d'une identité sonore de 32 secondes, testée en Chine, en Russie, aussi bien qu'aux États-Unis ou en Europe : le défi était de prendre en compte la dimension internationale ainsi que les différences culturelles propres aux cent soixante-dix pays dans lesquels la marque est présente.

Tout comme Evian, qui a choisi de lancer sa nouvelle campagne 2010, « *Live young* », à Moscou en mars, puis en avril en Chine, à Singapour, en Thaïlande, en Indonésie et à Dubaï, enfin au cours de l'été en Europe. La marque met d'ailleurs en avant, pour la première fois, son ambition de devenir une marque mondiale, ce qui n'était pas le cas antérieurement, malgré la notoriété considérable de ses campagnes. En Europe occidentale, en effet, Evian était avant tout l'eau des biberons (d'où les campagnes mettant en scène des bébés). Ailleurs dans le monde, Evian était plutôt une marque de luxe, la bouteille étant présente surtout dans les hôtels et restaurants, avec une image premium (Kim Basinger se lave les cheveux à l'eau d'Evian !) La marque pense aujourd'hui pouvoir transcender ces différences d'approche et tenir un discours unique et cohérent autour de la jeunesse.

Il n'en reste pas moins que, dans tous les cas de communication dite mondiale, les marques utilisent pour leur création des codes que l'ensemble des habitants de la planète est loin de pouvoir partager, même s'ils sont désirables pour beaucoup. Il s'agit en fait de s'adresser à une cible que son pouvoir d'achat désigne pour consommer le produit considéré (c'est-à-dire plutôt urbaine, jeune et éduquée), et, par extension, une cible périphérique qui vit à sa marge et aspire à lui ressembler. Or, la mondialisation a gommé, pour ce type de population, les différences apparentes : tout le monde s'habille de la même manière, écoute la même musique, s'intéresse aux mêmes *people*.

Mais, si le mode de consommation de quelques produits de très grande notoriété constitue une sorte de dénominateur commun, les différences culturelles restent profondes dès que l'on doit communiquer sur des produits ou des services impliquant une référence propre, même entre pays proches (jamais les constructeurs automobiles n'ont pu trouver un discours qui convienne à la fois au public allemand et français ! – ne parlons pas des grandes causes comme la sécurité routière, où l'approche britannique très « crue » ou la manière nordique assez décalée restaient très étrangères au public français).

De nouvelles stratégies de communication ont donc vu le jour, portées par les politiques ambitieuses, réalistes et inventives de certains grands groupes, qui souhaitent fonder leur succès mondial sur des innovations commerciales créées à par-

tir des caractéristiques du terrain concerné, et faisant fi de nos habitudes de pensée.

L'une des innovations les plus retentissantes de ces dernières décades est sans aucun doute la Grameen Bank, créée par Mohammed Yunus, au Bangladesh, en 1976, et qui a donné naissance au microcrédit<sup>1</sup>. C'est par l'observation du terrain que l'idée a pu émerger : le besoin était là, bien sûr, mais aussi les éléments de comportement qui pouvaient donner une assise à son succès. Or, cette création en a permis bien d'autres, dont celle de Grameen Danone au Bangladesh, qui consiste à implanter un produit (le Shoktidoi, un yaourt enrichi en micronutriments) dans un pays pour lequel il peut apporter une solution de nutrition, en créant un circuit commercial inédit (les Grameen Ladies, qui le proposent en porte-à-porte), ainsi qu'un système de communication qui ne l'est pas moins, et qui est purement approprié à la culture et aux possibilités locales.

De même, l'ambition mondiale d'Essilor, qui fait son succès, repose sur une cohérence de la stratégie du groupe, mais déclinée au travers d'approches très différentes et finement adaptées au terrain. L'entreprise a ainsi inventé un nouveau modèle économique pour s'adresser aux paysans indiens, à partir des usages observés : dans les villages les plus reculés, les lunettes sont habituellement proposées à la location, 1 roupie par quart d'heure (les femmes peuvent ainsi enfiler leurs aiguilles). L'idée est née de proposer aux maires de rassembler au moins deux cents personnes prêtes à payer 5 dollars : la caravane Essilor arrive alors, accompagnée d'opticiens formés parmi la population, et peut vendre deux cents paires de lunettes de manière rentable. Xavier Fontanet, président du conseil d'Essilor, peut ainsi communiquer sur la valeur phare du groupe – l'innovation ; mais ce message « mondial » est ensuite décliné de toutes les manières selon les réalités régionales ou locales.

La place croissante des réseaux sociaux dans l'univers de la communication ne manque pas d'accentuer le phénomène. Depuis que Facebook a décidé de valoriser son modèle économique par la mise en avant des pages comme support publicitaire, et la création de Marketplace, on voit bien que les possibilités d'une communication ultra-ciblée, permettant de toucher chaque consommateur en fonction de ses habitudes, de son profil et de ses besoins, se met en place. Et pourtant, il n'y a pas plus « mondial » que Facebook, qui a lui-même imposé sa marque et son système comme un standard commun à tous les habitants de la planète équipés d'un terminal (et ils sont nombreux, puisque sont aujourd'hui concernés tous les possesseurs de téléphone mobile, dont la pénétration et le succès, y compris dans les contrées les plus pauvres, sont foudroyants – quatre opérateurs en Afghanistan !) Et, en même temps, cet émiettement ultratechnique appelle au renforcement de grands messages phare destinés à fidéliser et à s'ancrer dans l'imaginaire collectif.

On voit ainsi s'articuler une communication institutionnelle globale portant les valeurs de la marque, autour de laquelle s'articulent des actions de communication

---

1. Le microcrédit est aujourd'hui un phénomène considérable, qui a essaimé partout dans le monde : 200 millions de personnes font appel à lui pour un CA de 20 millions de dollars. Son succès fait, bien entendu, l'objet de controverses : on lira sur ce sujet l'ouvrage passionnant d'Esther Duflo, *La Politique de l'autonomie* (éditions du Seuil, 2010).

s'adressant à des publics spécifiques – des actionnaires aux consommateurs en passant par les relais d'opinion et les pouvoirs publics. Ce phénomène n'est en soi pas nouveau (le principe d'une déclinaison par cibles ou par publics d'une stratégie d'ensemble constitue la base même de la communication professionnelle), mais le défi, aujourd'hui, est bien de trouver une cohérence entre un discours à vocation mondiale et des messages liés à l'analyse de plus en plus fine des réalités et des cultures locales ou particulières, qu'il se révèle indispensable de prendre en compte. La difficulté majeure consiste à s'approprier rapidement un territoire de communication : les grands concepts de communication à vocation mondiale n'étant pas légion, il s'agit d'affirmer le sien, de le déployer et d'en faire son pré carré, de sorte que sa force et son attribution ne puissent plus être discutées : *think different* !

**Françoise BRISSARD**

**AU FIL DE LA LECTURE...**

C'est seulement sous le règne du christianisme, qui rend étranger à l'homme toutes les relations nationales, naturelles, morales et théoriques, que la société civile put se séparer complètement de la vie de l'Etat, déchirer tous les liens génériques de l'homme, mettre à leur place l'égoïsme, le besoin intéressé, et transformer le monde des hommes en un monde atomistique d'individus qui s'affrontent en ennemis.

***La Question juive, Karl Marx***

# De la domination par l'Occident aux partenariats multipolaires

par Anne-Marie Idrac

*L'auteur tire de façon remarquable les conclusions de ses récentes responsabilités  
au secrétariat d'Etat au Commerce extérieur. Exporter ne peut désormais réussir  
que si l'on comprend la mondialisation !*

Les historiens relatent bien les phénomènes de diffusion planétaire, depuis l'Antiquité, des migrations humaines, et des échanges de technologies, de biens et de capitaux. Pour s'en tenir aux seuls épisodes européens dominants, les croisades, les « conquêtes » de la Renaissance, le libre échange industriel et colonialiste du XIX<sup>e</sup> ont marqué des étapes, des poussées, de ce que Pierre Teilhard de Chardin appelait la « planétisation de l'humanité », portée selon lui positivement par les mouvements de la science et de la liberté.

Il est patent cependant que l'unification économique du monde s'est accélérée depuis la chute du mur de Berlin et l'ouverture de la Chine à l'économie de marché – marquée par son entrée à l'OMC, en 2000 –, coïncidant avec les révolutions technologiques qui ont quasiment permis l'abolition des distances.

Cette fois-ci, la mondialisation est vraiment devenue... mondiale : elle est aussi « globale », en ce sens que, non seulement les économies, mais les sociétés sont désormais interdépendantes.

Cela n'est pas, en soi, détestable, loin de là. Ni pour la stimulation des idées, ni pour l'innovation, ni pour un accès progressivement mieux partagé aux biens et services de la modernité – à commencer par les produits alimentaires, sanitaires et culturels.

## **Nouveauté par et dans la crise**

Ce que la crise a fait apparaître, ce sont les effets nocifs d'une mondialisation essentiellement portée par la libéralisation commerciale et financière.

Et plus encore ceux de l'absence de gouvernance et de régulation à l'échelle pertinente, qui devrait être celle, justement, de la mondialisation.

La bonne nouvelle, c'est que les dirigeants du monde ont, globalement, réagi à la crise sur le mode de la coopération, du refus du protectionnisme égoïste et de la recherche de solutions partagées. Beaucoup des idées de régulation par lesquelles la

politique, via notamment le G20, cherche ainsi à rattraper son retard sur l'économie, la finance et la technique, sont d'inspiration européenne, voire française, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy.

La vraie nouveauté révélée par la crise est, selon moi, l'émergence de nouveaux acteurs, les pays dits émergents. Il nous faut désormais compter avec eux et « leur faire de la place » au plan économique (la Chine représente 10 % du commerce mondial) comme au plan politique.

Alors que l'Europe et les USA semblent frappés de peur de l'avenir, ces pays sont portés par l'espoir de la prospérité. Estimant que nous n'avons plus de « leçons à leur donner », ils voient la crise comme l'occasion de faire entendre leur voix et faire valoir leurs droits. Ils bousculent situations et idées que nous, Occidentaux, croyions acquises.

Un exemple de remise en cause intellectuelle particulièrement marquant : alors que la lutte contre le « dumping social » nous semble une évidence, pour la loyauté du commerce et le partage du progrès humain, les pays en développement ou émergents y voient une forme de protectionnisme à leur encontre, une manière de leur refuser un avantage comparatif dans le commerce international. C'est pourquoi il est si difficile de faire converger les approches de l'Organisation internationale du travail et celles de l'Organisation mondiale du commerce. Ce n'est pas une raison pour y renoncer, pas plus qu'au combat contre les autres dumpings, environnementaux ou monétaires.

### **Quelle politique mener ?**

La politique européenne du commerce – heureusement communautaire – doit dans un tel contexte, pour la défense de l'emploi sur nos territoires, affirmer résolument son opposition au protectionnisme : puissance ouverte, notamment aux importations de produits des pays en développement (« tout sauf les armes », sans droits de douane ou quotas), elle est bien placée pour négocier au plan multilatéral – OMC – comme bilatéral – Chine, Inde, Brésil, etc. – l'ouverture des marchés dynamiques sur lesquels elle doit désormais aller chercher une très large part de sa croissance.

Au-delà des échanges commerciaux *stricto sensu*, le nouveau paysage de la mondialisation économique est celui de la compétition pour les investissements productifs et la localisation de l'emploi qualifié. La notion de partenariats recouvre ainsi la volonté des nouveaux acteurs émergents de bénéficier de transferts de technologies, tandis que l'enjeu occidental fondamental devient la protection de la propriété intellectuelle (« garder une longueur d'avance »).

Le développement durable est l'un des principaux domaines dans lesquels le partage des innovations – qui ne viennent pas seulement d'Occident – est devenu une aspiration mondiale majeure. Certains envisagent d'ailleurs une libéralisation *ad hoc* des marchés de biens et services environnementaux, pour accélérer la lutte contre le changement climatique.



Dans cette esquisse de panorama des compétitions économiques mondiales du XXI<sup>e</sup> siècle, il faut évoquer aussi la question de l'accès aux matières premières et à l'énergie, devenue plus capitale que jamais pour accompagner la croissance des pays en développement. L'inégale répartition des ressources sur la carte du monde fait apparaître de nouveaux défis géostratégiques (un seul exemple, le Kazakhstan recèle 13 % des réserves d'uranium mondiales).

L'intensité des besoins des pays émergents stimule l'investissement et la mobilisation des capacités technologiques, tout en faisant apparaître des goulots d'étranglement et des risques de spéculation (éviter les restrictions à l'exportation des « terres rares », par exemple, devient un volet de la lutte contre le protectionnisme).

Les préoccupations environnementales et de développement durable commencent heureusement à s'imposer dans la recherche, notamment, d'un « mix » énergétique diversifié et solidaire.

Ces phénomènes se retrouvent, *mutadis mutandis*, dans le dernier enjeu que je me contenterai de citer : celui de l'agroalimentaire et de l'alimentation, enjeu économique mais aussi, plus que tout autre sans doute, politique, voire éthique, pour lequel l'équilibre reste à bâtir entre « local » et « global ».

En guise de conclusion, je ne pense pas que la crise fasse reculer la mondialisation des échanges. Elle accélère la révélation d'une géopolitique nouvelle impulsée par la croissance des pays émergents : la mondialisation du XXI<sup>e</sup> siècle est différente de celle des siècles précédents, qui fut dominée par l'Europe, puis les USA.

L'Europe ne doit pas prendre le risque sur le long terme de rester à l'écart de cette nouvelle cartographie, en termes de flux commerciaux, d'investissements croisés ou d'accès aux ressources naturelles et à l'énergie. Cette mondialisation-ci sera multipolaire. Notre défi est d'en rester l'un des pôles.

Pour défendre son rôle de manière compétitive, l'Europe devrait avoir pour ressort son unité et sa capacité d'innovation.

*Anne-Marie IDRAC*

# La civilisation : idée neuve et ancienne

par Charles Dasville

*Les hommes sont passés sans presque s'en apercevoir de l'animalité à la civilisation.  
Mais aujourd'hui comment va se dérouler cette vieille histoire ?*

**D**ans un livre, *La civilisation en solde*, publié en 1998, Charles Delamare avait analysé les effets de la globalisation sur la civilisation judéo-chrétienne, ainsi que la crise qui allait se produire. Nous reprenons, ici, le début de ce livre.

« La civilisation est apparue dans l'humanité lorsque nos ancêtres, il y a plus de cent mille ans, se mirent à enterrer leurs morts.

Cessant de les abandonner derrière eux, ils leur rendirent des honneurs funèbres pour les soustraire au nez des vivants, à la dent des chacals et, par conséquent, à l'empire de la nature. En opposition à celle-ci, ils imaginèrent, en une grandiose révolution intellectuelle, le royaume des Morts, l'invisible et l'invincible règne de l'Esprit.

En cette fin du xx<sup>e</sup> siècle, ne serait-il pas temps de porter en terre, avec la compunction traditionnelle et adéquate, un cadavre somptueux à peine refroidi, celui de la civilisation judéo-chrétienne ?

Le faire-part n'est pas encore parvenu à toute la famille ? N'aviez-vous pourtant pas enregistré les successifs avis de décès annonçant la disparition de tel ou tel membre constitutif de cette race séculaire ? Si vous n'en avez pas encore pris connaissance, c'est que votre tête est déjà ailleurs. Vous avez laissé derrière vous le défunt, comme les nomades paléolithiques leurs géniteurs, sans vous préoccuper de convoquer les fossoyeurs.

Pour préhistorique que fut la civilisation, elle ne commença à être désignée comme telle qu'au cours du xviii<sup>e</sup> siècle, lorsque les Européens eurent pris conscience qu'ils ne constituaient qu'une minorité sur le globe, mais favorisée et en avance, croyaient-ils fermement, par rapport aux autres humains. Non pas les uns parmi les autres mais les premiers dans la marche vers la Lumière. La distinction, arme intellectuelle des dominants, leur permit de s'affirmer, comme autrefois le Grec par rapport aux Barbares, le Juif par rapport aux Gentils, l'Égyptien par rapport aux

Hittites. Nous autres, les civilisés, nous savions désormais que nous devons vivre au milieu de gens mal élevés...

Dans cette circonstance, la source religieuse fut invoquée parce qu'elle irriguait des modes de vie que les nationalismes rendaient de plus en plus antinomiques sur des points mineurs que l'intérêt et la sottise réunis gonflaient comme des baudruches. Leur religion rassemblait, vaille que vaille, les Allemands et les Français, les Anglais et les Espagnols.

Cet effort de sauvetage n'aura eu qu'un succès transitoire. Notre civilisation est en voie d'extinction, comme les Mohicans. Trop de références morales, juridiques, sentimentales nous rattachent encore à elle pour que l'on puisse déclarer qu'elle a déjà disparu. Mais notre vie quotidienne est dirigée de façon croissante par des concepts ou des pratiques qui sont en contradiction avec les principes de ce que l'on appelle, d'une voix de plus en plus faible, la civilisation judéo-chrétienne.

L'évolution des choses, avant celle des esprits, a déterminé des ruptures dans le substrat intellectuel de la civilisation matérielle. Si des réminiscences impressionnantes subsistent, si des nostalgies pénétrantes se perpétuent, le sceau religieux n'est plus apposé sur notre vie pratique. La tradition de la Bible (surtout aux États-Unis) n'est certes pas entièrement effacée. Est-elle plus déterminante que celle héritée du monde gréco-romain ? Noël coexiste avec le nouvel an dans la même ripaille.

La civilisation judéo-chrétienne a perdu, il y a vingt ans, son rôle de combattant spirituel, en même temps que son adversaire patenté et athée, le bolchevisme.

Les médias lui substituent de plus en plus ouvertement le mondialisme, nouveau pôle de référence. C'est plus grave qu'une défaite. C'est un congédiement. Désormais la base de toute réflexion, c'est lui, le mondialisme. »

Il écrit plus loin : « Comment la marche forcée vers la mondialisation, en train de se parachever dans le domaine monétaire et financier, ne serait-elle pas sans conséquence sur la civilisation ? Les mêmes savants qui analysent le déclin de Venise au XVI<sup>e</sup> siècle, au moment où la route de la soie a été supplantée par la circumnavigation de l'Afrique, restent sourds aux rumeurs provenant des milliers de "salles des marchés", entraînées dans une circumnavigation électronique du monde entier. »

Déjà, dans *Variété*, Paul Valéry avait décrit le malaise que l'approche de la mondialisation suscitait en son temps : « L'homme, disait-il, se trouve assailli par une quantité de questions auxquelles aucun homme, jusqu'ici, n'avait songé, philosophe ou non, savant ou non ; tout le monde est comme surpris. Tout homme appartient à deux ères. »

Prendre conscience des contradictions engendrées par la mutation en cours est la première étape, inévitable, pour commencer à reconstruire ce que l'on nomme encore une civilisation humaine.

*Charles DASVILLE*

# La Chine, les religions et la mondialisation

par Benoît Vermander

*L'auteur livre ici une réflexion sur la dimension spirituelle de l'entrée de la Chine dans l'ère de la mondialisation. Une étude d'une grande profondeur, qui éclaire l'évolution probable du monde tel qu'il commence à changer.*

**L**a mondialisation est affaire de « sens » : la façon dont peuples et cultures se situent dans le processus de rapprochement et de frottement, qui les met en contact, leur assurance pour leur désarroi face à ces échanges redoublés, voilà qui concourt grandement à dessiner ces « figures de la mondialisation ». À cet égard, la réception des textes venus d'ailleurs représente par elle-même une tranche de l'histoire (et de la préhistoire) de la mondialisation. La retracer, c'est décrire de complexes processus d'interaction par lesquels chacun se trouve lui-même au travers de la découverte de l'Autre. Les textes religieux jouent à cet égard un rôle particulier. Nous nous pencherons ici sur l'histoire de la réception du canon biblique en Chine, en cela qu'il offre un exemple de l'évolution de l'identité chinoise, de sa mouvante insertion dans l'ensemble mondial. Bien entendu, la symétrie demanderait que soit pareillement retracée la réception du canon bouddhique en terres occidentales, par exemple. Ce sont ces croisements qui déterminent l'éthos actuel de la mondialisation, conçue non seulement comme processus économique et social, mais bien davantage comme une mise en cohérence des repères culturels qui amènent la communauté mondiale à se penser Une, et ce au travers même des conflits qui la traversent.

## **Chine et christianisme**

Avant même de parler de la réception du canon biblique, il faut la situer dans la question plus large des rapports entre Chine et christianisme. L'étude de cette interaction constitue un champ foisonnant. Pareil champ couvre en fait des domaines assez différenciés : l'impact socioculturel de la prédication chrétienne et de l'apport conjoint des sciences occidentales, de 1583 (date de l'arrivée en Chine de Ruggieri et Ricci) jusqu'aux persécutions qui interviennent sous le règne des empereurs Yongzheng et Qianlong ; les réactions à la réintroduction du christianisme, dans des conditions bien différentes, à partir des Traités inégaux, et ce jusqu'à la période

récente ; les synthèses intellectuelles produites par la confrontation entre pensée chrétienne et culture chinoise, avec, en filigrane, la question récurrente de leur éventuelle incompatibilité de principe ; l'examen des synthèses artistiques, architecturales ou scientifiques provoquées par cette interaction ; des études plus anthropologiques sur la vie des communautés chrétiennes chinoises, la créativité sociale dont elles témoignent, ce depuis les temps de la première prédication jusqu'à aujourd'hui. Un champ plus restreint mais plein d'intérêt comprend l'étude des rencontres intervenues durant les dynasties Tang et Yuan.

Le christianisme se présente comme un enseignement *universel* qui néanmoins provient bel et bien de l'*Occident*. Tension entre Universel et Particulier qui reste réelle encore aujourd'hui et dont les solutions se transforment selon les temps et les acteurs. Les premiers jésuites auront souvent tendance à vouloir prouver l'universalité de l'enseignement qu'ils apportent par les fruits excellents qu'il aurait produits dans les pays dont ils sont originaires. On assiste là à la naissance progressive d'une Europe imaginaire, marquée tout entière du sceau de la sagesse, de la vertu, de la prospérité, de la paix et de la stabilité politique, une fiction relatée avec les accents nostalgiques propres au Laozi : l'Europe ressemble peu ou prou à ce rêve taoïste d'un temps où les affaires étaient si bien réglées que la population ne connaissait même pas le nom de son suzerain... L'universalité de l'enseignement chrétien est aussi inférée du caractère universel des sciences et techniques que les jésuites apportent avec eux. À cet égard, la question de fond reste encore vive : le langage de la rationalité scientifique, calculatrice, fondement de la technologie moderne, est bien devenu langage universel, et le problème du rapport entre l'universalité de ce langage et ses racines gréco-chrétiennes (grecques plutôt que chrétiennes ?) demeure ouvert pour toute « philosophie de l'histoire » – même si, de nos jours, nos philosophies de l'histoire restent la plupart du temps prudemment inchoatives.

Une autre façon de résoudre la question du rapport entre universalité et particularisme sera de nier tout caractère universel de l'enseignement chrétien. Ce sera la position des écrits antichrétiens que l'on voit surgir avec le fameux traité *Shengchao poxie ji* (Contre l'hétérodoxie) en 1639, des écrits qui ont été repris par Jacques Gernet<sup>1</sup>. On ne saurait dire, pourtant, qu'on a assisté à la lutte entre deux cosmologies incompatibles. Comme en d'autres contextes culturels, c'est plutôt la doctrine de l'incarnation (non celle d'un dieu personnel ou le créationnisme) qui a fait scandale. La synthèse réalisée par les convertis était souvent émotive, instinctive, leur permettant de résoudre pragmatiquement des contradictions perçues par des observateurs extérieurs comme de nature insoluble. La tension entre universalisme et particularisme peut être utilement perçue au travers d'un modèle de la transmission et de l'interaction culturelles, processus au travers duquel dogmes et innovations sont adoptés et réinterprétés. Si l'on voit l'invention d'un « christianisme chinois »

1. *Chine et christianisme : la première confrontation*, « Bibliothèque des histoires », Gallimard, 1978, édition revue et corrigée.

comme la production d'une pièce de tissu obtenu par croisement de fibres, dit Nicolas Standaert, toute une série d'interactions différenciées se produira : une fibre existante (le concubinage) est enlevée sans autre forme de procès tandis qu'une autre (monogamie) se voit renforcée ; la fibre confucéenne est également renforcée, tandis que les fibres taoïstes et bouddhiques sont rejetées ; des sélections s'opèrent, telle l'acceptation par certains chrétiens chinois des enseignements chrétiens moraux mais non des croyances eschatologiques ; certaines innovations jouent le même rôle fonctionnel que certaines fibres qu'elles remplacent (jeûnes et sociétés pieuses remplacent les pratiques bouddhiques correspondantes) ; certaines fibres reçoivent un nouveau coloris (christianisation des rites funéraires), et ainsi de suite... Il faut insister aussi sur le pouvoir d'initiative, trop souvent sous-évalué par les historiens, des convertis eux-mêmes, qui, en Chine, seront les premiers à s'intéresser aux techniques militaires occidentales et orienteront les missionnaires vers la traduction de traités de mathématiques plutôt que vers une traduction intégrale de la Bible. C'est pourquoi, dès 1920, le penseur Liang Qichao perçoit une « Renaissance chinoise » dans la période qui s'étend entre l'ère Wanli des Ming et l'ère Jiajing des Qing. Cette renaissance a été un produit quasi-direct de l'introduction des « sciences occidentales » en Chine par les jésuites, une introduction fonctionnellement similaire à la redécouverte de l'Antiquité qui préluda à la Renaissance européenne.

### Des canons en concurrence

On le voit : la Chine n'est pas terre biblique... Le continent chinois commençait à rédiger ses textes canoniques vers l'époque où se fixaient les récits qui allaient former le canon biblique. Canon biblique et canon chinois ont une histoire quelque peu parallèle : comme ce fut aussi le cas pour les deux Testaments, le processus qui mène à la clôture du canon chinois est la résultante d'événements traumatiques. À la destruction du premier et du second Temple de Jérusalem répond, ici, l'autodafé décrété par le premier empereur Qin en l'an 213 avant notre ère. L'unification nationale exigeait une politique de *tabula rasa* culturelle... Certes, l'édit de destruction des livres a été mythifié par la suite et son effet pratique reste discuté. Mais il conférerait postérieurement une sanction canonique aux livres classiques conservés ou reconstitués<sup>1</sup>.

Cinq livres passent ainsi « l'épreuve du feu ». Le Livre de l'Histoire (*Shujing*) se présente comme un recueil de documents sur les premiers temps de l'histoire. Le Livre des Odes (*Shijing*) tient de la collection qui conjoiindrait ballades et psaumes. Le Livre des Rites (*Liji*) est, si l'on veut, un Lévitique érigé au rang de philosophie morale. Le Livre des Mutations (*Yijing*), le plus célèbre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du monde chinois, fait d'une technique de divination le fondement

1. Ce paragraphe et les suivants s'appuient sur un article de l'auteur, « Théologiens catholiques en monde chinois », *Nouvelle revue théologique*, septembre-octobre-novembre-décembre 1995, pp. 670-693, 860-873.

d'une sagesse et d'une appréhension organique du cosmos. Enfin, le Livre des Printemps et des Automnes (*Chunqiu*) est aux Chroniques ce que le Livre de l'Histoire est à la Genèse. Ce canon chinois peut être dit « confucéen » au sens large, en ceci que Confucius est censé l'avoir, non pas rédigé, mais compilé et expurgé.

Le canon chinois a donné naissance à un canon « confucéen » au sens strict du terme cette fois, canon qui amplifie quelque peu le corpus original et, par conséquent, en détermine le sens, à l'instar de ce que le Nouveau Testament opère pour l'Ancien. Les délimitations de ce second canon sont un peu plus élastiques. On oppose, en effet, aux cinq Classiques (*jing*) énumérés à l'instant les quatre Livres (*shu*), fragments d'ouvrages antérieurs définitivement canonisés au XII<sup>e</sup> siècle. La Grande Étude (*Daxue*) se donne comme un principe et fondement, base pour toute étude et tout discernement moral ultérieurs. Les Entretiens de Confucius (*Lunyu*) présentent des similarités frappantes avec le style des Évangiles : les propos rapportés ne sont pas séparables du portrait du maître dans ses rapports avec ses disciples et avec l'extérieur. La différence essentielle tient à ce que les Entretiens ne se donnent pas à lire dans une structure explicitement narrative. Le Mencius (*Mengzi*) fait de ce philosophe – le « second sage » – le continuateur de Confucius (son saint Paul...), explicitant l'enseignement de celui-ci pour lui donner sa pleine portée. L'invariable Milieu (*Zhongyong*), court livre transmis par l'école confucéenne et considéré comme d'accès plus difficile que les précédents, intériorise l'enseignement moral ainsi fondé.

On conçoit que la présence de ce canon chinois ait pu faire écran à une pénétration biblique postérieure – même s'il a été vu aussi par les premiers missionnaires jésuites (et par des théologiens chinois contemporains) comme une « préparation évangélique », ouvrant la voie à une révélation plus complète<sup>1</sup>. Quoi qu'il en soit, dans la culture chinoise traditionnelle, son rôle s'apparente dans une proportion non négligeable à celui de la Bible en Occident... Ce qui ne veut absolument pas dire que la Chine soit restée un continent fermé à toute pénétration religieuse extérieure. En fait, dès le premier siècle de notre ère, et surtout entre le III<sup>e</sup> et le VII<sup>e</sup> siècle, s'opère l'une des plus grandes entreprises de traduction de l'humanité : le passage du canon bouddhique, rédigé pour l'essentiel en pali et sanskrit, dans la langue chinoise. Des milliers de traducteurs y travaillent, les écrits bouddhiques les plus célèbres seront souvent traduits plusieurs fois, des équivalents sont inventés, testés, peu à peu validés pour rendre par des caractères chinois, savoureux et concrets, les très abstraites et métaphysiques notions élaborées dans l'Inde voisine. L'inculturation réussira à tel point que nombre d'écrits bouddhiques, dont la version originale s'est perdue par la suite, ne sont aujourd'hui disponibles qu'en chinois.

---

1. Exemple de réinterprétation contemporaine en monde sinisé : Heup Young Kim, « Jen and Agape : Towards a Confucian Christology », *Asia Journal of Theology*, 1992, pp. 335-363.

## Traces bibliques

Les premières traces de la Bible dans le continent chinois sont comme imperceptibles à côté de ces deux géants : le canon confucéen, le canon bouddhique... S'y ajoutera, au fil des siècles, la quarantaine de forts volumes du canon taoïste. Difficile de dire au juste quand la Bible fait son entrée en terre chinoise. Une entrée qui s'effectue certainement au travers des routes de la soie, ce qu'atteste la présence d'un court fragment biblique parmi l'immense cache de manuscrits retrouvée au nord-est du pays, à Dunhuang. L'entrée du christianisme prépare bien sûr sa réception progressive. Mais les traces de texte biblique débordent cette présence chrétienne. Peu de choses sont sues des colonies ou des voyageurs juifs et arabes. Le fait essentiel, sur lequel se concentrent les recherches, c'est la pénétration en Chine des religions des routes de la soie, zoroastrisme, manichéisme, mazdéisme... La généalogie des traces bibliques en terre chinoise est inséparable de l'étude des flux matériels, intellectuels et religieux entre la Perse, l'Asie centrale et la Chine, flux surtout véhiculés par l'intermédiaire des Sogdiens, un peuple marchand de langue iranienne. Cette « filière iranienne » retient aujourd'hui l'attention d'une nouvelle génération de chercheurs.

En l'an 635 de notre ère, quelques moines de l'Église chaldéenne (ou nestorienne) arrivent à Chang'an (aujourd'hui Xi'an), la capitale de l'Empire chinois<sup>1</sup>. Ils accompagnent des marchands perses. Chang'an est un carrefour, où ces religieux chaldéens ont sans doute croisé des moines japonais venus enquêter aux sources du bouddhisme chinois. Dix ans plus tard, ils ont peut-être rencontré un autre moine, Xuanzang, qui revenait alors de l'Inde, transportant avec lui une moisson de textes bouddhiques. Sur la requête de l'empereur, et aidés de moines bouddhistes et taoïstes qui les assistent comme traducteurs, l'évêque Aluoben et ses compagnons présentent l'essentiel de leur foi dans un écrit intitulé *Le Livre de Jésus-Messie*. Après en avoir pris connaissance, l'empereur leur accorde le droit de fonder un monastère. Même si, après un édit impérial de 845 qui proscrie les religions étrangères, les vicissitudes historiques réduiront en cendres leur héritage, ces moines n'en auront pas moins initié la première rencontre du christianisme et de la Chine. Leurs textes introduisent le récit biblique dans la langue chinoise. Même s'il s'agit de résumés de forme souvent énigmatique, ils brossent l'histoire du salut – création, faute, déluge, patriarches et prophètes, incarnation et rédemption, etc. – telle que la comprennent et l'interprètent les Pères de l'Orient chrétien. La célèbre stèle de Xi'an reste l'expression la plus achevée de cette introduction de la narration biblique et évangélique en chinois, une narration où l'on retrouve le style du christianisme oriental – héritage que les théologiens chinois d'aujourd'hui commencent à s'approprier<sup>2</sup>.

1. Voir Yves Raguin, « Le Jésus-Messie de Xi'an », *Le Christ chinois, héritages et espérance* (sous la direction de Benoît Vermander), « Christus », Desclée de Brouwer, 1998, pp. 35-55.

2. Voir l'article de l'auteur « The impact of Nestorianism in Contemporary Chinese Theology », Jingjiao, *The Church of the East in China and Central Asia*, « Collectanea Serica », Malek Roman and Peter Hofrichter, Sankt Augustin, 2006, pp. 181-194.



## Euclide ou Moïse ?

Quoi qu'il en soit du bref épisode nestorien, quoi qu'il en soit aussi de l'éphémère présence franciscaine auprès des dirigeants de l'Empire mongol au XII<sup>e</sup> siècle, c'est avec la génération missionnaire qui suit l'entrée de Matteo Ricci en Chine (arrivée : 1583, présentation à l'empereur à Pékin : 1601), que la Chine et la Bible vont durablement se rencontrer – une rencontre qui aujourd'hui encore se poursuit et s'approfondit. Les missionnaires ne vont pourtant pas hâter la rencontre : la prédication catéchétique ne donne qu'une importance secondaire à la Bible. Ricci, conscient de l'immense fossé culturel qui sépare l'Occident chrétien de l'Empire chinois, met en place avec son compagnon, Michele Ruggieri (1543-1607), une méthode qui va exercer une influence profonde non seulement sur l'histoire de l'Église, mais sur celle des échanges interculturels. La méthode missionnaire de Ricci et Ruggieri, déjà esquissée par le jésuite Alessandro Valignano (1539-1606) lors de son inspection des missions asiatiques, japonaises notamment, se veut fondée sur l'adaptation aux coutumes locales. Non seulement Ricci et Ruggieri apprennent-ils (admirablement) le mandarin et les dialectes locaux, mais encore s'adaptent-ils aux styles de vie et coutumes des lettrés confucéens, dont ils adoptent l'habit. Par ailleurs, leur méthode missionnaire est centrée sur les élites, locales et nationales, ce qui exige de connaître les classiques qui forment la base des examens impériaux. Néanmoins, la faveur des Grands une fois acquise, des missions auprès des classes plus modestes s'organisent très vite. Une troisième caractéristique de la méthode jésuite est « l'évangélisation indirecte » : les sciences et techniques occidentales (astronomie, horlogerie, art de l'harmonie, de la perspective, géométrie, cartographie...) sont introduites en Chine, apportant une sorte de « confirmation indirecte » de la vérité de la religion chrétienne qui les accompagne. À cette époque, en Chine, le terme de « sciences occidentales » désignera tant le christianisme que ces sciences et techniques. Les chercheurs chinois d'aujourd'hui parlent d'un choc culturel équivalent aux commencements de la Renaissance en Europe. C'est le choix de la méthode indirecte qui explique le retard apporté aux traductions bibliques. Ricci essaie bien plus tôt de mettre d'abord en place une sorte de langage universel : il s'agit de traduire *Les Éléments de géométrie* d'Euclide avant de traduire le texte biblique... Enfin, le quatrième trait de la méthode jésuite était l'ouverture aux valeurs chinoises. Dès les débuts, Ricci écrit un traité apologétique qui sait faire usage du vocabulaire et de la vision du monde des confucéens pour faire entendre son propos dans la langue et la culture de son pays d'adoption. C'est saint Thomas, plutôt que Moïse, qui rencontre alors Confucius...

À l'exemple de Ricci, de nombreux missionnaires jésuites resteront proches de la cour durant le siècle et demi qui va suivre. Ils allaient notamment prendre soin du Bureau d'astronomie, la fixation du calendrier revêtant en Chine une valeur quasi-sacrée, ils allaient peindre, sculpter, composer de la musique, fabriquer des canons, jouer le rôle d'ambassadeurs entre la Chine et la Russie, diriger la couverture car-

tographique de l'empire... En même temps, ces jésuites proches de la cour étaient capables de plaider la cause de leurs confrères de province confrontés à des situations périlleuses : si les Chinois étaient curieux de tout ce qu'apportaient avec eux ces étrangers, beaucoup se montraient soucieux de l'influence néfaste qu'ils exerçaient sur la culture et le système politique chinois traditionnels. Par ailleurs, d'autres religieux (et même certains des jésuites eux-mêmes) se montraient moins accommodants que Ricci et ses successeurs, moins disposés à adopter les rites chinois, ceux adressés aux mânes de Confucius et aux tablettes des ancêtres notamment. La « querelle des rites » allait déstabiliser la jeune Église chrétienne. Elle allait multiplier les dissensions internes et aussi alimenter l'hostilité de nombre de lettrés et de mandarins. Adam Schall et Ferdinand Verbiest, deux jésuites astronomes, subirent de violentes critiques au sein même de l'Église du fait de la position qu'ils occupaient auprès de l'empereur. Le même Adam Schall, également attaqué à la cour, fut même condamné à mort en 1665 avant d'être finalement gracié. La même année, presque tous les missionnaires étaient expulsés à Canton. À la mort de l'empereur Kangxi, les tensions à la cour de l'empereur comme les querelles entre les missionnaires eux-mêmes aboutirent à la proscription du christianisme (1724). Cette interdiction allait creuser l'écart entre les missionnaires autorisés à demeurer travailler à la cour et ceux continuant illégalement dans les provinces. La même époque voit la sinisation de l'ordre jésuite dans l'empire : vers la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, un tiers des jésuites présents en Chine étaient eux-mêmes chinois. La persécution qui débuta en 1746 fut particulièrement sévère. En 1749, il ne restait dans les provinces que seize missionnaires, dont dix jésuites. En revanche, des jésuites restèrent à la cour de l'empereur jusqu'en 1811, même après la suppression de la Compagnie en Chine en 1775 (après sa suppression en Europe en 1773). Mais ils n'étaient plus officiellement « jésuites » puisque la Compagnie n'existait plus, sauf en Russie (elle fut rétablie au début du siècle suivant). Tous ces événements ne contribuaient guère à la propagation du texte biblique...

### **Que faire de la Bible ? La longue marche des catholiques**

Si la traduction de la Bible n'était pas la priorité missionnaire, les livrets catéchétiques fleurirent très tôt, et ils reprenaient nombre des épisodes saillants du récit biblique. Les premières présentations de la vie du Christ éditées en Chine étaient abondamment illustrées à l'aide de gravures combinant les influences chinoises et occidentales. L'utilisation d'images religieuses imprimées est attestée aussi dès les premiers temps. Des collections entières d'images évangéliques, empruntées à l'ouvrage de Jérôme Nadal imprimé à Anvers en 1593, furent reproduites en Chine et adaptées au goût du pays. Les jésuites installés en Chine allaient ensuite être approvisionnés en peintures religieuses par leurs collègues entrés au Japon ou leurs élèves <sup>1</sup>.

1. Pour ce paragraphe et le suivant, voir notamment l'article de Nicolas Standaert, « The Bible in Early Seventeenth Century China », *Bible in Modern China. The Literary and Intellectual Impact*, « Monumenta Serica Monograph Series », 43, Institut Monumenta Serica, Sankt Augustin, 1999, pp. 31-54.

Les missionnaires connaissaient pourtant le développement des études bibliques ; ils montraient volontiers l'édition reçue à Pékin en 1604 de la magnifique Bible polyglotte d'Anvers (huit volumes, 1569-1572) dont la richesse d'impression suscitait l'admiration des Chinois. Mais ce n'est pas avant le XVIII<sup>e</sup> siècle que se produisirent deux tentatives importantes de traduction du corpus biblique, l'une et l'autre par des jésuites. Jean Basset traduisit alors la plus grande partie du Nouveau Testament. Louis de Poirot traduisit, lui, tout le Nouveau Testament et une partie du Premier Testament – à l'exception du Cantique des Cantiques et d'une bonne partie des Prophètes... Mais ces deux traductions furent entreprises par des individus, non par leur ordre religieux. Elles ne furent jamais publiées, et la seconde fut même explicitement interdite de publication. Alors que les jésuites avaient obtenu du pape, dès 1615, la permission d'entreprendre une traduction chinoise de la Bible (en même temps que celle d'utiliser la langue locale dans la liturgie), ils ne l'exploitèrent jamais. La méfiance envers la force subversive du texte biblique, la peur de tous les malentendus qui pouvaient s'ensuivre, la difficulté de défendre par la suite la religion qui s'appuyait sur un tel texte expliquaient sans nul doute cette occasion manquée. Après tout, le christianisme était déjà accusé d'être une religion qui sapait les fondements de l'État et de la morale, et ses adversaires auraient trouvé dans les livres bibliques de quoi nourrir des attaques plus violentes encore. Mieux valait, estimaient nombre de missionnaires, présenter progressivement la doctrine et les textes qui la soutenaient en offrant des résumés bien argumentés au cours de l'initiation des convertis. Par ailleurs, il est intéressant de relever que la permission papale autorisait à traduire la Bible, non dans le vernaculaire, mais dans la langue érudite propre aux lettrés...

Les textes isolés les plus souvent traduits comprennent les Dix commandements (un texte assez vite très populaire en Chine), le Notre Père et les Béatitudes. Certains catéchismes sont fort justement intitulés, dès le temps de Ricci lui-même, « Sélections des Saintes Écritures ». Les Vies de Jésus se répandent parmi les fidèles. Le seul livre du Premier Testament effectivement publié semble être le Livre de Tobie (en 1730). Par ailleurs, le jésuite Manuel Dias publie dès la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle une traduction et des commentaires des textes évangéliques du dimanche. Il faudrait aussi mentionner les spéculations de quelques religieux, les « figuristes », qui s'essayèrent à mettre en concordance la chronologie des récits chinois et les données bibliques. Cet effort concordiste marque le XVIII<sup>e</sup> siècle, mais il n'atteint pas la masse des fidèles chinois.

La méfiance catholique envers la Bible durera longtemps en terre chinoise. C'est seulement en... 1968 que paraîtra la première traduction intégrale catholique de la Bible en chinois ! Pour ne pas exagérer l'importance du fait, il faut cependant noter que les traductions partielles, notamment à usage liturgique, s'étaient multipliées, et que la traduction de 1968, lancée par le père Allegra, un franciscain, avait été longuement et minutieusement préparée (le projet démarre durant la Seconde Guerre

mondiale). Elle est aujourd'hui d'usage courant – constant même. Les fidèles catholiques chinois ont désormais pleinement accès à la Bible, mais la conquête fut laborieuse, surtout en comparaison de l'effort très vite entrepris par les protestants.

### **Les bibles protestantes**

Si les protestants ne pénétrèrent en Chine qu'après 1841, leurs efforts pour traduire la Bible en chinois précédèrent leur entrée effective sur le continent. Vers 1835, on comptait déjà trois traductions complètes, bien imparfaites encore. Plusieurs autres traductions (toutes en chinois classique) voient le jour, vers 1850 et 1870 notamment. Mais c'est la traduction de la Bible en langue vernaculaire, en 1919, qui va créer l'événement. Cette entreprise réunit presque toutes les églises protestantes et réalise une véritable œuvre littéraire à l'époque même où le chinois contemporain supplante définitivement le chinois classique dans la littérature. À cet égard, la Bible de 1919 joue un rôle important dans l'histoire même de la littérature chinoise contemporaine : elle fournit un langage, des expressions, un rapport au texte biblique qui va marquer tous les écrivains qui, par un biais ou un autre, vont y avoir accès. Ce n'est pas à un hasard si, à partir de cette date, les récits des romanciers empruntent assez librement à des récits comme ceux de Samson, Salomé, aux psaumes (qui bénéficieront aussi d'une très belle traduction en chinois classique due au catholique John Wu), aux récits de la crucifixion essentiellement. Lorsqu'on s'essaie à retracer les influences bibliques sur la Chine du dernier siècle, c'est bien la crucifixion qui va influencer le plus durablement la création littéraire et artistique chinoise. La méditation sur la mort de Jésus rédigée par le célèbre romancier Lu Xun est un texte difficile, de sens ambigu, familier à tout Chinois qui possède quelques connaissances littéraires. Et aujourd'hui refont surface les scènes angoissées de crucifixion peintes juste après la révolution culturelle par le grand peintre Li Fengmian, jusqu'alors plus réputé pour ses portraits de beautés alanguies ou de cormorans perdus parmi le brouillard du crépuscule. L'influence biblique passe aussi par la popularité des romans étrangers, à commencer par celle des grands romanciers russes. Même si c'est à une échelle bien moindre qu'en Occident, la Bible pénètre peu à peu le patrimoine culturel chinois.

Revenant un peu en arrière, il faut noter que la concurrence entre églises protestantes explique également la multiplicité des traductions (il n'y a pas toujours accord sur la façon de rendre certains termes essentiels, à commencer par celui de « Dieu » pour lequel trois termes pour le moins s'affrontent...) Parmi les traducteurs individuels, le plus notable est sans doute le pasteur Schereschewsky (1831-1906), dont la parfaite maîtrise de l'hébreu, jointe à un instinct très sûr de la langue chinoise, explique la grande qualité littéraire des traductions produites, une synthèse magnifique entre deux langues dont la structure est pourtant si différente. L'étude attentive de ses traductions montre que l'utilisation réfléchie des procédés de langage spécifiques à chacune des langues permet de rendre le sens du texte avec une

grande exactitude. Ce sont peut-être encore les allusions ou jeux de mots inclus dans les noms propres de l'hébreu original qui posent les problèmes les plus ardues aux traducteurs.

### **La situation actuelle**

L'appropriation chinoise de la Bible commence peut-être vraiment aujourd'hui. Le texte en est aujourd'hui assez largement diffusé. Non pas en librairie, où il n'est pas encore autorisé à la vente (en revanche, les livres tels que les « Histoires tirées de la Bible » y remportent un large succès), mais par l'intermédiaire des églises, avec l'aide de bienfaiteurs étrangers. Les « chrétiens culturels », ces intellectuels chinois qui se réfèrent aux écrits théologiques et philosophiques de l'Occident contemporain pour trouver sens à l'histoire et aux drames de leur pays, font un recours fréquent à l'univers biblique. Artistes, écrivains, penseurs y puisent à leur façon. Néanmoins, la connaissance du Premier Testament reste quelque peu squelettique en regard de la popularité des Évangiles – bien des chrétiens chinois diront facilement que les classiques chinois constituent leur « Ancien Testament » à eux, une formule qui peut légitimement poser question. Et surtout, il ne faut pas oublier qu'en Chine, plus encore qu'en Occident (où une telle situation pourtant s'affirme), la Bible reste un texte placé en position de concurrence : un texte de sagesse ou même de révélation, mais qui doit rendre compte de sa place par rapport au canon bouddhique, traduit il y a environ quinze siècles, ou encore par rapport aux canons confucéen et taoïste, qui constituent la matrice de la pensée et de la littérature chinoises. L'exégèse biblique reste à diffuser et renouveler, même si désormais de nombreux théologiens chinois, protestants et catholiques, maîtrisent très bien grec et hébreu. L'appropriation chinoise de la Bible constitue, on le pressent, l'une des tâches qui déterminera l'avenir de la Chine comme celui de la réception universelle du texte biblique.

### **La Chine, la Bible, le monde...**

Étudier les tours et détours de la réception du texte biblique en Chine, c'est s'ouvrir à une vérité d'importance : l'identité chinoise n'est pas cette « essence » constituée une fois pour toutes qu'on se plaît souvent à décrire. D'autres analyses pourraient montrer pareillement l'étonnante fluidité historique du fait religieux et culturel, aux antipodes de l'image essentialiste qu'aiment souvent en donner les penseurs chinois eux-mêmes. Les frontières culturelles de la Chine sont peut-être plus mouvantes que celles de la plupart des autres nations. Mais c'est dire aussi que l'entrée dans la mondialisation amène la Chine à repenser les images figées de son identité. Alors qu'elle entre dans un nouveau rapport au monde en suite logique de son étonnante ascension, la Chine est du même coup contrainte d'entamer à frais nouveaux un double débat avec le reste de la communauté internationale, comme avec elle-

même. Tant il est vrai que la rencontre de l'Autre est le détour privilégié d'une découverte toujours malaisée, mais du même coup plus nécessaire encore d'une facette nouvelle du Soi.

### **Bouddhisme et mondialisation**

Nous ne pouvons ici tenter un parcours parallèle pour la réception du bouddhisme en Chine et ses incidences tant sur l'inscription chinoise dans la mondialisation que sur la compréhension par la Chine de son identité culturelle. Mais quelques points de repère permettent de prolonger les propos précédents.

Dès les origines, la communauté monastique constitue l'axe autour duquel tournent les pratiques dévotionnelles, l'expression croyante et la continuité institutionnelle du bouddhisme. En Chine, les temples qui rassemblaient ceux qui choisissaient la « sortie du monde » s'affirmèrent très tôt comme l'épicentre de l'expansion bouddhique dans toute la Chine : lieu liturgique, le temple joue le rôle d'intercesseur collectif pour la communauté croyante qui y dirige ses vœux et ses prières, notamment pour les défunts ; lieu de savoir, les grands temples permettent de poursuivre sur plusieurs siècles la traduction du canon bouddhique en chinois, l'une des plus grandes entreprises éditoriales de l'histoire, et d'en multiplier les interprétations ; lieu de pouvoir, le temple sait négocier ses relations avec les grands de la localité puis de l'empire, encore que ce modèle soit mis en échec lors de la grande persécution du IX<sup>e</sup> siècle, causée en partie par la concentration de richesses accomplie par les communautés monastiques.

On ne saurait comprendre l'état présent du bouddhisme chinois en le prenant seulement à ses deux extrêmes – au temps de ses commencements, quand s'est dessiné le visage de la communauté monastique, et dans l'essor de la reconstruction des deux ou trois dernières décennies. Un mot doit être dit aussi des avatars qui ont marqué son histoire au cours des cent cinquante dernières années. Car les destructions de la révolution culturelle ont été précédées par celles qui ont marqué la rébellion des Taiping (1851-1864), notamment dans la Chine du Sud, bastion bouddhique traditionnel. L'effort subséquent de reconstruction coïncidait alors avec la montée des critiques internes quant au système de formation et au (non) respect effectif des préceptes. Le bouddhisme chinois entrait dans l'ère de l'*aggiornamento*. Certains des moines réformateurs prônaient essentiellement un retour aux disciplines antiques, sélectionnant un petit nombre de textes et de pratiques de méditation à privilégier. Un peu plus tard, un autre courant, dont le moine Taixu (1890-1947) est le représentant le plus connu, s'engagea dans une modernisation du bouddhisme, suivant une démarche proche de celle des républicains chinois du début du dernier siècle – l'idéal « science et démocratie » appliqué à la sphère religieuse en quelque sorte. Le rôle du laïc était affirmé. L'éducation monastique devait aussi se rapprocher du mode dispensé par les universités occidentales. La création, dans cette première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, de l'Association bouddhiste chinoise, la popularisation d'un

« bouddhisme humaniste » ou « dans le monde » (*renjian fojiao*), les contacts alors entretenus entre moines et leaders politiques, toutes ces caractéristiques ont sans doute facilité le visage qu'a pris le bouddhisme chinois lorsqu'il a retrouvé une relative liberté d'action après 1980. En même temps, les débats qui marquent la renaissance des années 1870-1940 se retrouvent encore aujourd'hui au sein d'une communauté bouddhiste qui doit désormais préciser ses rapports à la postmodernité d'une Chine en incessante transformation.

Le texte est toujours le vecteur privilégié par lequel se définit le rapport entre particularisme culturel et volonté d'universel. Et le texte sacré est plus qu'un autre la figure d'un *universel concret*, toujours menacé, relancé, actualisé par le travail d'interprétation. Le travail sur les canons biblique et bouddhique poursuivi aujourd'hui en Chine aura forcément un impact sur les figures culturelles de la mondialisation et sur la façon dont les ressources religieuses seront mobilisées pour répondre aux défis qui y sont attachés. À condition que le rapport au texte ne soit pas défini d'abord par la recherche d'un *identitaire* confessionnel ou ethnique mais par l'existence de recréation que son ouverture sollicite. À la jointure des canons se dessine la contribution chinoise à ce que Yves Raguin appelait avec bonheur « l'ordinateur spirituel de l'humanité<sup>1</sup> ».

### **Prendre en compte aujourd'hui la richesse d'une histoire**

Les considérations qui précèdent peuvent-elles, d'une manière ou d'une autre, éclairer la question du rapport actuel de la Chine au reste du monde – ou du moins la direction qu'elle peut se proposer à elle-même ?

La Chine – cela est souvent répété – éprouve l'immense difficulté qui est la sienne à réaliser un nécessaire changement de cap – économique, social, écologique et politique. Et cependant, si le slogan politique du moment promet d'ériger une « société harmonieuse », c'est justement parce que la Chine d'aujourd'hui n'a rien d'harmonieux : les indices d'inégalité sociale sont parmi les plus élevés au monde ; la cohabitation entre l'homme et la nature détruit les équilibres de base plus rapidement encore qu'ailleurs ; l'écart ville/campagne et la dépossession des terres qui frappe les paysans excitent les tensions, au même titre que les disparités entre régions de l'est et de l'ouest ; la mondialisation de l'économie s'accompagne de l'édification de nouvelles barrières protectionnistes entre provinces, accroissant un peu plus les écarts de développement ; les conditions de travail et la sécurité dans les mines et autres industries demeurent plus qu'alarmantes ; le surinvestissement

---

1. Le père Yves Raguin (1912-1998) me disait vers la fin de son existence que le désir et travail de sa vie avaient été de faire entrer les ressources culturelles et religieuses chinoises dans « l'ordinateur spirituel de l'humanité. » Il s'était servi toute sa vie d'une machine à écrire et n'aura jamais consulté Internet. Il n'avait que des idées vagues sur le fonctionnement d'un ordinateur. Mais ce qu'il en savait suffisait pour sa métaphore : il était en présence d'une machine qui traitait les données qu'elle recevait comme un tout à l'intérieur duquel elle pouvait établir et multiplier les connexions. Telle qu'elle est, la comparaison me semble exprimer quelque chose d'essentiel sur les enjeux spirituels qui sont encore aujourd'hui les nôtres.

n'encourage pas la consommation des ménages ; la corruption apparaît indéracinable ; le Parti doit resserrer en permanence son contrôle sur les expressions de la « civilisation spirituelle » (médias, propagande et formation, Internet, publications)...

Ces tensions se reflètent dans le débat qui commence à animer la société civile. Même si le contrôle des médias est devenu plus sévère encore durant ces trois dernières années, des journalistes redoublent d'audace, et l'ingéniosité croissante des utilisateurs d'Internet (tel le recours à une langue semi-codée) permet de contourner nombre d'obstacles. Dans le même temps, les organisations non gouvernementales recrutent de plus en plus de membres. Le débat est aussi intellectuel. Certains se demandent à haute voix si les réformes économiques ne sont pas allées trop loin et trop vite, s'il n'est pas temps de les stopper, si la Chine ne s'est pas engagée trop avant dans la voie du capitalisme sauvage. On peut se demander si le souci de corriger une image trop « capitaliste » n'explique pas le fait que le gouvernement résume ses efforts pour rétablir la situation des paysans par l'appel à bâtir « de nouvelles campagnes socialistes ». Il est fréquent en Occident de dénoncer la pression que les exportations chinoises à prix cassé font peser sur les travailleurs occidentaux. À Pékin, de jeunes intellectuels se demandent si les ouvriers chinois ne sont pas les principales victimes de ce système géant d'exploitation du travail. Plus généralement, se creuse l'écart entre les intellectuels plus âgés qui, ayant connu l'époque maoïste, tiennent à la poursuite des réformes libérales et des jeunes qui forment la « nouvelle gauche », plus sensibles aux excès présents de la Chine qu'à ceux, inverses, du passé. Cette opposition est redoublée d'une autre division (qu'elle ne recoupe pas) entre des intellectuels « internationalistes », soucieux d'interpréter leur tradition culturelle propre en fonction des enjeux que pose aujourd'hui la mondialisation et un courant nationaliste et autoritaire à l'extrême, pour lequel la Chine a toujours une « revanche » à prendre sur ceux qui l'ont jadis humiliée.

### **L'ascension sous contrainte**

Ainsi donc, si la Chine affirme toujours davantage son rôle et son influence sur la scène internationale, elle rencontre des contraintes internes liées à son modèle présent de développement. De manière intéressante, les contraintes externes rencontrées par la Chine sont largement la résultante de son ascension même. L'usage du terme « ascension pacifique » par les décideurs chinois résume l'affirmation suivante : la Chine est bien dans un processus ascensionnel, mais elle évitera toute attitude antagoniste ou toute ambition hégémonique dans le cours de ce processus. Les axes d'une politique étrangère bâtie sur ce principe ont été définis avec précision lors du seizième congrès du PC chinois (novembre 2002) : développement des relations entre pays en voie de développement ; partenariat avec les pays voisins ; coopération et unité du Tiers Monde ; participation active aux initiatives multilatérales ; affirmation de la souveraineté des États, de leur égalité et de leur respect



mutuel comme du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures ; élargissement des échanges culturels et civils ainsi que des initiatives favorisant l'amitié entre les peuples. En d'autres termes, l'ascension pacifique de la Chine implique de maintenir (au moins dans le discours) l'assimilation classique des intérêts de la Chine et de ceux des pays en développement<sup>1</sup> ; de ne céder en rien sur la doctrine de la souveraineté étatique et de la non-ingérence ; de favoriser un multilatéralisme qui dilue le caractère antagoniste que pourrait revêtir l'ascension de la Chine ; et d'affirmer partout dans le monde l'excellence et le caractère pacifique de la culture chinoise. On le pressent ; il existe en fait une tension dans l'expression « ascension pacifique », laquelle exige tout à la fois d'identifier des intérêts communs à une pluralité d'acteurs et de renforcer encore une approche sécuritaire, défensive, largement fondée sur la méfiance et l'identification d'antagonismes réels ou potentiels. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà noté, pour la majorité des Chinois, le basculement du centre de gravité mondial des États-Unis à la Chine est déjà en train de se produire. L'inquiétude envers les États-Unis n'en reste pas moins vivace. Les États-Unis se résigneront-ils si facilement à la fatalité historique qui détermine ce basculement ? De son côté, la Chine ne s'estime pas forcément préparée à remplir le rôle que ce basculement appellerait<sup>1</sup>.

### Un exemple à proposer ?

Si le terme d'« ascension pacifique » résume les chances et les risques provoqués par l'ascension chinoise, le terme de « société harmonieuse » exprime de façon symétrique les possibilités et les dangers liés au rythme de la croissance. Le terme de « société harmonieuse », apparu après celui d'ascension pacifique<sup>2</sup>, est désormais utilisé de façon récurrente par le leadership chinois pour décrire le modèle socio-économique qu'il entend promouvoir. Le terme est habituellement accompagné des expressions suivantes : « développement scientifique » ; « édification des nouvelles campagnes socialistes » (pour insister sur le fait que les principaux défis se trouvent désormais dans les campagnes) ; et, un peu plus rarement, « développement soutenable ».

Les contraintes internes sont donc gérées au travers de l'objectif général de passage à une « société harmonieuse » qui conjugue, dans l'esprit du leadership, le maintien du contrôle politique, la lutte contre les dangers écologiques les plus pressants et la création d'un ordre social plus équilibré. Cette approche est proposée en exemple aux pays en développement : la Chine insistera dans les enceintes internationales sur la nécessité de résoudre d'abord les problèmes de développement avant d'entrer dans une logique de démocratisation. C'est ce qui a été résumé par l'expression de « Beijing consensus » (Joshua Cooper Ramo, 2004), « consensus » vu par certains comme une façon machiavélique de contrecarrer la suprématie américaine par le

1. Wang Yizhou, « La Chine et la politique étrangère multilatérale », *Zhongguo waijiao*, n° 2, 2002, p. 5.

2. Cela dit, la période d'« incubation » de ces deux expressions désormais rituelles, est à peu près la même : 2000-2002 environ.

simple fait de ne pas imposer aux pays en développement les contraintes imposées d'ordinaire par la politique américaine, tandis que d'autres voient là une alternative pragmatique et somme toute positive au défunt « consensus de Washington » rejeté par les pays en développement après les expériences imposées par les organisations financières internationales et les impasses de la « démocratisation forcée ».

### Les enjeux présents

Mais la Chine, on l'a déjà perçu, n'a nul besoin de proposer sa version d'une « société harmonieuse » soigneusement dépolitisée pour jouer un rôle de premier plan dans l'arène international. Elle dispose des atouts nécessaires pour jouer un rôle international positif tout simplement en s'attaquant au caractère « spéculatif » et hasardeux de son modèle présent de développement, et notamment en confrontant sa grave crise écologique. Elle contribuera ainsi à une meilleure gestion des « biens publics mondiaux ». Réussir le tournant vers le développement durable est sans doute la meilleure façon d'affirmer sa contribution à la recherche de nouveaux équilibres. Or, la réponse chinoise semble hésitante, contradictoire parfois. Bonne part de ces attermolements est à attribuer au refus du pouvoir chinois d'aller plus loin dans un débat connexe : celui du dysfonctionnement grave de son modèle de gouvernance. C'est parce que ce débat-là n'est pas engagé que la Chine éprouve tant de difficulté à jouer un rôle plus actif dans la réforme de la gouvernance mondiale, alors même que son émergence rend impossible la réforme de cette gouvernance sans sa participation positive.

La réforme politique se fera encore attendre. Dans l'intervalle, la société chinoise s'engage déjà (et doit être engagée par nous) dans les débats qui déterminent le futur de la communauté globale : la recherche d'un nouveau modèle d'éducation humaniste ; la recherche des fondements universels de la démocratie comme d'inflexions possibles à ses expressions historiques ; la réponse concertée à la violence internationale ; les normes éthiques de l'échange entre cultures, la structuration politique de l'espace international, l'éthos de la mondialisation, une mondialisation appelée à devenir projet partagé... tous sujets sur lesquels les ressources culturelles chinoises sont appelées à devenir une composante essentielle du débat global. Susciter, appeler cette contribution soutiendra également le débat interne sur la réforme de la gouvernance chinoise elle-même. « Les Européens et les Chinois ont peut-être vécu dans des mondes séparés dans le passé, mais les séparations anciennes sont caduques. Ils partagent aujourd'hui un même moment de l'histoire, doivent agir ensemble, et donc s'entendre. Pour cela il faut qu'ils dominent le passé au lieu de se laisser dominer par lui. [...] Constituons-nous<sup>1</sup> ensemble en sujets de l'histoire et proclamons bien haut notre droit d'inventaire<sup>2</sup>. »

1. Jean-François Billeter précise juste après que ce « nous » ne désigne pas un collectif (Européens ou Chinois), mais des sujets individuels, « libres et responsables ».

2. Jean-François Billeter, *Contre François Jullien*, Allia, 2006, p. 83.

Il s'agit de faire des générations qui nous suivent des acteurs conscients, efficaces, informés de l'espace politique international. Demain, la construction de la société mondiale ne sera plus l'affaire des gouvernants ; elle sera celle des peuples, qui auront ainsi pris en charge une nouvelle dimension de leur destin commun. Fidèle à la richesse des apports spirituels et culturels qui ont marqué son histoire, la Chine est appelée à faire de la fluidité, de la diversité de ses cultures et de ses traditions un atout important pour la recherche obstinée de sens que poursuit – comme à tâtons, dans les tours et détours d'une mondialisation par principe inachevée – la communauté mondiale en attente de rassemblement.

*Benoît VERMANDER*

**AU FIL DE LA LECTURE...**

Notre génération est, pour la première fois, confrontée à une tâche sans précédent : concevoir et construire un système économique international véritablement universel.

**Pascal Lamy, *Commentaire*, été 2003**

# Les élections américaines à l'heure du mi-mandat

par **Albert Kalaydjian**

**L**e 2 novembre dernier, les élections américaines ont frappé les observateurs internationaux et corroboré des sondages qui avaient anticipé l'échec de Barack Obama et la déconfiture des démocrates. En réalité, ces élections du mi-mandat font partie du paysage politique américain et constituent un rendez-vous incontournable.

## **Une traduction politique bien établie**

Les États-Unis sont un État fédéral, mais chaque État de l'union obéit à ses règles propres pour se gouverner, et il doit cependant tenir compte des règles fédérales pour le représenter au Congrès. La Chambre basse, la Chambre des représentants, étant élue pour deux ans, et la Chambre haute, le Sénat, étant renouvelable par tiers tous les deux ans pour un mandat totalisant six années, une coutume s'est établie de procéder à un regroupement des élections le premier mardi de novembre. Lorsqu'il s'agit du renouvellement du mandat présidentiel, cette élection, à juste titre, focalise l'attention et entraîne des conséquences politiques sur les autres consultations, surtout lorsqu'il s'agit du premier mandat d'un président. L'élection suprême favorise le camp politique du président élu, même si elle ne permet pas toujours de changer la majorité du Congrès en sa faveur. Dans le cas d'un renouvellement favorable à un deuxième mandat, les autres consultations, essentiellement celles qui sont favorables, accompagnent ou amortissent les effets de cette élection.

Dans le cas d'une consultation à mi-mandat, les choses sont bien différentes. C'est toujours un signe important pour le locataire de la Maison Blanche. Cela peut être, mais c'est rare, un appui amplifié à sa politique. C'est souvent un soutien prudent et tempéré à l'action qu'il conduit. Cela peut être un avertissement et la marque d'une relative déception. Et c'est quelquefois un désaveu cinglant dont il faut tenir compte.

Il s'agit aussi d'avoir constamment en tête l'hypothèse très différente du premier ou du second mandat présidentiel. Un homme qui arrive à la Maison Blanche est soucieux naturellement d'appliquer sa politique. Le régime présidentiel rend nécessaire une

coopération du Congrès. Une majorité est indispensable à la Chambre des représentants qui donne le ton pour le consentement fédéral. Elle est nécessaire au Sénat pour le soutien à la politique étrangère. Dans les deux Chambres, la majorité large est préférable car la différence entre républicains et démocrates est plus complexe qu'un esprit européen pourrait l'imaginer. Le démocrate du sud est plus conservateur que celui du nord et ce dernier, à l'image de son homologue du Middle West, peut appartenir à une gauche libérale. Outre-Atlantique, le qualificatif définit une approche sociale et un tempérament social-démocrate plus affirmés. Il peut souvent s'accompagner d'une démarche sociétale plus permissive. Il y a des progressistes au parti républicain, même si aujourd'hui ils n'ont plus les faveurs de l'électorat. Il y a des modérés, prêts à consentir à des compromis politiques avec l'exécutif fédéral. Mais une droite du parti a toujours été présente, revêtant des formes idéologiques très variées.

Le président est sans cesse à la recherche d'une majorité d'idées : il prépare sa réélection et a besoin d'un soutien précieux au Congrès. Il a aussi besoin, et l'oubli est souvent fréquent, d'un appui des gouverneurs des États. Ces derniers jouent un rôle considérable dans la réélection du chef d'État américain car ils constituent la véritable base électorale du candidat. À la différence des parlementaires, ils sont constamment présents dans leur État et pressentent les tendances profondes de l'électorat.

Lorsqu'il s'agit d'un mandat finissant, l'homme de la Maison Blanche est soucieux d'inscrire son action dans l'histoire en parachevant sa politique. Les élections du mi-mandat revêtent alors une autre signification : pour le camp du président sortant, le maintien d'une majorité conséquente ou un élan nouveau servant d'introduction à un successeur appartenant au parti paraissent indispensables. Dans l'autre camp, les armes sont fourbues, il faut préparer le terrain à une revanche politique, à la remise en question d'une omniprésence de la majorité. C'est le moment où de nouveaux candidats à la magistrature suprême, mais d'abord à la nomination de leur parti, c'est-à-dire leur investiture, prennent leur marque.

### **Les leçons du passé**

C'est surtout après-guerre que les élections de mi-mandat prirent toute leur signification politique. La présence de Franklin Roosevelt – douze années à la Maison Blanche – donna à la présidence des États-Unis un lustre qu'elle n'avait jamais connu jusqu'alors. Elle donna le sentiment à certains qu'il fallait équilibrer le régime présidentiel par un Congrès plus puissant et plus présent. C'est d'ailleurs en 1951 que fut adopté le fameux amendement limitant strictement la présidence à deux mandats et demi dans le cas où un mandat présidentiel s'interrompait à sa moitié.

Le Congrès, à majorité démocrate, n'avait pas, durant la longue présidence de Roosevelt, ménagé son appui. Les esprits étaient alors mûrs pour rééquilibrer les pouvoirs. Les élections présidentielles de 1948 constituèrent, à cet égard, une surprise : le candidat républicain, Thomas Dewey, un magistrat de l'État de New York, paraissait en mesure de s'imposer. Donné vainqueur dans les sondages, considéré

président dans les premières estimations de vote, il fut néanmoins battu par le président Harry Truman. Ce dernier, en réalité, n'était pas sortant. Sénateur du Missouri, peu connu du grand public, il avait été choisi un peu par défaut à la vice-présidence. Le décès brutal de Roosevelt l'amena à la charge suprême, mais il dut affronter pendant son second mandat un Congrès hostile. Les élections de mi-mandat de 1950 amplifièrent le phénomène et rendirent une réélection, constitutionnellement encore possible, bien difficile.

C'est ce Congrès de 1950 qui adopta l'amendement limitant le mandat présidentiel. Bien que la disposition ne soit pas rétroactive, le président, cette fois-ci réellement sortant, commit cependant l'erreur de se proposer à la nomination démocrate. Il fut alors défait lors des primaires démocrates, un événement rarissime pour un président américain. Ses amis lui préférèrent Adlai Stevenson, un intellectuel de la côte Est. Et les républicains choisirent un candidat, en réalité bipartisan, le général Eisenhower, pour l'emporter.

Les élections de mi-mandat qui suivirent, en 1954, virent le retour d'une majorité démocrate, peu gênante en réalité, pour ce président consensuel qui put se faire réélire sans difficulté en 1956 face au même adversaire. C'est cette majorité démocrate, confirmée en 1958, qui permit la victoire présidentielle acquise de justesse en 1960 à John Fitzgerald Kennedy. En 1962, au contraire, elles marquèrent une confirmation politique pour le nouveau président, aidé il est vrai par la résolution positive de la crise des fusées de Cuba. Elles parurent même être un désastre définitif pour Richard Nixon, candidat malheureux au poste de gouverneur de Californie et battu par Pat Brown.

En revanche, les élections de mi-mandat de 1966 furent atypiques. Un homme, de manière omniprésente, anima la campagne républicaine : le même Richard Nixon, remis en selle par la politique vietnamienne hasardeuse de Lyndon Johnson, prépara, sinon son élection présidentielle, du moins la nomination de son parti. Et un nouveau venu de la politique américaine, Ronald Reagan, faisait ses premières armes en parvenant à être élu gouverneur de Californie.

Tout au contraire, les élections de mi-mandat de 1974 se révélèrent désastreuses pour le parti républicain, déconsidéré par le scandale du Watergate, et furent un signal très fort de l'échec programmé du président Gerald Ford en 1976. Ce dernier, il est vrai, était le seul président des États-Unis à n'avoir jamais été élu ni à la présidence ni à la vice-présidence.

Il fallut attendre une vingtaine d'années pour connaître un véritable séisme électoral avec les élections de mi-mandat de 1994. Elles se traduisirent par un véritable raz de marée républicain dont le futur speaker (président) de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, était le porte-parole. Elles étaient seulement la conséquence d'une élection présidentielle inédite en 1992 où le président sortant, George Bush senior, avait affronté deux candidats inscrits dans les cinquante États, le démocrate modéré Bill Clinton et l'indépendant Ross Perot représentant une droite américaine antifiscaliste.

La politique de blocage systématique de la politique présidentielle apparut trop

intransigeante aux électeurs américains. Et le leader de la majorité démocrate au Sénat, Robert Dole, en paya le prix fort à l'élection présidentielle qui suivit en 1996. C'est cette majorité républicaine qui cohabita avec le président démocrate et sut se maintenir en place malgré l'élection présidentielle très contestée de novembre 2000 où le candidat républicain George Bush junior, minoritaire en votes populaires, obtint la majorité constitutionnelle des deux cent soixante-dix grands électeurs nécessaires.

Cela rendit d'autant plus fort la véritable renaissance démocrate de 2006. Lors de ces dernières élections de mi-mandat, le pays se prononça massivement contre la politique de George Bush et amena un Congrès à forte tonalité démocrate. Pour la première fois, une femme, Nancy Pelosi, élue pour la deuxième fois par l'État de Californie, obtenait la présidence de la Chambre des représentants, et le Sénat basculait sous la houlette d'un élu du Nevada, Harry Reid. Le camp démocrate fit même encore mieux en 2008 en parvenant à atteindre, certes péniblement, la majorité des soixante sièges permettant de mettre fin à toute obstruction parlementaire.

### **Les enjeux de l'élection de mi-mandat de 2010**

En 2008, Barack Obama recueillait un assentiment général et un fort courant de sympathie. À l'instar, mais bien mieux que le président du parti démocrate, l'ex-gouverneur du Vermont, Howard Dean, en 2004, il avait su capter les énergies militantes pour l'emporter contre toute attente sur le sénateur de New York, Hillary Clinton, dans la très longue et très difficile campagne des primaires. Le jeune sénateur de l'Illinois, élu pour la première fois en 2004 à un mandat fédéral, sut ensuite, lors de la campagne présidentielle proprement dite, donner le sentiment qu'il saurait mettre fin aux guerres en Afghanistan et en Irak et guérir l'Amérique de sa peur du terrorisme.

Appuyé par le dernier des Kennedy, le sénateur Edward, du Massachusetts, il voulait à sa façon rééditer le thème de la « Nouvelle frontière » chère au président assassiné. Il s'agissait d'entamer une relation plus transparente et ouverte avec l'Iran, de penser une nouvelle doctrine de lutte contre le terrorisme centrée sur l'Afghanistan et le Pakistan, de réfléchir à une approche partenariale du monde multipolaire et d'imaginer une relation nouvelle avec le monde musulman.

Au plan intérieur, il voulut faire une large place à une politique dynamique de l'environnement tout en libérant l'Amérique de sa dépendance pétrolière. L'adoption d'une évaluation nouvelle des droits de l'homme mise à mal, selon lui, par le Patriot Act, l'emprisonnement sur la base américaine de Cuba à Guantanamo et les cas de torture dont la presse s'était fait largement l'écho, devenait une nécessité. Le futur président avait annoncé une grande réforme de l'assurance-maladie et une relance économique de grande ampleur.

Or, de l'avis général, à la veille de la consultation, cette politique, de manière globale, avait nourri beaucoup de désillusions. La politique de relance économique n'avait pas donné les résultats espérés. Avant l'initiative de relance économique, 7 % de la population active était au chômage et, après une mise de fonds égale à 800 milliards de dol-

lars dans l'économie américaine, le taux de chômage s'élevait à 10 %. De l'inédit depuis l'époque de l'ancien président démocrate Jimmy Carter. La récession est ancienne et dure depuis trente-quatre mois et la croissance du produit national brut va demeurer à 1,6 % au dernier trimestre de l'année 2010. Le système de santé réformé coûtera 1 milliard de dollars aux contribuables américains pendant dix ans. Les promesses environnementales ont pâti de la marée noire pétrolière. Et la politique américaine du Proche et Moyen-Orient manque singulièrement de réussite et de résultats.

### **La claire victoire des républicains**

La campagne républicaine s'est inscrite en rupture complète avec tout ce qui avait précédé en la matière. En 2008, le candidat républicain à la présidence, le sénateur de l'Arizona John McCain, avait clairement inscrit sa campagne propre sur un recentrage du parti, en voulant faire renaître un progressisme républicain passé de mode depuis le temps du gouverneur de New York, Nelson Rockefeller, dans les années 1950 et 1960. Il avait pleinement réussi dans cette stratégie en supplantant assez vite durant les primaires ses adversaires Mike Huckabee et Mitt Romney, plus en phase avec le fondamentalisme chrétien.

Semblant prendre en main la machinerie politique du parti républicain, il avait décidé de tendre la main au gouverneur de l'Alaska, l'atypique Sarah Palin, porte-parole symbolique d'une droite républicaine très dure. Cela brouilla son image et donna des ambitions à cette dernière. Le sénateur républicain qui avait semblé prendre le dessus dans les sondages en juillet 2008 jusqu'à la mi-août descendit la pente fatale et l'aventure donna des idées à la candidate à la vice-présidence. Sans être elle-même à l'origine d'une vague de fond antifiscaliste, elle tira profit d'un phénomène nouveau.

C'était à l'automne 1773 que les colons britanniques d'Amérique se révoltèrent contre la taxation du thé qui leur était imposée et s'y opposèrent par la force. C'est en référence à cette image de l'histoire que de nombreux Américains prirent l'initiative d'un mouvement nouveau, appelé Tea Party, violemment hostile à l'assurance-maladie, à l'interventionnisme économique accru de l'État fédéral et à une possible, sinon probable, hausse des impôts. Ce mouvement d'abord sociétal choisit alors d'inscrire son initiative dans une perspective politique. Des hommes et des femmes du Tea Party posèrent leur candidature aux primaires du parti républicain en adhérant à cette formation. Et une grande majorité se déclara républicaine et participa aux élections primaires. Des résultats significatifs furent ainsi obtenus à ces consultations. Ainsi, en Floride, le gouverneur républicain Charlie Crist, donné vainqueur, face à son concurrent Marco Rubio, parti avec un retard de 30 points dans les sondages. Le gouverneur républicain, désavoué lors des primaires, tenta néanmoins sa chance au Sénat contre son jeune rival : il n'obtint que 30 % contre 49 % à son adversaire portant les couleurs républicaines et 20 % au pâle candidat démocrate. Dans le Nevada, la candidate Sharon Angle a failli supplanter le leader démocrate (président de groupe) au Sénat, Harry Reid, et, dans le Delaware, l'État du vice-président des États-Unis, Joe Biden, Christine O'Donnell a



failli ravir le siège sénatorial. Ce sont ces deux défaites qui empêchent le parti républicain de prendre la majorité au Sénat. En effet, la majorité mythique des soixante sénateurs n'avait pas tenu le temps d'une mandature : une élection partielle dans le New Jersey, la succession ratée du défunt sénateur Kennedy dans le Massachusetts avait réduit cette majorité à cinquante-huit sièges. En perdant six sièges, le parti démocrate, avec cinquante-deux sénateurs, sauve l'honneur de justesse.

À la Chambre des représentants, en gagnant soixante-cinq sièges avec deux cent quarante-trois députés, le parti républicain gagne la présidence de la Chambre basse pour le représentant de l'Ohio, John Boehner. Mais fait plus grave encore, le parti républicain devient le parti des gouverneurs. En gagnant dix postes, il a, avec trente-deux États, un contrôle accru sur le territoire national, malgré l'élection surprise en Californie du vétéran Jerry Brown. La victoire dans les législatures locales permet d'aborder en position de force le redécoupage des circonscriptions législatives avant 2012.

### **Les perspectives politiques**

Elles s'inscrivent dans un double cadre, celui de la cohabitation durant deux ans, en fait un an et demi compte tenu du calendrier politique américain, et celui de la prochaine élection à la magistrature suprême.

En matière de politique étrangère, le président qui dispose encore d'une majorité au Sénat aura les mains libres. Il sera cependant affaibli sur la scène internationale. Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, pourra plus facilement poursuivre sa politique de colonisation et faire obstacle à la bonne marche des pourparlers de paix entre Arabes palestiniens et Israël. Il ne se pressera pas de faire émerger un État palestinien et à établir une paix durable au Proche-Orient. En Irak, Barack Obama poursuivra sa politique de désengagement militaire, mais les républicains sont divisés sur le sujet. De la même manière, en Afghanistan, le président américain a porté à 200 000 le nombre des soldats américains et annoncé le commencement d'un retrait en juillet prochain. En Iran, il sera sans doute moins porté à la compréhension de l'attitude de Téhéran.

C'est en matière de politique économique que les républicains se feront plus intransigeants. La nouvelle loi américaine sur la régulation financière est plus contraignante pour les banques américaines : elle interdit notamment aux banques commerciales de spéculer à partir des fonds propres. Les nouveaux élus souhaiteront peut-être adoucir ces obligations comme ils s'opposeront à la fin des déductions fiscales ou la réintroduction de taux d'imposition plus élevés pour les Américains gagnant plus de 20 000 dollars.

De la même manière, les élus républicains feront tout pour démanteler la loi sur l'assurance-maladie qui l'étend aux 32 millions d'Américains qui en étaient privés et s'opposeront à l'adoption d'un plan climat instaurant un système de droits d'émissions sur le modèle européen.

Cette cohabitation sera primordiale pour le président des États-Unis. S'il se montre

habile face au Congrès et ouvert, au moins en apparence, aux propositions républicaines, il ne trouvera pas dans son propre camp de contestation à une nouvelle candidature. Mais la secrétaire d'État Hillary Clinton demeure une candidate potentielle. Et il devra faire surtout attention à une candidature plus imprévisible à la gauche du parti démocrate si la situation américaine se détériorait. Il sera probablement le candidat démocrate à sa propre succession.

Chez les républicains, les candidatures seront nombreuses : Mike Huckabee et Mitt Romney tenteront de nouveau leur chance. Sarah Palin ne pourra pas ne pas être candidate. Mais l'ex-gouverneur républicain de Floride, Jeb Bush, frère et fils de présidents des États-Unis, sera tenté sans doute par l'aventure. Le défi le plus difficile sera de surmonter une équation politique gagnante aux élections américaines de mi-mandat : c'est un parti républicain, profondément divisé sur le plan idéologique et stratégique, qui l'a emporté politiquement sur un parti démocrate uni et rassemblé comme jamais depuis très longtemps. De la solution trouvée reposera le résultat de la consultation de 2012.

*Albert KALAYDJIAN*

# Brésil, après l'élection de Dilma Rousseff une nouvelle donne ?

par **Philippe Boncenne**

**D**ans un précédent article<sup>1</sup>, nous avons analysé les raisons qui ont conduit le Brésil à être un acteur majeur et désormais incontournable sur la scène internationale.

Nous allons, cette fois, examiner les conséquences de l'élection de Dilma Rousseff aux dernières élections présidentielles brésiliennes qui ont eu lieu à la fin du mois d'octobre, les défis auxquels elle sera confrontée et les changements que, depuis la France, nous pouvons attendre dans ce pays à l'échelle internationale.

Après deux mandats successifs de quatre ans, le président sortant Lula ne pouvait pas se représenter de nouveau, la Constitution le lui interdisant tout simplement. Ce dernier a donc désigné Dilma Rousseff, actuellement directeur de la Maison civile, comme son candidat et son successeur à la présidence. Tous les analystes sont d'accord pour affirmer que le bilan du président Lula est positif sur le plan économique. Le Brésil a pour ainsi dire été peu touché par la crise financière de 2008. Certes, la croissance en 2009 a été nulle et certaines entreprises brésiliennes ont dû licencier, mais le système bancaire du pays, très solide et performant, la taille de son marché intérieur, la hausse des cours mondiaux des matières premières comme le minerai de fer, dont le Brésil est un grand producteur, lui ont permis de traverser cette crise et de faire repartir la machine brésilienne de plus belle.

Les prévisions de croissance pour cette année sont de l'ordre de 7,5 %, un résultat inespéré que le Brésil n'a pas connu depuis bien longtemps et qui propulse le pays sur le devant de la scène internationale. Les investisseurs ne s'y sont pas trompés et placent désormais le Brésil après la Chine, comme le deuxième pays au monde le plus attractif pour les investissements étrangers. En raison de ses performances économiques, la hausse de la monnaie locale, le real, commence par pénaliser les exportateurs locaux. Le président Lula, il faut le reconnaître, a beaucoup défendu les intérêts de son pays à l'étranger, n'ayant de cesse de fustiger le désordre monétaire international qui nuit à l'économie brésilienne.

Les réserves de la Banque centrale, 250 milliards de dollars US, constituent enfin

---

1. « Le Brésil : le nouveau géant tranquille », *France Forum* n° 36, décembre 2009.

un coussin confortable en cas de nouveau choc financier externe.

La nouvelle présidente brésilienne va donc hériter d'un pays en bonne santé sur le plan économique et ayant comme ambition affichée de s'affirmer encore plus sur le devant de la scène politique internationale. Elle arrive avec la réputation d'une femme à poigne qui connaît bien ses dossiers. Elle est, certes, peu connue à l'étranger, mais cela peut aussi constituer un atout. Son élection, sans surprise pour les spécialistes et les médias, témoigne en tout cas de la maturité de la démocratie au Brésil car, au terme d'élections sans saveur, c'est la première fois qu'une femme est élue à ce poste dans ce pays.

Le fait le plus marquant de ces dernières élections au Brésil est le score inattendu de 20 % obtenu au premier tour par la candidate écologique Marina Silva. Ce résultat montre bien qu'une partie non négligeable de l'électorat brésilien se sent de plus en plus concerné par les questions liées à l'environnement. Le président Lula laisse, sur ce point, un bilan très critique et controversé, notamment à cause de sa décision d'autoriser la construction du barrage de Jirau en Amazonie qui pourrait, selon certains, menacer une partie de l'écosystème de la région.

De fait, les décisions du nouveau gouvernement seront prises en tenant compte des aspirations environnementales du peuple brésilien car il a été reproché au président Lula d'avoir eu une politique centrée sur la croissance mais trop productiviste.

Sur les questions économiques, Dilma Rousseff s'est clairement prononcée pour un maintien de la politique économique du président Lula. Elle a, par exemple, annoncé qu'elle garderait l'actuel ministre des Finances, Guido Mantega, à son poste, le meilleur moyen de rassurer les investisseurs et les marchés financiers. En revanche, le président de la Banque centrale brésilienne serait remplacé. Sans doute faut-il voir là un message clair destiné à encourager le successeur de Henrique Meirelles à la Banque centrale pour qu'il accélère la baisse des taux d'intérêt considérés comme trop élevés et qui ont bridé la croissance.

Sans surprise, la réduction de la pauvreté et des inégalités va constituer un des axes majeurs de la politique de Dilma Rousseff, ceci afin de ne pas s'aliéner l'aile gauche du Parti des travailleurs, et de poursuivre la politique de Lula qui a permis à 25 millions de personnes de s'extraire de la pauvreté et de pouvoir consommer. On ne change pas une politique qui a les faveurs de la population et de son électorat... Cette réduction des inégalités devant permettre à terme une réduction progressive de la violence et de la criminalité dans tout le pays. Nous avons vu récemment comment la ville de Rio a été gangrenée par ces fléaux, ce qui a obligé l'armée et la police à intervenir conjointement en utilisant des chars d'assaut pour pénétrer de plain-pied au cœur des fameuses favelas.

Un autre défi que la nouvelle présidente va devoir gérer est celui du manque de compétitivité dont souffre le Brésil en raison de ses infrastructures qui ont un besoin criant d'être modernisées. L'état des ports, aéroports, routes est souvent indigne d'un

pays qui est désormais la huitième puissance du monde. Pour illustrer cette situation, il faut savoir que le transport d'un camion de soja coûte à l'heure actuelle plus cher entre l'État du Mato Grosso et le port de Santos, qu'entre ce même port et celui de Shanghai.

Le fameux PAC (plan d'accélération de la croissance), approuvé sous la présidence de Lula et voté par le Congrès, est censé remédier à cette question. Encore faudra-t-il que ce plan soit mis en œuvre sans tarder et que les financements des infrastructures en question ne se perdent pas en cours de route...

Mais le grand chantier de la future présidence va être incontestablement celui du pré-sal. Là se joue en même temps une grande aventure industrielle, un immense défi technologique et le destin économique du Brésil. Sous ce nom se cache une des plus grandes réserves de pétrole en mer à des profondeurs jamais atteintes, jusqu'à 8 000 m sous la mer, au-delà de la croûte de sel.

Le montant des réserves n'est pas encore arrêté à ce jour. Selon les dernières estimations, les spécialistes avancent prudemment le chiffre de 60 milliards de barils, mais ce pourrait être bien plus en fonction des résultats des forages en cours et qui sont loin d'être terminés. Sur décision gouvernementale, la compagnie nationale brésilienne Petrobras va être, comme il se doit, le maître d'œuvre pour l'exploration des puits en mer profonde et l'attribution des licences d'exploration aux autres majors pétrolières étrangères. Pour ce faire, Petrobras a réalisé dernièrement la plus grande augmentation de capital de l'histoire, 68 milliards de dollars US, et budgété 225 milliards de dollars US dans les cinq ans à venir afin de financer les investissements pour ses futures opérations liées au pré-sal. Des chiffres à donner le tournis.

Ceci étant, les défis technologiques sont considérables car l'on n'a jamais encore foré à de telles profondeurs, ce qui ne manque pas de soulever de la part des experts beaucoup d'interrogations. On peut aisément comprendre que les Brésiliens n'aient pas du tout envie d'avoir à gérer une marée noire comme celle survenue dernièrement dans le golfe du Mexique.

Le Brésil n'importe plus de pétrole depuis quelques années. Sa production actuelle lui suffit pour couvrir ses besoins. Dès lors, et si les forages du pré-sal se déroulent sans incident, le pays va se convertir en un grand producteur et exportateur de pétrole. Sera-t-il tenté de rejoindre l'OPEP et de peser sur les choix politiques de cette organisation ?

Enfin, la manne financière colossale que le Brésil va toucher avec les futures exportations pétrolières alimente déjà toutes les controverses et pose de multiples questions sur l'utilisation optimale de ces fonds dans l'intérêt du pays. Le président Lula ayant déclaré à ce sujet que cet argent devait servir en priorité à éradiquer la pauvreté. On ne sait pas encore quelle sera la position de Dilma Rousseff sur cette question.

Avec un niveau d'endettement à faire pâlir d'envie nos pays en Europe, le Brésil peut se permettre le luxe de voir venir tranquillement.

Toujours sur les questions énergétiques, nous attendrons avec intérêt de savoir si elle maintient le choix que le Brésil soit, dans le futur, une grande puissance nucléaire, le gouvernement ayant prévu de construire quarante centrales nucléaires d'ici à 2050. Si tel est le cas, nos entreprises tricolores ont une belle carte à jouer sur ce dossier.

Sur toutes ces questions énergétiques et industrielles capitales pour l'avenir du pays, Rousseff n'arrive pas en terrain totalement inconnu puisqu'elle a occupé le poste de ministre des Mines et de l'Énergie dans le gouvernement de Lula.

Le dernier grand dossier auquel Dilma Rousseff va devoir s'attaquer est celui de la réforme fiscale et de lutte contre la bureaucratie, un des principaux maux qui handicapent le pays depuis des décennies. Pour des raisons liées à son histoire, il dispose d'une fiscalité très complexe qui décourage les investisseurs étrangers et les Brésiliens eux-mêmes.

Sur le plan de la politique internationale, Dilma Rousseff n'a pas fait pendant sa campagne électorale de déclarations particulières qui laissent croire que le Brésil va beaucoup infléchir sa politique actuelle de protection de ses intérêts stratégiques et de défenseur principal des pays du Sud.

Puissance majeure du continent sud-américain, le Brésil est devenu incontournable sur toutes les questions régionales, son influence lui permettant de contenir les foudres de son turbulent voisin, le président Chavez, ou de modeler le Mercosur à sa guise, mais ce costume est désormais trop petit pour lui...

Membre actif du G20, le pays frappe à la porte de l'Onu pour devenir membre permanent du Conseil de sécurité. Son admission à ce titre, avec un autre grand, l'Inde, et un pays d'Afrique, serait perçue comme un signal fort d'une véritable réforme de ce club dont la composition, rappelons-le, date de 1945, et qui n'est plus le reflet du monde dans lequel nous vivons. Nul doute que la nouvelle présidente et ses proches conseillers voudront faire avancer ce dossier dans ce sens.

La consolidation des relations économiques que l'équipe de Lula a tissées avec la Chine ou certains pays d'Afrique sera observée de près par les experts internationaux. Fait significatif, la Chine est devenue le premier partenaire économique du Brésil. Sous son administration, le gouvernement brésilien a ouvert pas moins de soixante-cinq représentations diplomatiques à l'étranger, y compris dans un pays aussi imprévisible et opaque que la Corée du Nord. Le Brésil de Dilma Rousseff voudra-t-il, par exemple, sur le dossier coréen très sensible jouer un rôle de médiateur ? Compte tenu du précédent avec le dossier iranien, on peut être tenté de le penser...

La France, dans ses relations avec le Brésil, est quant à elle suspendue à la décision du président Lula sur le renouvellement de la flotte aérienne, Dassault et son avion phare le Rafale étant en compétition avec les Suédois de Saab et le Gripen NG, et les Américains de Boeing et le F18. Sur ce dossier interminable, les protagonistes sont nombreux, le président Lula, son ministre de la Défense, les syndicats, les industriels. Les enjeux sont lourds de conséquence car il ne s'agit pas seulement

de l'acquisition de trente-six avions de chasse, mais de permettre, à terme, au Brésil d'acquérir une nouvelle technologie lui permettant de pouvoir disposer de sa propre industrie. Ce point capital est au cœur des discussions entre les différentes parties car il porte précisément sur les transferts de technologies dont le Brésil veut se doter. Quel que soit le choix final, Dilma Rousseff et ses équipes devront gérer délicatement ce dossier pour ne pas déplaire à l'armée et à leur opinion publique.

On le voit, les dossiers qui attendent la nouvelle présidente ne manquent pas. Sur le front intérieur, le premier est la poursuite d'une croissance solide afin de continuer à attirer les investisseurs dans le secteur productif sans pour autant réveiller le spectre de l'inflation. Faudra-t-il pour cela modifier la politique économique vers une politique plus keynésienne de la relance ? Ce n'est pas impossible, nous le saurons bientôt.

La nouvelle équipe au pouvoir devra également accroître la part des biens manufacturés à l'export, pour que le Brésil ne soit pas dépendant uniquement du cours des matières premières même si on peut penser que ces dernières vont rester à des niveaux élevés en raison de la demande des pays d'Asie. Enfin, la boulimie de la consommation à laquelle on assiste au Brésil en ce moment peut se révéler très pernicieuse en cas de ralentissement de la croissance.

Prise en compte des questions environnementales de la part de la population, lutte sans merci contre l'insécurité et la grande délinquance, modernisation des infrastructures, réforme du code des impôts et de la fiscalité dans son ensemble seront, à nos yeux, les principaux dossiers auxquels la présidente devra s'attaquer rapidement.

Sur le plan international, le Brésil est à la croisée des chemins. Puissance politique et économique, demain puissance nucléaire, tout en défendant logiquement ses intérêts, il doit prendre ses responsabilités au plan international face à une Chine omniprésente, une Europe engluée dans la crise financière et une Amérique affaiblie et sur le déclin. Très proche de la culture occidentale et de ses valeurs, nous croyons que le Brésil doit infléchir sa politique étrangère et se poser en contrepoids des nouveaux géants d'Asie : la Chine, l'Inde, sans oublier l'Indonésie, car il ne fait pas de doute que la croissance mondiale se joue en grande partie sur ce continent.

Dans ces circonstances, on peut logiquement s'attendre à ce que le Brésil s'implique de plus en plus dans le règlement de certains conflits régionaux et fasse entendre sa voix dans les grands forums de discussion internationaux, comme le FMI ou le G20. Dilma Rousseff et ses conseillers ont presque toutes les cartes en main. Saura-t-elle les utiliser à bon escient ?

*Philippe BONCENNE*

### *Le dictionnaire du sens interdit*

par André Le Gall

**CIRCULATION.** *Sopor.* Vous voulez vraiment qu'on parle de circulation ? Avec tout ce qui se passe ? *Questios.* L'actualité offre, c'est vrai, des sujets autrement dramatiques, et tellement nombreux que la plume n'a que l'embaras du choix. Je pourrais vous entretenir de la dissémination nucléaire qui met le feu atomique entre les mains de dirigeants aux abois ; ou à la portée de groupes fondamentalistes qui pourraient s'en emparer à la faveur d'un bouleversement politique. Je pourrais aussi vous parler du terrorisme planétaire toujours assuré de disposer à volonté de cette arme de destruction massive que sont les assassins suicidaires, djihadistes fanatiques manipulés par des chefs dont le projet est d'assujettir leurs coreligionnaires à la charia et de réduire tous les autres en dhimmite ; ou des chrétiens d'Irak désignés comme cibles légitimes aux tueurs de la secte. Je pourrais mettre le projecteur sur cette barbarie quotidienne qui se déploie dans les faits divers et qui exprime tout à la fois la cupidité des voleurs, la jouissance des violeurs et celle des tortionnaires ; ou de cette accoutumance à la servitude qui flotte dans l'air du temps et qui prépare aux apostasies doucereuses. Mais cette chronique sanglante forme la toile de fond de l'actualité de ce monde et on pourrait en reproduire l'invariable commentaire de numéro en numéro. *Sopor.* Soyons optimistes. Les choses finissent toujours par s'arranger. *Questios.* Elles s'arrangent quand la volonté politique s'applique à désamorcer les mines qui parsèment le terrain, non quand elle se réduit à une incantation pour hypnotiser les

matières explosives. *Sopor.* Au moins, s'agissant de la circulation, assiste-t-on à une magnifique reconquête de l'espace public par ses véritables ayants droit. En juillet 2008, on avait instauré le double sens cyclable dans certaines zones urbaines. Maintenant, à certains carrefours, les cyclistes pourront franchir le feu rouge et tourner à droite. Mais le plus beau, c'est que dorénavant les piétons pourront traverser la chaussée où bon leur semblera pourvu qu'ils en aient manifesté l'intention. *Questios.* À condition qu'il n'y ait pas de passage protégé à moins de 50 mètres. C'est assez compliqué. Si j'en crois la Sécurité routière, les automobilistes voient leurs obligations de prudence étendues, mais les règles que doivent respecter les piétons sont toujours les mêmes. *Sopor.* De toute manière, l'automobiliste doit éviter d'écraser le piéton. *Questios.* Piéton moi-même, je conviens que le piéton est par priorité le sujet à protéger. Mais les règles traditionnelles – arrêt impératif au feu rouge, traversée de la chaussée au passage protégé – sont tellement familières qu'il n'est peut-être pas sans risque d'y apporter le trouble par des dispositions nouvelles et complexes. La norme gagne à être stable et claire. Multiplier les priorités piétonnières, certes, encore faudrait-il qu'elles soient identifiées sans ambiguïté, ne serait-ce par un logo inscrit sur le sol. Quant au marcheur urbain, il reste exposé à la rencontre inopinée sur le trottoir de cyclistes, voire de motards pressés et pressants.

André LE GALL



# L'inflation qui gonfle

par Omar Lefranc

**V**ous l'aviez bien lu dans le dernier numéro de *France Forum* : l'inflation mondiale va repartir sous l'impulsion du gardien historique et théorique de la stabilité monétaire : les États-Unis. Vous ne vous souvenez peut-être pas qu'à Bretton Woods, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les experts avaient proposé, suivant les conseils de Keynes, d'établir une monnaie mondiale, se rattachant à l'or, indépendante des gouvernements et, par suite, conservant sa valeur, avec souplesse. Cette proposition fut rejetée dédaigneusement par le gouvernement américain. Celui-ci, du fait de la ruine des bel-ligérants, autres que lui-même, imposa un système reposant sur les énormes balances des USA, mais cependant rattaché à l'or – une once d'or valant 35 dollars –, ce qui permettait aux dirigeants de Washington d'affirmer : « *Dollar is as good as gold.* » Ce qui supposait qu'il fallait mieux utiliser la monnaie américaine pour régler les transactions internationales. Qui n'aurait pas eu confiance dans la grande République d'outre-océan ?

On a vu ! Dès 1971, Nixon rendit le dollar inconvertible en or et, maintenant, vous pouvez lire dans votre journal quelle est sa valeur d'échange avec la fameuse once (autour de 1360 dollars). Au moment où la mondialisation s'affirme, s'accroît, transforme la civilisation, il n'existe plus de système monétaire mondial. Ne serait-ce pas un peu gênant ?

Ça l'est, si bien que la question a été posée, de manière feutrée, au cours de la dernière

réunion du G20, au début du mois de novembre, à Séoul. Obama a fait mine de ne pas entendre. Que signifie sa surdité ? Quelles conséquences peut-on en craindre ? Quelles perspectives s'ouvrent pour les pays en proie au mondialisme dur avec une monnaie molle ?

## L'échec de Séoul

Un échec qui annonce troubles et combats. La France entame la présidence du G20 au moment où celui-ci se disloque, tiraillé par des intérêts nationaux divergents. Les États-Unis sont les premiers responsables d'un échec qu'ils avaient anticipé en donnant à la Banque de réserve fédérale la possibilité d'acheter sur le marché financier 600 milliards de dollars en bons du Trésor, émis par le gouvernement. On n'est jamais si bien servi que par soi-même ! Et les achats, c'est-à-dire la mise en circulation de monnaie ne disposant d'aucune contrepartie économique, sont de l'inflation pure et simple ! Les autorités de Washington rétorquent que c'est le contraire !

Ils seraient menacés de la déflation et auraient, par conséquent, simplement rétabli l'équilibre. On ne les croit guère et les autres délégations à Séoul ne se sont pas privées de le dire. Mais la volonté américaine est inflexible, parce que les mesures précédentes de relance de l'économie ont un effet de plus en plus faible si bien que la croissance du chômage a lourdement pesé sur les élections de « mi-mandat ». Les hommes politiques sont sourds à tout raisonnement dès que leur réélection est compromise.

Quelles conséquences économiques aura cette inflexible résolution de la première puissance économique ? Même si elles ne sont pas toutes prévisibles, un certain nombre d'entre elles paraissent inéluctables.

La plus évidente est que le « magistère » du dollar est compromis, même si dans l'immédiat aucune solution de remplacement n'est en vue. Tous les gérants de réserves entassées par les pays net exportateurs, de la Chine aux émirats pétroliers en passant par le Japon, se « rongent les sangs » en se demandant où placer en sécurité les milliards de dollars qui font craquer leurs « bas de laine ». Ne nous apitoyons pas trop sur eux, leur peine est suffisamment rémunérée ! Mais ne nous étonnons pas si l'or et les matières premières sont dans une spirale ascendante. Dès que le baril de pétrole s'approchera des 10 dollars, les remous du mécontentement se diffuseront partout. La colère des automobilistes à une tout autre portée que les critiques des économistes !

La deuxième conséquence prend sa source en Chine. Celle-ci a accumulé des milliards d'obligations, libellées en dollars, en contrepartie de ses livraisons de marchandises non compensées par des importations équivalentes. Les autorités de ce pays (et d'autres) risquent un jour d'être accusées de légèreté et d'incompétence pour s'être ainsi fait « rouler » par leur débiteur. Il n'y a qu'à relire la scène entre Dom Juan et M. Dimanche, dans la pièce de Molière, pour comprendre ce qui se passe, à une autre échelle, dans notre monde...

La troisième conséquence touche l'Europe et particulièrement l'euro. Ce dernier devrait monter par rapport au dollar par un jeu de bascule. Les bons (c'est-à-dire les gestionnaires sérieux) sont toujours punis ! Si la parité entre la monnaie européenne et le dollar s'établit à un niveau encore plus élevé, il sera inévitable

que les exportations, telles que celles des Airbus, hors de la zone, seront pénalisées, voire étouffées. En contrepartie, les importations, notamment de pétrole, seront rendues moins coûteuses. Bon pour le consommateur, mauvais pour l'exportateur ! Les pays, qui, telle la France, sont plutôt de la première catégorie seraient assez tranquilles, ceux faisant surtout partie de la seconde (telle l'Allemagne) seraient fortement pénalisés. Il est temps que l'on voie se dessiner la solidarité financière, qui s'est réalisée avec la Grèce (pas de très bon cœur). Il est urgent de se considérer en Europe comme des Européens, non plus comme des partenaires réticents les uns envers les autres, sinon nous serons balayés, l'euro craquera par contrecoup des remous du dollar ! L'insouciance qui prévaut actuellement et qui s'exprime dans des médias trop occupés à des bagatelles n'est pas de bon augure. Raison de plus pour sonner l'alarme ! La catastrophe serait déclenchée encore plus vite et plus dangereusement si l'euro ne jouait plus son rôle pivot, si la zone euro éclatait, comme Christian Saint-Étienne en a évoqué la possibilité au cours de notre colloque d'avril 2009. L'assaut mené par les gérants de fonds contre les dettes publiques des pays les plus faibles peut entraîner cette conséquence. Au lieu de s'apprécier, l'euro s'affaiblirait de plus en plus vite, avant de s'effondrer. Ce scénario n'est pas une pure fiction. Il ne se réalisera pas si l'Union européenne fait face avec détermination à cet assaut. La parole sera alors aux hommes politiques, aux vrais !

### **Les conséquences politiques**

L'écroulement du système international des paiements ne sera pas une amusante farce. La crise que nous venons de vivre en sera ravivée, exacerbée, étendue.

Le moindre ministre des Finances du moindre État sait pertinemment que le repli sur les frontières de son pays aboutit à l'étouffement et à la régression sociale. Pourtant, c'est la solution que les partis « populistes », en pleine expansion dans les différents pays d'Europe, préconisent. Ils le font parce qu'ils sont acharnés contre le fédéralisme que représente, à leurs yeux, la monnaie commune. L'Amérique, si elle était dirigée par des républicains du type de Sarah Palin, ne raisonnerait pas autrement. Le « mondialisme » et son accompagnement financier international ont certes eu des côtés critiquables, mais depuis vingt ans ils ont permis un développement considérable des pays qui alors stagnaient dans la misère, ce qui a eu pour contrecoup d'enrichir aussi les pays déjà riches. Le problème qui en résulte est social. Les plus pauvres sont appauvris et les plus riches enrichis. Autrement dit, la mondialisation frappe ceux qui étaient sortis de la misère en Occident au fur et à mesure que les déshérités du Tiers Monde progressent en entrant dans le système moderne de production. Les gouvernements européens n'ont pas encore compris que leur responsabilité principale consiste désormais à contrebalancer les effets négatifs de la mondialisation sur leurs propres terres. Le besoin d'instaurer une « économie sociale de marché » est plus que jamais urgent en Europe. Il sera plus facile d'y répondre, là aussi, si la communauté des nations la composant coordonne ses efforts de justice sociale, notamment en utilisant à plein les possibilités offertes par la TVA, comme la TVA sociale chère au sénateur Arthuis.

Mais pendant l'année qui vient, il faut s'attendre aux troubles engendrés par la fuite devant le dollar, le renchérissement de l'euro ou, au contraire, sa dépréciation, la fermeture croissante des frontières, l'aggravation des tensions sociales. Ravages, ravages !

### Sortir par le haut

Il est nécessaire de prendre de la hauteur par rapport à l'actualité, si l'on veut affronter un danger dont l'imminence est obscurcie par les luttes de fractions et les considérations égoïstes. Le fardeau qu'a pris la France avec la présidence du G20 n'est pas léger. Il importerait que nos dirigeants trouvassent le temps de relire *La Fontaine*. Ils y entendraient les leçons de bon sens qui s'imposent dans le chaos qui menace.

« La clé du coffre-fort et des cœurs, c'est la même », nous a-t-il avertis. Nous ne rétablirons l'ordre monétaire mondial que si nous prenons en compte les besoins immenses des peuples encore dans la pauvreté du « un dollar par jour ». Comment le gouvernement chinois obtempérerait-il aux injonctions américaines de relever le cours du yuan, simplement pour soulager les travailleurs américains, alors que plus de 300 millions de ses ressortissants subsistent encore difficilement dans le sous-développement agricole ? Quant à l'Afrique, nous savons à la fois qu'elle démarre, comme on l'a écrit dans le dernier *France Forum*, mais que des efforts énormes doivent être entrepris pour assurer sa marche vers la modernité. Le nouveau système monétaire mondial ne commencera à se mettre en place et à produire des effets bénéfiques que lorsque les délégations du G20 auront intégré dans leurs têtes que cette nouvelle monnaie internationale ne tiendra que si elle se développe en unisson avec un consensus du développement international. Sinon, le monde sera périodiquement rappelé à l'ordre par les pères Fouettard qui jouent actuellement le rôle régulateur de l'or avant 1914 : les agences de notation. Quand la valeur de la signature de tel ou tel pays est « dégradée » – comme on le voit pour la Grèce, l'Irlande ou le Portugal –, les coûts de refinancement deviennent tellement lourds

que ces pays, en quelques semaines, se résignent aux réformes drastiques qu'ils avaient refusées pendant des décennies. Piètre exemple du sens de la responsabilité des gouvernements en cause ! (Et, nous, Français, n'oublions pas de soigner nos propres plaies d'argent !) La crise a été provisoirement résolue, par une « nationalisation des liquidités », comme l'a écrit Charles-Henri Filippi. Et les nations apparaissent maintenant trop faibles, dans la plupart des cas parce que trop endettées, pour tenir leur rang dans le « concert mondial ». L'Union européenne est seule en mesure d'y jouer pleinement sa partition. Mais, chez elle, on cherche le chef d'orchestre ! Si nous ne prenons pas par les cornes le taureau qui véhicule la belle Europe, comment

finirons-nous ?

*Un homme n'ayant plus ni crédit  
ni ressource*

*Et logeant le diable en sa bourse,  
C'est-à-dire : n'y logeant rien,  
S'imagina qu'il ferait bien*

*De se pendre, et finir lui-même sa misère,  
Puisqu'aussi bien sans lui la faim  
le viendrait faire...*

La Fontaine, vous dis-je, mérite d'être écouté...  
L'inflation qui gonfle finira par éclater,  
parce que d'elle-même elle ne s'arrête point.

*La chétive pécore  
S'enfla si bien qu'elle creva.*

**Omar LEFRANC**

#### **ANNE-MARIE DENIZOT, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Le 8 octobre dernier, notre amie Anne-Marie Denizot a reçu la croix de chevalier de la Légion d'honneur des mains du professeur Henri Manzanarès, éminent spécialiste des relations franco-allemandes, en présence de nombreuses personnalités normandes et d'une délégation de la ville de Würzburg, réunis au Mémorial de Caen.

Toute sa vie, Anne-Marie s'est consacrée quotidiennement à la réconciliation, puis à la coopération entre la France et la République fédérale. C'est elle qui créa à Caen l'Association caennaise pour la connaissance de l'Allemagne, multipliant les initiations, tels le jumelage Caen-Würzburg, des cours de langue allemande en Basse-Normandie, des échanges d'étudiants, etc.

Aussi bien était-elle, depuis bien des années, officier de l'ordre allemand pour le mérite et chevalier de la plus haute distinction de la République polonaise.

Anne-Marie – et son mari, Georges, lui aussi militant démocrate-chrétien européen, et qui fut, dix-huit ans, adjoint au maire de Caen – mérite nos plus chaleureuses félicitations.

**J.-M. D.**

# QE2... Quelle croisière ?<sup>1</sup>

par Christian Cambier

Qui finira par croire que le QE2 est un moment de rêve, une croisière à bord d'un « liner » mythique, sur un long fleuve tranquille ? Ce fameux QE2 est en réalité un barbarisme, le « *quantitative easing 2* », sans doute le remake d'un « *quantitative easing* » tout court, un scénario qui est toujours en salle, mais considéré par les spectateurs, et même les producteurs, comme un navet. Cet assouplissement monétaire, car c'est bien de cela qu'il s'agit, est en cours partout, d'une part, avec des taux d'intérêt à court terme proches de zéro dans de nombreuses économies et, d'autre part, avec une liquidité abondante afin que le système financier mondial ne manque surtout pas de fluidité.

Les banquiers centraux sont mis à contribution pour neutraliser les effets mécaniques de cet assouplissement monétaire sur les taux à long terme, en achetant sur les marchés des obligations d'État, dites souveraines, au grand dam des orthodoxes qui siègent au conseil des Banques centrales, qu'elles soient européenne, américaine ou britannique. Ce gel artificiel des taux à long terme explique naturellement la grande sagesse de ceux-ci sur les marchés, de l'ordre de 2,80 % en France pour l'emprunt à 10 ans, mais 0,9 % au Japon ou 2,50 % aux États-Unis. Tout ceci implique une forme sournoise de monétisation, vulgairement

dénommée « planche à billets ». Pour se défendre, les orfèvres du QE2 expliquent qu'il s'agit de combattre la déflation, un mal déjà vécu en temps réel au Japon depuis de nombreuses années, avec des conséquences très sévères pour les habitants de l'archipel.

L'enjeu est de taille : après avoir subi la crise financière – 2007-2008 –, puis avoir affronté la crise économique – 2008-2009 –, il s'agit d'éviter à tout prix une rechute fatale en 2011 après l'embellie spectaculaire de 2010. La prochaine crise serait sociale et quasi-révolutionnaire, avec un chômage endémique, véritable gangrène du monde occidental, enfermé dans un cercle vicieux : déficits, dettes, régimes sociaux exsangues. Cette révolution est possible ; elle est insupportable pour des dirigeants responsables.

C'est justement ici qu'interviennent les détenteurs de dette souveraine, la Chine, la Corée, Singapour, et bien d'autres au Moyen-Orient, qui ont *de facto* entre leurs mains le destin de nombre de pays occidentaux. Leurs débiteurs sont leurs otages, qu'il faut maintenir en état de survie coûte que coûte. La réciprocité est également vraie : tout le monde se tient par la barbichette.

La Chine a bien compris que son intérêt est de laisser le renminbi s'apprécier ; mais au rythme qu'elle aura choisi : cette revalorisation de sa monnaie permet de limiter les pressions inflationnistes évidentes sur son marché intérieur et de calmer l'inquiétude des pays occidentaux. Dans ce contexte, une surprise de taille serait le passage brutal du dollar Hong-

1. Cet article est la reprise de l'éditorial n° 63 de novembre 2010 de la société Prigest. Avec l'aimable autorisation de reproduction de l'auteur. Du 13 au 15 octobre 2010, l'auteur a assisté à la 17<sup>e</sup> *China Conference* organisée par BNP Paribas à Guilin (Chine). Il en est revenu avec ces lignes. Elles sonnent l'alarme. Elle n'a pas encore été entendue pour le G20, mais...

Kong, « *peggé* » au dollar US depuis des décennies, vers un *peg* (parité fixe) avec le yuan chinois. Les conséquences seront très importantes pour tous les intervenants... La seule inconnue reste le *timing* de l'opération chirurgicale.

C'est sur cette croisière que s'est invité un passager clandestin, le métal jaune : l'or. Il a monté brutalement depuis deux ans, en phase avec les matières premières, aussi bien le blé que le cuivre, le sucre que l'argent-métal, l'huile de palme que le coton, tout comme le minerai de fer, le caoutchouc naturel, les fèves de cacao ou le palladium. À noter ici une contradiction avec les « déflationnistes » : il est difficile d'imaginer que tous ces composants industriels ou alimentaires ne finissent pas par alimenter la hausse des prix pour les consommateurs. Les cours de l'or sont sans

doute surévalués et devraient baisser pour trois raisons :

1- 60 % des flux quotidiens sont le fait de spéculateurs, ETF, *traders* et autres *hedge funds*. Soros et Paulson, des gourous aujourd'hui très en pointe sur l'or, ne préviennent jamais la veille lorsqu'ils sortent et plantent les suiveurs ;

2- les banquiers centraux s'échangent chaque jour des quantités d'or à des cours inférieurs aux cours cotés ;

3- la détention d'or ne coûte pas tant que le taux de l'argent emprunté est proche de zéro. Dès que les taux remonteront, la détention sera coûteuse et la tentation de dégager grande.

Et si le QE2 tenait du *Titanic*, avec un manque criant de canaux de sauvetage !

***Christian CAMBIER***

## Courrier des lecteurs

par Pierre Aubenque

L'article de Anne Laborde sur la littérature africaine de langue française (*France Forum* n° 39) appelle un complément sur l'origine du mot « négritude ». Il est clair que, pour Senghor (et Césaire), le mot « nègre », et donc « négritude », ne comporte pas la connotation péjorative de l'anglo-saxon « *nigger* ». L'une des raisons en est que cette expression est d'origine... allemande. Senghor a souvent dit ce qu'il devait au grand anthropologue allemand Leo Frobenius, qu'il avait lu durant sa captivité en Allemagne. Frobenius (1873-1938) a été l'un des premiers à mettre en cause les bases idéologiques du colonialisme, en contestant notamment l'idée que les Européens auraient trouvé en Afrique des peuples véritablement sauvages, auxquels ils auraient apporté la « civilisation ». Pour Frobenius, chaque culture a une « âme », qu'il appelle « *paideuma* », qui permet d'établir une « caractérologie ethnique » et, par voie de conséquence, une « mor-

phologie des cultures ». Ce qui caractérise l'âme négro-africaine, le « *Negertum* », est un penchant pour la mystique et une grande capacité de « saisissement ». Elle s'oppose par là au positivisme qui imprègne la culture anglo-saxonne et à sa fixation sur le développement technique et économique. Dans le même sens, Senghor opposera « à la platitude de la raison, les hauts fûts de nos forêts, à la sagesse du "Dieu pâle aux oreilles roses", l'incendie de brousse de notre tête, surtout l'incoercible élan de notre sang dans notre poitrine ».

Frobenius, un protégé de Guillaume II, avait été l'inspirateur de ce qu'il peut avoir de relativement libéral dans sa politique coloniale. En tout cas, la valorisation de la « négritude » s'est imposée en France, et en français, à partir des années 1930, à travers les écrits de Senghor et de Césaire, qui se réclament l'un et l'autre de Frobenius.

*Pierre AUBENQUE*

***Il y a cinquante ans...***

## *L'incantation de Saint-John Perse*

par **Georges Le Brun-Keris**

Il fut un temps où le Quai d'Orsay abritait non seulement des diplomates, mais aussi nos meilleurs écrivains : Claudel, Giraudoux, Saint-John Perse. Ce temps n'est plus. [...] Des diplomates, Alexis Léger fut le dernier. Les Allemands, mettant à sac sa villa parisienne de l'avenue Camoëns, laissèrent en évidence une pancarte le traitant de « de dernier défenseur de la dernière victoire française ». Cette ironie vaut une citation.

L'Europe aurait pu sauver la paix, et la France ne serait pas sortie amoindrie d'une nouvelle guerre dont la victoire ne lui appartient pas. Aristide Briand l'avait compris et Léger fut son auxiliaire. « La droite la plus stupide du monde » les arrêta, précipitant la France et l'Europe de l'aventure hitlérienne au Pacte à Quatre prélude au Pacte d'Acier. [...]

Lirons-nous le *Mémorandum* du 1<sup>er</sup> mai 1930 sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne, avec le même sentiment d'amertume ? Le prix Nobel de littérature de Saint-John Perse correspond au trentenaire du mémorandum rédigé par Alexis Léger, ambassadeur de France et secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Seul, dans la presse, ou presque, *Forces nouvelles* a relevé cette coïncidence. Nous-mêmes, au seuil de ces quelques réflexions sur le poète, n'oublions pas que Saint-John Perse est aussi Alexis Léger.

Dans sa vie, le poète et l'homme d'État s'enchevêtrent, si je puis dire. L'enfance fut d'un poète, cette enfance parmi les grandes ser-

vantes luisantes qu'il a chantées dans *Éloges*. Des « Isles », qui nous donnèrent nos écrivains les plus pompeusement ennuyeux, de l'abbé Dellile à Leconte de Lisle ou à Hérédia, nous est venu ce vrai poète tropical, dans la voix de qui chante toujours un peu l'accent créole. Alexis Léger est né à Saint-Léger-les-Feuilles, petite île de propriété privée aux abords de la Guadeloupe, d'une très vieille lignée coloniale. La nature tropicale devait pénétrer toute son œuvre.

Curieuse éducation et qu'on croirait tirée d'un roman ; un vieil officier de marine et un prélat historien sont ses maîtres. L'enfant grandit en dehors des normes de nos écoles primaires. Doit-il son génie à leur avoir échappé ? Il poursuit ses études en France. Entré dans la carrière diplomatique en 1914, son premier poste le mène en Chine pendant cinq ans. Il en rapportera, de cette Chine, où sans doute il médita *Connaissance de l'Est*, le merveilleux poème d'*Anabase*. Ses congés, il ne les passe pas en France, mais dans de lointaines chevauchées à travers le désert de Gobi, préparant au fond de sa conscience les plus belles images de *Vents*. Il renouvelle son inspiration créole en Polynésie. Mais le temps des poèmes est passé. Il n'en parle plus qu'avec discrétion. Depuis 1921, Briand l'a pris pour collaborateur, exactement depuis la conférence de Washington où, en bateau sur le « Potomac », ces deux grands esprits se sont mutuellement séduits. En 1925, il devient directeur de cabinet en même temps que direc-



teur d'Asie, puis directeur des Affaires politiques. Enfin, le voici secrétaire général des Affaires étrangères jusqu'à l'exil de 1940, aux États-Unis, où, pour leur honneur, les Américains lui accordent un poste, d'ailleurs modeste, à la Bibliothèque nationale. Il y apprend les mesures dont le frappe avec sa bêtise congénitale le gouvernement de Vichy : dénationalisation, confiscation de ses biens, radiation de la Légion d'honneur. [...]

Ses loisirs, dans une petite maison sur une longue plage de l'Atlantique, il les consacre à la poésie retrouvée. De cette méditation devant la mer naissent *Vents, Neiges, Pluies*. D'auteur demi-clandestin, il devient célèbre. [...]

La poésie de Saint-John Perse est *magique*, non pas au sens dévalué de ce terme, mais au sens propre : incantation à l'extrême d'une méditation intérieure où à force de pleine lumière les vérités se font mystère. [...]

Œuvre *originale*. L'échec de Mallarmé est compensé. La poésie atteint les cimes réservées alors à la musique et à certaine peinture (je pense à Giorgione et au Tintoret). Le langage est enfin rénové. Sans doute peut-on trouver des précurseurs, de Baudelaire à Claudel en passant par Rimbaud et Lautréamont. [...]

L'organisation spirituelle de Saint-John Perse s'organise autour de quelques thèmes. Ils reviennent d'œuvre en œuvre et s'entrelacent. *L'Enfance*, d'abord, cette enfance moirée des îles dont il garde la nostalgie : « le vert paradis des amours enfantines », un peu troubles quand il respire l'odeur des servantes de race. Ce thème se mêle à celui du *prince*. Tout au moins, il le précède et le provoque. Saint-John Perse tient de son enfance de se sentir un prince, de sa royale enfance au domaine un peu féérique de Saint-Léger. La *mer* : il a parcouru tous les océans, longé tous

les rivages. Avec des coraux, des coquillages et des rostrés, il compose dans *Amers*, mais aussi dans toutes ses œuvres, une louange de la mer. Une mer qui exalte tous ses sentiments. Le *vent* et la *pluie* ou la *neige*, le vent surtout tel qu'il l'a hanté sur les plateaux d'Asie centrale, ces terres qu'on sent à travers lui « si pauvres qu'elles ont une âme ». [...]

*L'image* est le premier instrument de Saint-John Perse. Elle introduit dans le discours une sorte de logique nouvelle, assez déconcertante pour quiconque ne sait céder à leur incantation. Il faut que l'esprit accepte de se laisser porter par ces images qui s'engendrent les unes les autres, sans qu'une pensée extérieure leur soit un lien. Pourtant, toutes concourent à l'expression d'une très haute réflexion. Elles la traduisent et la chantent plus qu'elles ne la disent.

Son second moyen est la *scansion*. Du français, langue plate, Saint-John Perse tire des nombres aussi précis et détachés que ceux des langues accentuées. La prosodie classique est pauvre et facile à côté de la sienne. Toutes les ressources de la rime, de l'assurance et de l'allitération se combinent en un jeu si serré qu'on a pu dire que tout rime à l'intérieur de sa phrase. Aucun mot qui d'une façon ou d'une autre ne soit la résonance du précédent, ne le répercute pour rejaillir sur le suivant :

*Ah ! toute chose vaine au van de la mémoire,  
Ah ! toute chose insane aux fifres de l'exil ;  
Le pur nautile des eaux libres,  
Le pur mobile de nos songes,*

cite à l'appui Roger Caillois qui, le premier, a discerné ce subtil secret. [...]

Troisième moyen : le *mot*. Saint-John Perse est de la plus grande audace dans leur choix. Le premier sans doute, il a introduit dans la

poésie « nylon » ou « bauxite », leur conférant, dans le tissu de l'allitération et l'inattendu de l'image, un éclat de gemme, comme ces cabochons de verre si vulgaires qui pourtant rutilent dès lors qu'ils sont insérés dans les châsses.

Nous l'avons déjà dit : dans la science musicale du langage, Saint-John Perse compense l'échec de Mallarmé. Lui, enfin, a su *donner un sens plus pur aux mots de la tribu*.

Mais sans doute son plus haut moyen, au-delà des ressources verbales, est-il son *âme*.

Elle est le meilleur ouvrier de ces poèmes qui sont d'abord une aventure spirituelle, une quête du Saint-Graal. En Alexis Léger, tout est noble et, comme Saint-John Perse, il s'exprime dans ce dernier verset de *Chronique* :

*Grand âge, nous voici. Prenez mesure  
du cœur d'homme.*

**Georges LE BRUN-KERIS**

*France Forum*, n° 28, novembre 1960

# Exposition : *France 1500, entre Moyen Âge et Renaissance*

par Jean-Marie Bordry

Cette exposition met en lumière le foisonnement de l'art français sous les règnes de Charles VIII (1483-1498) et Louis XII (1498-1515). La période est méconnue et délaissée, tant sur le plan politique que sur le plan artistique. Charles VIII et Louis XII sont « coincés » entre deux grands rois : Louis XI, l'infatigable fossoyeur du système féodal, et François I<sup>er</sup>, le fastueux vainqueur de Marignan. Pour ce qui est des arts, cette époque est dédaigneusement imaginée comme le dernier feu d'un Moyen Âge rétrograde avant l'irruption de la Renaissance au retour des guerres d'Italie.

*France 1500* bat en brèche ces idées reçues. L'exposition présente le royaume comme un carrefour entre l'art flamand et l'art italien (déjà, avant François I<sup>er</sup>), mais pas seulement. La France de la fin du xv<sup>e</sup> compte de nombreux foyers artistiques distincts où les artistes locaux s'épanouissent, en émulation avec les artistes étrangers qui transitent par là, mais parfois se fixent aussi. Cette multiplicité de foyers est bien un signe d'un Moyen Âge persistant, car les grands du royaume sont encore engoncés dans leur fief où ils attirent une cour. Le meilleur exemple est le roi René, qui aimante dans sa Provence de nombreux artistes italiens. Les anciennes provinces des ducs de Bourgogne sont encore marquées par l'influence flamande tout comme la riche Champagne, carrefour commercial devenu artistique. Le Bourbonnais n'est pas en reste grâce au prestige de ses ducs, ainsi

qu'Angoulême, terre du futur François I<sup>er</sup>. On n'oublie pas Paris, qui n'est pourtant pas une capitale centrale. On n'oublie pas non plus la Normandie, le Languedoc, le Berry, le Val-de-Loire...

Cette période est une transition, non une rupture. L'art s'exprime sur les supports les plus variés : statuaire, peinture, médailles, enluminures, tapisseries, émaux, orfèvrerie, mobilier. L'exposition, d'une incroyable richesse, rassemble de nombreux chefs-d'œuvre, comme la *Nativité* de Jean Hey (1480). Citons aussi le somptueux retable de saint Gilles dont les panneaux, dispersés de Londres à Washington, ont été exceptionnellement réunis. On contemple, incrédule, la cohabitation de tendances diverses, comme des portraits de style flamand dans un décor italien. Des éléments de décor antiques côtoyant des arcs brisés gothiques. Une enluminure pas très médiévale de « La ville de Gênes s'agenouillant devant la raison »... Pour finir par un invraisemblable portrait de François I<sup>er</sup> en saint Jean-Baptiste, et la célèbre *Belle ferronnière* de Léonard de Vinci.

On ressort de cette exposition avec l'envie d'en apprendre plus sur cette époque trop longtemps ignorée qui nous rappelle la virtuosité des artistes de ce temps-là.

**Jean-Marie BORDRY**

*Au Grand Palais jusqu'au 10 janvier 2011*

# The Social Network *de David Fincher*

par Jean-Marie Bordry

Le film *The Social Network* met en scène l'ascension de Mark Zuckerberg, le créateur de Facebook. C'est déjà un des succès de l'année, ce qui est presque une surprise. Les biographies hollywoodiennes sont souvent complaisantes et fades parce qu'elles se penchent moins sur leur héros qu'elles n'idéalisent leur succès. En retraçant la genèse du site Internet qui est une des réussites les plus foudroyantes de l'histoire du capitalisme, *The Social Network* échappe à cette règle.

Ce n'était pas gagné d'avance. Tout part d'une banalité dérisoire : la déception sentimentale d'un *geek*<sup>1</sup>, qui, soûlé, décide de mettre à profit son génie informatique pour se venger de la gent féminine. Frustré sentimentalement et socialement, il veut montrer aux cercles fermés de Harvard qu'il existe quand même, malgré leurs portes closes. C'est pourtant là que démarre une aventure qui, sept ans plus tard, vaudra 14 milliards de dollars.

Pas de caricature, ici. Ce film confronte à leur destin des personnages aussi complexes qu'énigmatiques, au rythme d'un scénario très bien ficelé et de dialogues ciselés. Ce premier tour de force est à porter au crédit de Aaron Sorkin, le scénariste. Il fallait ensuite réaliser l'ensemble. Là, c'est David Fincher qui fait parler son talent. La mise en scène ne se laisse jamais distancer par l'incroyable fuite en avant qu'elle raconte. On ne s'ennuie pas : procès, beuveries étudiantes, coups de génie, trahisons... Et tout reste cohérent.

La tension, qui va grandissant, est palpable de bout en bout sans être exagérée. Cette tension

entraîne le spectateur au fil du drame. Car il s'agit bien d'un drame. « Derrière chaque grande fortune se cache un grand crime<sup>2</sup>. » Ici, le crime est classique : la trahison. Petite trahison de deux jumeaux bien nés qui, les premiers, avaient eu l'idée d'un réseau social sur Internet. Le héros les doublera dans tous les sens du terme, en finissant par créer un concept bien plus génial que le leur. Grande trahison ensuite, par cet être asocial à l'encontre de son associé et seul ami. Alors que Facebook vaut déjà des millions, Zuckerberg le piège en diluant sa part dans l'entreprise, de 30 % à... 0,03 % ! Les procès servent de trame au film, qui n'est qu'une succession de flash-back.

Mais, s'il est finalement question de gros sous, il n'est pas vraiment question de cupidité. C'est tout l'attrait de ce film qui s'appuie largement sur son insaisissable personnage principal, campé par un excellent Jesse Eisenberg. Ce Mark Zuckerberg est seul, froid, frustré, mais débonnaire, génial et non dénué de remords. L'histoire d'un être solitaire qui se créera 500 millions d'« amis ». L'épilogue n'a rien d'ironique. Sur Facebook, on cherche à faire parler de soi et à en savoir plus sur les autres. L'idée ne pouvait germer que dans l'esprit d'un solitaire. Peut-il toutefois y trouver son bonheur ? Rien n'est moins sûr...

**Jean-Marie BORDRY**

*En salle depuis le 13 octobre 2010, avec  
Jesse Eisenberg, Justin Timberlake et Andrew Garfield*

1. Passionné d'informatique.

2. Dixit Balzac.

## Notes de lecture...

*Why the West Rules-for now :  
the Patterns of History and what they  
Reveal about the Future*<sup>1</sup>

de Ian Morris

La méditation sur le déclin de l'Occident remonte à la Première Guerre mondiale. Elle a été alors formulée de la manière la plus impressionnante par Oswald Spengler. L'imbécillité inouïe de la lutte qui venait de déchirer la partie la plus avancée de l'humanité éclatait avec une telle évidence que le livre du philosophe allemand imposa son analyse sans grande opposition.

Ian Morris reprend une thèse parallèle, à partir de sa chaire de professeur à l'université américaine de Stanford. Il avertit les politiques de son pays que « la surextension impériale » ne reste pas sans conséquences dommageables. Cette approche est originale dans la mesure où, contrairement à Spengler, le déclin ne provient pas d'un gaspillage insensé des hommes et des ressources, mais d'une évolution naturelle, d'autant plus inévitable qu'elle est lente et, pour ainsi dire, inscrite dans une loi historique. Cette dernière comporte deux causes. La première est qu'il apparaît inévitable que se répète la vieille ritournelle des dominations, si bien exprimée par Petit-Jean au début des *Plaideurs* de Racine. Assez banal ! La seconde, mobilise les cavaliers de l'Apocalypse, autrement dit les contraintes de la géographie et de la médecine. L'Histoire est un éternel va-et-vient des suprématies et des déclin. L'auteur se demande pourquoi ce n'est pas la flotte chinoise qui a remonté la Tamise en 1842, alors que ce fut la flotte bri-

tannique que les raffinés mandarins virent apparaître avec la plus fâcheuse grossièreté sur le Yangzi à la même date. La réponse est simple : révolution industrielle. Derrière ces considérations historiques se dissimule la peur qui se répand en Occident. La révolution industrielle aujourd'hui se développe en Chine et « ils » sont bien capables de nous faire subir ce que nous avons fait chez eux. On reste dans la problématique de Bossuet. Cette publication ne ferait que rafraîchir de vieux poncifs si elle s'arrêtait à des lamentations sur la montée et le déclin des grands empires.

Elle franchit une étape plus intéressante. Nous assistons à un transfert de puissance (et de modernité) de l'Occident vers l'Orient et cela fait trembler certains, tout en enrichissant d'autres. Mais à la fin de son livre, Ian Morris énonce des considérations qui rendent supportable la lecture de ses 750 pages. Le développement des indices de production, au sens large, dans les cent ans à venir, sera si important qu'il effacera la vieille opposition, proclamée par Kipling, de l'Est et de l'Ouest. C'est l'humanité qui va changer profondément, s'unifier grâce à l'explosion de l'informatique et de la science biologique. Il faudra, ensemble, percer le « plafond dur » qui a, jusqu'à maintenant, fait retomber les poussées de puissance, et de civilisation, au niveau du parquet initial.

Comme on le voit, Ian Morris finit par déboucher sur les réflexions que nous menons dans ce numéro de *France Forum* ! Mais la lecture de l'un ne dispense pas de celle de l'autre !

**Charles DELAMARE**

1. Dans quel but l'Ouest gouverne-t-il : les schémas de l'histoire et ce qu'ils révèlent sur l'avenir.

## *Pierre Cauchon : comment on devient le juge de Jeanne d'Arc* de Jean Favier

« Tout mensonge répété devient une vérité », a un jour dit Chateaubriand. La formule est juste, s'appliquant à l'évêque Cauchon. Au temps où la République voulait vraiment former des citoyens en donnant à la discipline de l'enseignement de l'histoire toute sa noblesse, chacun se souviendra de cette époque curieuse où l'historiographie laïque vénérât Jeanne « la pucelle d'Orléans » et vouait aux gémonies un évêque, le juge qui l'avait envoyée au bûcher sans égard pour la sainte et en trahissant sa patrie. Des générations d'écoliers apprirent ce beau conte de la bouche de M. l'instituteur ou de Mme l'institutrice : le 8 mai 1429, la prise d'Orléans contre l'Anglais, le sacre du roi Charles VII à Reims, la vaine tentative pour libérer Paris, la blessure devant un siège de ville, le traquenard, la prison et l'horrible bûcher.

Dans les années 1950, l'instituteur racontait encore avec talent cette chanson de geste : la France occupée, la résistance à l'occupant, le dauphin seul à Bourges, le sursaut national, la collaboration avec l'étranger, puis, à la fin, la France « libérée par elle-même, libérée par son peuple, avec le concours... », chacun connaît la suite.

En réalité, le mérite de Jean Favier est grand car il replace les faits dans leur contexte historique et rétablit une vérité. Le concept de patrie est étroitement lié à celui de nation, or la nation est née en... 1789. En 1429, les liens sont ceux de vassal à suzerain, de l'hommage du chevalier et de la noblesse qui porte les armes pour protéger le bourgeois qui compte son or, le marchand qui commerce et le paysan qui laboure la terre.

Les clercs sont les intercesseurs : d'abord avec le roi qui est l'oïnt du Seigneur, sacré à Reims ; ensuite avec l'évêque de Rome, le souverain pontife, successeur de Pierre et représentant de Dieu

sur terre. Or, le xv<sup>e</sup> siècle débutant est celui de tous les doutes, de toutes les incertitudes, de toutes les inquiétudes. L'Église connaît l'épisode le plus douloureux de son histoire : le grand schisme d'Occident. Ce n'est plus le temps des hérésies : le bûcher et la remise au bras séculier ne peuvent suffire. Non, il s'agit de la plus grave crise sur l'identité du successeur de Pierre. Entre 1305 et 1378, la papauté s'était réfugiée loin de Rome, la ville éternelle, pour installer le siège apostolique à Avignon, une ville du Saint Empire romain germanique, enclavée dans le Comtat Venaissin, lui-même placé sous la suzeraineté du roi de France. De Clément V à Grégoire XI, des papes du pays franc, des Français, tiennent les clés du Saint-Siège. Poussé par sainte Catherine de Sienne, le dernier des papes français rétablit l'autorité apostolique à Rome. Mais à la mort du Saint-Père en 1378, le Saint-Esprit ne souffle pas sur le conclave et Urbain VI, désigné par les cardinaux, ne remplit pas toutes les obligations du droit canon. Robert de Genève, sous le nom de Clément VII, revient à Avignon revendiquer la succession. Lui succédera, en 1394, un Espagnol inflexible, Pedro Martínez de Luna, l'intransigeant Benoît XIII si bien peint, en 1994, dans le roman de Jean Raspail, *L'Anneau du pêcheur*. Un premier concile, à Pise, en 1409, se crut inspiré par le Saint-Esprit et le pape Alexandre V revendiqua la succession, bientôt suivi, en 1410, par Baldassare Cossa, le pape Jean XXIII.

Trois papes pour la chrétienté, chose affreuse, inimaginable pour les contemporains. Un nouveau concile fut donc convoqué sur les bords du lac de Constance, en 1415. Des savants théologiens vinrent pour mettre une fin définitive à ce drame. Et c'est alors qu'apparut chez les pères conciliaires la majestueuse Université de Paris et, parmi eux, Pierre Cauchon.

Elle va trouver la solution canonique et l'évêque français jouer un rôle essentiel. Il est parmi ceux

qui vont permettre le rétablissement de l'unité apostolique : Martin V, Oddone Colonna, élu le 11 novembre 1417, lui doit beaucoup. À sa mort, le 20 février 1431, en plein procès de Jeanne, son successeur, le cardinal vénitien Gabriele Condulmer, choisi le 3 mars 1431 sous le nom de Eugène IV, qui devait de surcroît combattre un peu plus tard le dernier antipape de l'histoire, Félix V, plus connu comme le duc Amédée VIII de Savoie, ne pouvait en désapprouver les conclusions.

Pierre Cauchon était donc une personnalité qualifiée, on dirait aujourd'hui incontournable. Et la terre de France, celle du « roi très chrétien », connaissait alors tous les tourments : l'oïnt du Seigneur, le roi Charles VI, est « possédé par le diable », il est le roi fol et la fine fleur de la chevalerie française a succombé, le 24 octobre 1415, à Azincourt devant les troupes du roi de France et d'Angleterre, Henri V de Lancastre.

Car au temps des rois maudits, Isabelle de France, la « louve de France », fille du roi Philippe IV le Bel (1283-1314), avait épousé le roi Édouard II, le « roi sodomite ». Était pourtant né de cette union le futur Édouard III. À la mort du dernier fils du roi Philippe, le roi Charles IV (1322-1328), le « roi cornard », la louve avait revendiqué pour elle-même et son fils le trône de France. Une improbable loi salique avait été alors invoquée pour faire monter sur le trône le roi Valois, Philippe VI. Or, beaucoup de docteurs de l'Université doutaient, à juste titre, de la légitimité de cette loi. Elle n'était qu'une commodité juridique : Pierre Cauchon l'avait compris. Il était de ceux qui pensaient que le traité de Troyes de 1420 mettant fin à la guerre entre la France et l'Angleterre et attribuant la couronne de France au roi-enfant Henri VI, sous la régence du duc de Bedford, mettrait fin au « schisme du royaume de France ». Une femme arborant l'habit masculin ne peut, pour lui, qu'être animée par le Malin.

Et voilà, « *Ego nominor porcus* », « J'ai nom le porc ». Ainsi fut qualifié par Paul Claudel le juge prêt à envoyer Jeanne au bûcher. L'éclairage du réputé médiéviste qu'est Jean Favier est grand : il a su rétablir la vérité.

**Albert KALAYDJIAN**

Fayard – 27 €

---

***Georges Boris. Trente ans d'influence : Blum, de Gaulle, Mendès-France***  
**de Jean-Louis Crémieux-Brilhac**

Le jury du prix du livre d'Histoire du Sénat a choisi cette année de distinguer Jean-Louis Crémieux-Brilhac pour sa biographie de Georges Boris, patron de presse pendant la première partie de sa vie, puis collaborateur de Léon Blum, du général de Gaulle et de Pierre Mendès-France.

De fait, l'analyse des relations de Georges Boris avec chacune de ces trois illustres personnalités est conduite par Crémieux-Brilhac à des niveaux très différents. Le suivi au jour le jour de la montée en puissance de Charles de Gaulle, tandis que Georges Boris conduit avec doigté la BBC à moins modérer le soutien que les émissions en français sont censées apporter à ce dernier, constitue, de loin, les chapitres les plus intéressants de l'ouvrage, ceux qui éclairent l'histoire ultérieure de la V<sup>e</sup> République.

Né en 1917, l'historien a été lui-même un acteur de cette histoire et ne cache d'ailleurs rien des coteries qui ont rendu leur passage à Carlton's Gardens pénible à certains Français ; ni des prétentions et de la hauteur gaulliennes qui irritaient les Anglais, les amenant parfois à douter que le général soit vraiment un démocrate. C'est donc Charles de Gaulle que l'on

recherchera dans ce livre, tout autant que Georges Boris dont le parcours n'est pas entièrement éclairé.

Citons l'auteur : « À ceux qui jugeraient le rappel de ces disputes lointaines indignes de la légende dorée de la France libre, il faut rappeler que de Gaulle n'est parvenu à l'apothéose du 25 août 1944 qu'à travers quatre ans de combats et de crises inégalement glorieuses et que les enjeux des luttes qui opposent alors des hommes du même camp n'ont rien de dérisoire ; si elles vont jusqu'à dresser les uns contre les autres des partenaires dont certains ont des ambitions, c'est d'abord parce qu'ils ont leur propre vision politique ou stratégique des événements, leurs certitudes, parfois la conscience de leur propre légitimité, et qu'ils ont affronté ou sont volontaires pour affronter des risques majeurs qui leur valent une place dans notre histoire. »

L'ouvrage montre pourtant ce que les expériences de jeunesse de Georges Boris ont apporté comme modernité à sa pensée : comment les voyages du jeune homme (*Nordeste* brésilien, Ceylan) l'ont convaincu de l'importance de l'économie internationale dans le déroulement de l'Histoire ; comment les articles qu'il avait écrits pour *Le Quotidien* du controversé Henri Dumay ont été une collaboration décevante qui le conduisit à consacrer une grande partie du patrimoine familial à la création d'un hebdomadaire, *La Lumière*, dans lequel il pourrait mettre son sens de l'analyse économique hors du commun au service de la collectivité ; ces quelques premiers articles, s'ils avaient ainsi eu le mérite de lui faire découvrir sa vocation d'homme de communication, auront l'inconvénient d'alimenter par la suite bien des méfiances à son égard.

En revanche, les raisons qui allaient le conduire, à l'époque de sa nomination au Conseil économique et social de l'Onu, d'une vision keynésienne qui avait inspiré le « plan à la française » à l'admiration du système soviétique recèlent encore bien des mystères.

Ceci est d'autant plus dommage que ce qui était su de l'admiration de Boris pour le système économique de l'URSS a sûrement contribué à desservir le troisième des hommes d'État qu'il avait choisi de soutenir : Pierre Mendès-France, de vingt ans son cadet.

**Anne LABORDE**

Gallimard – 18 €

---

### *Cartes sur table* de Alain et Patrice Duhamel

Quand deux grands journalistes, l'un et l'autre familiers de la vie politique, écrivent ensemble un livre de 215 pages sur cet univers complexe<sup>1</sup>, ils retiennent aussitôt l'attention et ils font ce qu'il faut pour la mériter. Il n'est pas nécessaire d'être de la partie ou un familier du milieu politique pour y prendre intérêt.

Les lecteurs peu avisés de ces questions y apprendront beaucoup. Les esprits les plus avertis y trouveront matière à nourrir leurs réflexions.

*Cartes sur table*, une œuvre commune des deux frères Duhamel, Alain et Patrice, est un livre important qui passionnera tous ceux qui, dans notre pays, s'intéressent de près à l'action et au débat politiques dans les institutions de la V<sup>e</sup> République.

Sérieux et bien informé, le livre ne se situe pas dans le secteur des spécialistes de science politique. Il n'ouvre pas de grands dossiers publics, économiques, sociaux ou internationaux tout en les évoquant brièvement. Il nous fait pénétrer dans l'arrière-salle des débats. Il nous met en contact avec les « acteurs » de ces débats que sont les hommes politiques : François Mitterrand,

---

1. En réponse aux questions de Renaud Revel, rédacteur en chef à *L'Express*.



Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy. Les parlementaires, les leaders des partis y vivent sous nos yeux. Le livre nous fait participer à leur action de façon concrète, précise et sérieuse. Quiconque s'intéresse à la politique en France ne peut qu'être « accroché » par ces pages sans effets de manches où l'on apprend beaucoup sur notre vie collective.

Il s'agit à la fois d'un texte de science politique, d'articles de journaux sérieux et intéressants, même pour des lecteurs peu versés dans l'analyse des réalités politiques.

S'agit-il d'un livre « engagé » ? Non, si l'on attend de lui un engagement partisan. Oui, si on le considère comme un professeur de démocratie appliquée, dont les opinions sont modérées et l'engagement démocratique, sincère. Il ne se veut pas un ouvrage doctrinal mais pratique. Il est le fruit d'une longue expérience personnelle.

S'il fallait retenir, entre autres, quelques observations, je rappellerais ce qu'il dit au sujet du statut politique de la télévision. Ce n'est pas aux auteurs de chercher eux-mêmes les solutions, mais c'est leur responsabilité de permettre à d'autres de le faire avec compétence, mais aussi avec liberté comme le disent, page 215, Alain et Patrice Duhamel.

*Jacques MALLET*

Plon – 19 €

---

*Pouvoir et contre-pouvoir,  
à l'heure de la mondialisation*  
de **Ulrich Beck**

L'auteur s'est attaché depuis des années à analyser la montée des problèmes issus de la mondialisation. Celle-ci n'est pas une idée vague, comme beaucoup le croient encore en France, en particulier dans la sphère politique.

Peut-être par une réaction instinctive de défense personnelle ! Parce que, comme l'explique Beck dès sa préface, cette évolution remet en cause les fondements de la domination légitime. « Il se produit actuellement une autodestruction créatrice de l'ordre mondial [l'auteur reprenant, ici, une expression de Schumpeter à propos du capitalisme] "légitime", dominé par les États-nations. »

Destruction, le terme comporte évidemment une charge de violence, mais on est habitué, depuis Hegel, à discerner le dynamisme que le négatif instille dans les rouages de l'Histoire. Il ne s'agit pas, comme l'a enseigné Huntington, d'un conflit inéluctable entre civilisations différentes, mais de la lutte pour l'avènement d'une civilisation humaine où pourront coexister pacifiquement des traditions différentes. La mondialisation ne se limitera plus à une simple augmentation des interdépendances entre des espaces nationaux qui persisteraient dans leur être, elle se présentera désormais comme un phénomène de globalisation interne de ces espaces. Elle les modèle et les modifie en profondeur. D'où une longue réflexion sur le changement de paradigme de la légitimité, débouchant sur la nécessité d'adopter un point de vue cosmopolitique.

« Cosmopolitisme ? » Ce mot n'a pas bonne presse. Il fait autant horreur à la droite traditionnelle qu'à l'extrême gauche. Être taxé de cosmopolitisme suffisait à vous envoyer dans un camp de concentration, qu'il se situât à Dachau ou à Vorkouta du temps où l'idéologie triomphait. Beck a le courage de sortir cette expression de son indignité et de désigner ainsi le régime politique chargé de réguler la nouvelle civilisation, vraiment mondiale.

L'auteur ne nous dissimule pas que la lutte pour l'instauration de cette dernière sera rude. Dès maintenant, la montée des populismes qu'on observe en Europe, dans beaucoup de pays, annonce une opposition viscérale à cette transformation, découlant de ce qu'il appelle le « méta-

pouvoir de l'économie et de la société civile mondiales ».

Aller vers une politique intérieure mondiale ne sera pas une démarche facile. Les acteurs étatiques souffrent d'un double handicap. Ils ne peuvent que réagir face aux initiatives du pouvoir de l'économie mondiale. Ils n'exercent leur pouvoir que sous la forme d'une conséquence secondaire de la rationalité économique. En même temps, ils sont soumis aux aléas du rythme des élections. La seule voie qui mène à la sécurité nationale est celle de la coopération transnationale. D'où l'avantage que l'expérience, déjà ancienne, de cette dernière donnera à l'Europe dans les années à venir.

« La signification fondamentale du cosmopolitisme est la reconnaissance de l'altérité des autres. [...] Ce qui revient à rejeter deux positions, celle du racisme et celle de l'universalisme. » Car

l'universalisme ethnocentrique de l'Occident est un anachronisme à dépasser. Cette affirmation choquera beaucoup de lecteurs. Mais la remise en cause de préjugés confortables fait partie du toilettage des concepts, indispensable lorsqu'on s'engage dans une modernité imprévue.

Le livre de Ulrich Beck fourmille de suggestions beaucoup plus que de critiques.

Nos lecteurs qui auront apprécié l'article de cet auteur sur le cosmopolitisme (publié dans ce numéro, page 4) seront bien inspirés de se plonger dans son livre récent pour affiner leur connaissance d'un des rares penseurs qui osent, aujourd'hui, affronter le problème capital des prochaines années.

*Charles DELAMARE*

Flammarion – 10 €

Vous pouvez **commander les anciens numéros de *France Forum*** en nous indiquant sur papier libre les numéros souhaités, ainsi qu'un chèque de règlement. Chaque numéro est à 10 euros (+ frais de port : **pour la France**, 2,30 € un numéro, 3,15 € deux numéros, 5,35 € trois numéros ; **pour l'étranger** : 4,10 € un numéro, 6,10 € deux numéros, 12,60 € trois numéros).

## **France Forum n° 37** **mars 2010**

### **NOTRE RUSSIE**

**À quoi sert la Russie ?**

par Alexandre Jevakhoff

**Plaidoyer pour une Russie européenne**

par Jean-Pierre Gouzy

**L'Église orthodoxe, la Russie et l'Occident**

par François-Georges Dreyfus

**À propos de la démesure russe**

par Georges Sokoloff

**La Russie, une très grande partie de l'Europe**

par Dmitri Rogozine

**Les nouveaux projets russes pour la sécurité**

européenne par Philippe Moreau Defarges

**Après la guerre en Géorgie**

par Jean-Pierre Prévost

**Mémorial : la lutte pour la vérité**

par Hélène Kaplan

**Union européenne-Russie : pour un partenariat**

stratégique par Yves Pozzo di Borgo

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

**La crise grecque et ses conséquences**

par Jacques Mallet

**La crise continue** par Charles Delamare

**Identité nationale, identité européenne**

par Robert Toulemon

### **MOTS ET HUMEURS**

**Le dictionnaire du sens interdit** par André Le Gall

**Bonne année 2010 !** par Charles Delamare

### **IL Y A CINQUANTE ANS**

**Le témoignage humain d'Albert Camus**

par Pierre-Henri Simon

### **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

**La renaissance de la musique russe**

par Jenny Zaharieva

**12 de Nikita Mikhalkov** par Igor Yatzimirsky

**Tsar de Pavel Lounguine** par Jean-Marie Bordry

### **NOTES DE LECTURE**

**La Crise de 1929** de Pierre-Cyrille Hautcœur

par Charles Delamare

**Pour un capitalisme au service de l'homme**

de Michel Cool par Jean-Pierre Prévost

**Entre Dieu et Darwin : le concept manquant**

de Francis Kaplan par Charles Delamare

**Le Quai de Ouistreham** de Florence Aubenas

par Jean-Marie Daillet

**Missak** de Didier Daeninckx

par Albert Kalaydjian

**Metternich, le séducteur diplomate**

de Charles Zorgbibe par Charles Delamare

**Chaque pas doit être un but** de Jacques Chirac

par Albert Kalaydjian

**Orages désirés** de René Lenoir

par Charles Delamare

## **France Forum n° 38** **juin-juillet 2010**

### **L'ÉVAPORATION DES CITOYENS**

**Un acteur essentiel de la défense des libertés**

publiques par Jean-Paul Delevoye

**Interview de Jean-Paul Delevoye**

par *France Forum*

**La fusion des autorités de libertés**

par Anne-Marie Le Pourhiet

**Les réseaux sociaux : les joyeuses commères**

de l'innovation par Françoise Brissard

**Vers une génération de communicants**

par Jean-Marie Bordry

**Je vous parle d'un temps...**

par Albert Kalaydjian

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

**Une géopolitique des protestantismes**

par François-Georges Dreyfus

**Il faut sauver le soldat euro**

par Henri Froment-Meurice

**L'Europe peut encore sauver l'euro**

par Bernard Trémeau

## **Union européenne et solidarité financière**

par Markus C. Kerber

**Lady yes, we can ?** par Bernd Posselt

**La débâcle de 1940**

par François-Georges Dreyfus

## **MOTS ET HUMEURS**

**Le dictionnaire du sens interdit** par André Le Gall

**Tempête sur l'Église** par Jean-Pierre Prévost

**Benoît XVI, un bon pape... malgré l'opinion**

par Jean Chélini

**À l'école de Ponzi et de Law** par Georges Dumas

**La deuxième crise** par Marc Varangot

**Nous ne sommes pas des Ottomans**

par Omar Lefranc

## **IL Y A CINQUANTE ANS**

**Tout se tient** par Pierre-Henri Teitgen

## **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

**Mammuth de Benoît Delépine et Gustave Kervern**

par Jean-Marie Bordry

**Ben : strip-tease intégral** par Jean-Marie Bordry

## **NOTES DE LECTURE**

**Le Goût des pépins de pomme**

de Katharina Hagena par Martine Bordry

**1917 de François-Georges Dreyfus**

par Charles Delamare

**L'Autonomie brisée de Corine Pelluchon**

par Jean-Pierre Prévost

**La Politique économique de Georges Dumas**

par Charles Delamare

**Une amitié espagnole de Ilan Greislammer**

par Albert Kalaydjian

**J'étais votre préféré de Luc Gendry**

par Charles Delamare

**Qu'est-ce que l'anarchisme ? de Alexander**

Berkman par Albert Kalaydjian

**Chine ou Japon, quel leader pour l'Asie ?**

de Claude Meyer par Charles Delamare

# **France Forum n°39 septembre-octobre 2010**

## **L'AFRIQUE EN MARCHÉ**

**Géopolitique de l'Afrique**

par Charles Zorgbibe

**Ça va aller** par Venance Konan

## **Bonne gouvernance et développement**

**durable en Afrique** par Robert Dussey

**L'Afrique francophone en quête de stabilité**

par Albert Kalaydjian

**L'Afrique explose, l'Europe implose**

par Yves-Marie Laulan

**L'Afrique saccagée** par Jean-Pierre Prévost

## **DOSSIERS ET ÉTUDES**

**Vive le développement ! Vive la croissance !**

par Jacques Blamont

**D'où vient le peuple juif ?**

par François-Georges Dreyfus

**Coup d'envoi de l'inflation** par Omar Lefranc

## **MOTS ET HUMEURS**

**Le dictionnaire du sens interdit** par André Le Gall

**Aimez-vous l'Amérique ?** par Jacques Mallet

## **IL Y A CINQUANTE ANS**

**L'esprit communautaire doit l'emporter sur**

**l'esprit nationaliste**

par Maurice-René Simonnet

## **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

**Nelson Mandela** par Joëlle Bourgois

**Propos sur la littérature africaine de langue**

**française** par Anne Laborde

**Des hommes et des dieux de Xavier Beauvois**

par Jean-Marie Bordry

**La fabrique des images, exposition au musée**

**du Quai Branly** par Jean-Marie Bordry

## **NOTES DE LECTURE**

**L'Affaire de L'Humanité** de Sylvain Boulouque

par Albert Kalaydjian

**L'Identité de l'Europe, sous la direction de Ch.**

**Delsol et J.-F. Mattéi** par Jacques Mallet

**L'Abondance frugale** de Jean-Baptiste de

**Foucauld** par Jean-Pierre Prévost

**Guerre et paix au XXI<sup>e</sup> siècle** de Christian

**Saint-Étienne** par Charles Delamare

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

- 4 numéros par an -

**À retourner avec votre règlement à : France Forum  
7, rue Saint-Dominique - 75007 Paris**

Je m'abonne

J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.) .....

Prénom .....

Adresse .....

France ➡ 40 €  
➡ 48 € (soutien)  
Étudiant ➡ 25 €  
Étranger ➡ 44 €

(TVA : 2,10 %)

# Les auteurs

**Pierre Aubenque**, *secrétaire général de l'Institut international de philosophie*

**Ulrich Beck**, *sociologue, professeur à l'université de Munich*

**Philippe Boncenne**, *consultant international spécialisé sur les marchés d'Amérique latine*

**Jean-Marie Bordry**, *étudiant*

**Françoise Brissard**, *ancienne élève de l'École normale supérieure*

**Christian Cambier**, *président de la société de conseil et d'investissement Prigest*

**Charles Dasville**, *pseudonyme*

**Charles Delamare**, *rédacteur en chef de France Forum*

**Jean-Pierre Gouzy**, *secrétaire général de la maison d'Europe à Paris, président de l'association des Journalistes européens*

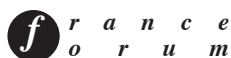
**Anne-Marie Idrac**, *ex-secrétaire d'État au Commerce extérieur*

**Albert Kalaydjian**, *chargé d'études à la fondation Robert-Schuman, conseiller municipal à la ville de Saint-Ouen*

**Omar Lefranc**, *pseudonyme d'un fonctionnaire des Finances*

**André La Gall**, *écrivain*

**Benoît Vermander**, *jésuite, directeur académique de l'institut Ricci de Taipei et professeur à la faculté de philosophie de l'université Fudan, Shanghai.*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Albert Kalaydjian, Anne Laborde-Medevielle, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost** — Secrétaire de rédaction : **Élisabeth Cazeaux** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 7, rue Saint-Dominique 75007 Paris - Téléphone : 09 51 80 01 14 - E-mail : france.forum@free.fr — Commission paritaire : 0113 P 86488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert-Schuman, 93190 Livry-Gargan.

## *VERS LA CIVILISATION MONDIALE...*

- Le nouveau cosmopolitisme est dans l'air** par Ulrich Beck
- La mondialisation, la crise et l'Europe** par Jean-Pierre Gouzy
- La troisième révolution industrielle** par Charles Delamare
- Le cosmopolitisme par la publicité** par Françoise Brissard
- De la domination par l'Occident aux partenariats multipolaires** par Anne-Marie Idrac
- La civilisation : idée neuve et ancienne** par Charles Dasville
- La Chine, les religions et la mondialisation** par Benoît Vermander

## *DOSSIERS ET ÉTUDES*

- Les élections américaines** par Albert Kalaydjian
- Brésil, après l'élection de Dilma Rousseff, une nouvelle donne ?** par Philippe Boncenne

*Sommaire détaillé page 1*